

**GAZA — “COMMENT
ÉCHAPPER À LA MORT ?”**



NOTRE HORS-SÉRIE
FEMMES
LE COMBAT CONTINUE
en vente chez votre marchand de journaux



**Courrier
international**

N° 1804 du 28 mai au 4 juin 2025
courrierinternational.com
France : 5,20 €

Allemagne 6,50 €, Andorre 6,20 €,
Canada 9,25 \$CAN, DOM 5,50 €,
Espagne 5,80 €, Grande-Bretagne
5,80 €, Grèce 6 €, Italie 5,80 €,
Japon 1300 ¥, Maroc 50 DH,
Pays-Bas 6,20 €, Portugal cont. 5,80 €,
Sénégal 3400 FCFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 11 DT,
Afrique CFA autres 3700 FCFA.

INVITÉ SPÉCIAL
Le quotidien libanais
**L'Orient
Le Jour**

LIBAN UN PAYS À RÉINVENTER

Après la guerre entre Israël
et le Hezbollah, les Libanais
veulent croire à un nouveau
départ. Mais le défi est colossal.





ON N'A PAS BESOIN DE PÉTROLE POUR AVANCER.

Rouler à l'électrique,
c'est 5 fois moins d'émissions de CO₂*
qu'avec un moteur thermique.



L'ÉLECTRICITÉ, ÇA NE FAIT QUE COMMENCER

* Étude Transport & Environnement, 2022, page 1. Moyenne sur l'ensemble du cycle de vie du véhicule. Plus d'informations sur edf.fr/mobilite-electrique
L'énergie est notre avenir, économisons-la!

LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD
ET JULIEN ABIRAMIA

Liban, un pays à réinventer

C'est un dossier un peu particulier et mûri de longue date que nous vous proposons cette semaine, un hommage d'abord à un journal à la voix si singulière dont nous reprenons très souvent les articles sur notre site et dans l'hebdomadaire : **L'Orient-Le Jour**. Le quotidien francophone libanais a fêté ses 100 ans en 2024, une longévité exceptionnelle dans une région où la presse a connu les pires difficultés ces dernières années. "Dans sa diversité, L'Orient-Le Jour reste avant tout un enfant du siècle. Un produit de la modernité politique, un acteur de l'indépendance, une victime collatérale de la guerre, un sinistre

L'Orient-Le Jour

de la crise, un rescapé de l'époque", écrivait l'an dernier Stéphanie Khouri, journaliste au sein de la cellule qui s'occupe des reportages et des enquêtes du journal. C'est avec elle, notamment, et avec Anthony Samrani, corédacteur en chef, que nous avons préparé ce numéro à part.

Au moment des événements de Maïdan, en 2014, nous avions invité l'hebdomadaire *Oukrainsky Tyjden* à investir nos colonnes. Plus tard, en 2017, c'est avec les journalistes de *Cumhuriyet*, le dernier journal d'opposition turc, dont une partie de l'équipe était alors emprisonnée, que nous avions construit un dossier sur la dérive autoritaire, déjà, du régime Erdogan. Cette fois, c'est donc la rédaction de *L'Orient-Le Jour* que nous avons choisi d'inviter pour sa formidable couverture de l'actualité au Moyen-Orient. D'ordinaire, la plupart de nos dossiers sont conçus à partir de plusieurs sources.

Ici, exceptionnellement, tous les articles sont signés par les

journalistes du quotidien libanais : Élie Fayad, lui aussi corédacteur en chef, Soulayma Mardam Bey, Nemtala Eddé, Clara Hage, Emilie Sueur. Des textes inédits (à l'exception de ceux consacrés à l'histoire du journal) et longuement discutés avec le service Moyen-Orient de *Courrier international*. Des reportages photo aussi. Depuis le 7 octobre 2023, nous avons largement relayé les analyses et les reportages de *L'Orient-Le Jour* sur Gaza, Israël, la Syrie et la guerre menée par Tsahal contre le Hezbollah ces derniers mois, avec la mort de Hassan Nasrallah, le leader charismatique du parti chiite. Cette fois, c'est sur le Liban d'aujourd'hui, après la guerre, que nous avons choisi d'axer ce dossier. Portrait d'un pays meurtri, l'espoir d'une renaissance... Au fil de nos échanges avec la rédaction de *L'Orient-Le Jour*, nous avons défini un angle et choisi ensemble les articles qui permettraient de rendre compte de la réalité d'un pays

encore fragilisé, mais qui tente de se reconstruire. La guerre déclenchée par le "parti de Dieu" contre l'État hébreu en soutien au Hamas a causé mort et destruction à Beyrouth et dans diverses régions du pays du Cèdre. Mais elle a aussi fortement affaibli le Hezbollah, qui fut pendant vingt ans le parti dominant sur la scène libanaise, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives politiques. En début d'année, un nouveau président, Joseph Aoun, a été élu, après plus de deux ans de vacance, et un nouveau Premier ministre, Nawaf Salam, a été nommé. Ils pourraient être les visages du "nouveau Liban", écrit Anthony Samrani. Mais les défis sont colossaux. Le pays se relève à peine. La population reste engluée dans une terrible crise économique et financière depuis 2019. Elle espère surtout pouvoir – enfin – vivre en paix, faire la fête avec légèreté et se projeter sereinement dans l'avenir. Depuis le début de la guerre civile (1975-1990)

il y a cinquante ans, le Liban a été ballotté de guerres en crises, qui ont provoqué des vagues massives d'émigration.

Les Libanais aimeraient peut-être que l'on cesse de mettre à l'épreuve leur sacro-sainte résilience. C'est de tout cela dont il est question dans ce dossier spécial.

"Le Liban raconté par les Libanais", "Un nouveau départ", "Un pays à réinventer"...

Vendredi 23 mai, lors de la dernière réunion entre nos deux rédactions, au moment de décider du titre de une, après une série d'échanges en visio entre Beyrouth et Paris et de discussions sur les archives, les choix de photos, les couvertures, nous n'avons finalement que peu hésité à choisir le titre qui accompagnerait le formidable dessin signé Ivan Debs. Le plus dur finalement fut peut-être de savoir que cette réunion était la dernière sur ce projet. Bonne lecture !

En couverture :

Dessin d'Ivan Debs, Liban.



Sommaire



DESSIN D'AGATA NOWICKA, ÉTATS-UNIS

360°

Mode. L'aiguille, une révolution paléolithique

p.42

L'humanité a commencé à se vêtir bien avant d'avoir créé la première aiguille, rappelle **New Scientist**. Mais, grâce à cet objet et à son ancêtre le poinçon, les tenues se font plus ajustées et prennent une fonction sociale, en plus de préserver du froid.

ESPAGNE p.6

À Valence, il reste beaucoup à reconstruire

Six mois après les inondations meurtrières qui ont touché l'agglomération, la reconstruction transforme le visage de la région, note **El Confidencial** dans un reportage.

SÉNÉGAL p.22

À Barakbi, les conflits se consument dans la sagesse

À Saint-Louis, un local en bois niché dans le quartier des pêcheurs est devenu un "sanctuaire" où se résolvent les conflits du quotidien. Le lieu a acquis une aura telle, raconte **L'Observateur**, que même des personnalités renommées y font halte.

HISTOIRE p.24

À la recherche des défenses nazies dans les Pyrénées

À la frontière entre la France et l'Espagne, historiens et amateurs étudient la ligne de fortifications *Sperrlinie Pyrenäenfront*, que les nazis ont commencé à construire en 1944. Un reportage d'**El Diario de Hoy**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Americas Quarterly New York, trimestriel. **El Confidencial** (elconfidencial.com) Madrid, en ligne. **Daily Maverick** (dailymaverick.co.za) Johannesburg, en ligne. **El Diario de Hoy** San Salvador, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **The Guardian** Londres, quotidien. **Historia y Vida** Barcelone, mensuel. **IQ** Vilnius, mensuel. **MIT Technology Review** Cambridge (Massachusetts), bimestriel. **New Lines Magazine** (newlinesmag.com) Washington, en ligne. **New Scientist** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **Nihon Keizai Shimbun** Tokyo, quotidien. **L'Observateur** Dakar, quotidien. **L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien. **Rest of World** (restofworld.org) New York, en ligne. **As-Safir Al-Arabi** (assafirarabi.com) Beyrouth, en ligne. **South China Morning Post** Hong Kong, quotidien.



SOMMAIRE

- D'un continent à l'autre
6. Espagne. À Valence, il reste beaucoup à reconstruire
8. Estonie. Kaja Kallas, un espoir qui s'éteint
10. Gaza. "Le temps, c'est du sang!"
12. États-Unis. Trump impose son roman national
14. Panama. Les accords qui ravivent la colère
16. Corée du Sud. Une démocratie à la dérive?
18. Taiwan. Et si la Chine attaquait?
20. Japon. Des vacances pas comme les autres
22. Sénégal. À Barakbi, les conflits se consument dans la sagesse
23. Afrique du Sud. Son gagne-pain : faire la queue
24. France. À la recherche des défenses nazies dans les Pyrénées
À la une
26. Liban, un pays à réinventer
Transversales
38. Économie. Pourquoi la 2G fait de la résistance
40. Techno. Réensabler les Maldives
41. Signaux. Un plafond de verre plus ou moins épais
360°
42. Mode. L'aiguille, une révolution paléolithique
46. Sport. Iron Biby, le colosse qui fait rêver le Burkina Faso
49. Plein écran. Clair Obscur, un tour de magie à la française
50. Histoire. Kamehameha I^{er} : le Napoléon du Pacifique



Gaza. L'Europe hausse le ton face à Israël

Alors qu'Israël intensifie ses frappes meurtrières sur l'enclave palestinienne, le ministre des Affaires étrangères espagnol a estimé qu'il fallait "enviser des sanctions" contre l'État hébreu. Son homologue français, Jean-Noël Barrot, a, lui, insisté sur "la nécessité d'une pression coordonnée".

Cinéma. Le régime iranien dénonce une Palme d'or "politique"

Les milieux conservateurs iraniens s'offusquent du choix du jury du 78^e Festival de Cannes, qui a décerné la Palme d'or à l'ex-prisonnier politique Jafar Panahi pour son film *Un simple accident*. Une revue de presse à retrouver sur notre site avec l'ensemble de notre suivi du Festival.

Week-end. En Chine, on cueille des feuilles de salades sauvages pour trouver l'amour

C'est la nouvelle mode pour la jeunesse de Shanghai : plutôt que de dépenser des sommes folles pour impressionner sa dulcinée, rien de tel que d'aller dans les champs pour récolter des herbes sauvages, raconte le magazine **Sanlian Shenghuo Zhoukan**. Un article à retrouver samedi dans notre édition Week-end.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.

Notre nouveau hors-série

Face au retour en force du masculinisme, partout les femmes se mobilisent pour leurs droits. Et font entendre leurs voix.

Courrier international

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO25BO01

Je m'abonne pour :

- 1 AN** (52 numéros) au prix de **139 €** au lieu de **237,20 €***
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **175 €** au lieu de **290,60 €***

Monsieur Madame

NOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/ours>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.

Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@courrierinternational.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

- Belgique :** (32) 2 744 44 33
abonnements@sai.ppm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépot légal Mai 2025. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel courrierdeslecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coispel, Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport, Ophélie Négros, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE

François Gerles (chef de rubrique, 17-48) EUROPE Gerry Feely (chef de service, 16-95), Laurence Habay (cheffe des services adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Daoval (Allemagne, Autriche, Suisse, Allemagne), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Benjamin Morante (Italie), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joëlle Pavaus (Hongrie), Guillaume Nargue (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotlevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 16-93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16-14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16-57), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgane Jezquel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16-39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandaki (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowski (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de service), Vincent Barros (Afrique subsaharienne), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de service, Sciences et Signaux, 16-47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16-15), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivière (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béclot (chef de service, 17-32), Hugo Florent, Ouméma Nechi HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Liffschitz (16-96)

SITE INTERNET Claire Pomarès, Nicolas Coispel, Mélanie Chenouard (chef de service), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEURS Etienne Bianchi, Paul Blondé, Antoine Cury-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16-51), Jean-Luc Majouret (16-42)

TRADUCTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17-35), Solal Abélas, Françoise Hérod, Julie Martin, Jean-Daniel Mouget, Anne Romerof

DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquette), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet

INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet L'ICONOGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17-37), Diane Perpère (16-08), Alizée Marchal (17-38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45-5) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malestherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Airley, Giuseppe Ardiri, Anne Baron, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Maxime Bourdier, Clémence Boyer, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Eloïse Duval, Zineb El Ouadi, Dorian Gallais, Marie Gandois, Lydie Gerboin, Anna Kerouret, Youssef Larbi Alami, Léa Maillard, Florian Mattern, Camille Miloua Giraudau, Valentine Morizot, Florent Paillery, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Maddalena de Vio, Aruzhan Yeralyeva

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale : Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39-68) Directeur de la publicité : David Delannoy

Directeur délégué au digital : Martin Clamart (martin.clamart@mpublicite.fr)

Directeur délégué, pôle Opérations spéciales : Stéeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38-84)

DIRECTRICE AD MINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16-06) Gestion Matilde Bannier (16-26) Droits Blandine Mosnat (16-52) Comptabilité 01 48 84 551

DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Coloso-Marin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévôt, Véronique Saudemont Responsables du numérique Kévin Jolivet (directeur des opérations numériques), Louise Dugeal, Camille Lefai, Myriam May Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi à 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS number 03-465, is published weekly 52 times per year (In print & online Aug and in Dec) by Courrier International SA c/o Distribution Grid, ar 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International, 1025 Avenue Marco Polo, Montreal, QC H3C 1Y6, Canada.

Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

Euroforêt : Prot. 0,0083kg/tonne de papier.

Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



Origine du papier : Allemagne.
100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC.
Euroforêt : Prot. 0,0083kg/tonne de papier.
Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



CRÉÉE PAR LA NATURE, PRÉSERVÉE PAR L'HOMME.

Pour préserver⁽¹⁾ la qualité et la pureté de l'eau minérale naturelle evian, nos équipes contribuent à la protection des milieux naturels autour de sa source, en agissant au quotidien avec les communes, les associations locales et les agriculteurs au sein de l'APIEME⁽²⁾, notamment via le programme BeeOmonitoring pour surveiller la qualité de l'environnement autour de la source.

SAEME Evian RCS 791 080 550 Thonon



DÉCOUVREZ
NOS ACTIONS



(1) Conformément à la réglementation en vigueur sur les eaux minérales naturelles. (2) Association pour la Protection de l'Impluvium de l'Eau Minérale evian.
* Une seule planète. Une seule santé.

d'un continent à l'autre.
europe



Espagne. À Valence, il reste beaucoup à reconstruire

Six mois après les inondations meurtrières qui ont touché l'agglomération, la reconstruction transforme le visage de la région, note ce site espagnol dans un reportage.

— **El Confidencial,**
extraits (Madrid)

Un ballet d'ouvriers se déroule dans le local que Juan est en train de rénover. L'endroit accueillera bientôt le salon de coiffure et de beauté de sa femme et, si tout va bien, il ouvrira ses portes aux clients avant la fin de la semaine. Mais ces derniers ne retrouveront pas l'ancien salon : il a été dévasté par les terribles inondations qui ont frappé la région de Valence le 29 octobre 2024. Et le propriétaire a refusé de renouveler le bail.

Le couple a reçu plusieurs aides : celle du Consorcio de Seguros [le régime d'indemnisation public en cas de catastrophe en Espagne] qui assurait le matériel de leur ancien commerce, celle du gouvernement et, enfin, celle octroyée par Juan Roig, propriétaire du géant espagnol de la grande distribution Mercadona, qui a son siège près de Valence. Ils y ont ajouté toutes leurs économies et ont choisi d'acheter et de réaménager un

nouveau local, qui lui aussi avait été endommagé par la crue.

“Nous aimerais ouvrir la semaine prochaine, quand cette vitre sera posée”, explique Juan en désignant les ouvriers en train d'installer la grande plaque de verre qui servira de vitrine. “Tout a été repeint. Il ne manque plus que les finitions, tous les meubles et les fauteuils pour les shampooings sont déjà à l'intérieur”, ajoute-t-il. Quatre employées sont actuellement au chômage technique.

Gilets fluorescents. Le 29 avril, on marquait les six mois de la crue meurtrière qui a coûté la vie à 228 personnes à Valence. Une commémoration troublée par la coupure de courant géante qui a frappé toute l'Espagne la veille, le 28 avril. Pour des raisons de sécurité, la délégation du gouvernement [l'équivalent de la préfecture] a interdit les manifestations qui étaient prévues. Mais, bien loin du combat politique, les résidents de l'épicentre de la crue tentent encore de reprendre le cours normal de leur vie.

Comme de nombreux commerçants de Paiporta, Juan et sa femme ont dû se réinventer ces derniers mois. Les villages de la Horta Sud [la division administrative valencienne où se situe Paiporta] ne sont plus maculés de boue et jonchés de ruines comme ils l'étaient dans les semaines (et les mois) qui ont suivi les inondations. L'asphalte des rues est à nouveau visible. Affublés de leurs gilets fluorescents, des ouvriers travaillent d'arrache-pied aux manettes de leurs engins de chantier. L'objectif est de remettre en service avant l'été les stations du métro valencien ainsi que le pont ferroviaire qui enjambait le ravin du Poyo, qui traverse la ville (la réouverture est prévue pour juin). Cette tranchée ordinairement à sec n'a pas pu contenir le flux d'eau lors des intempéries et a débordé.

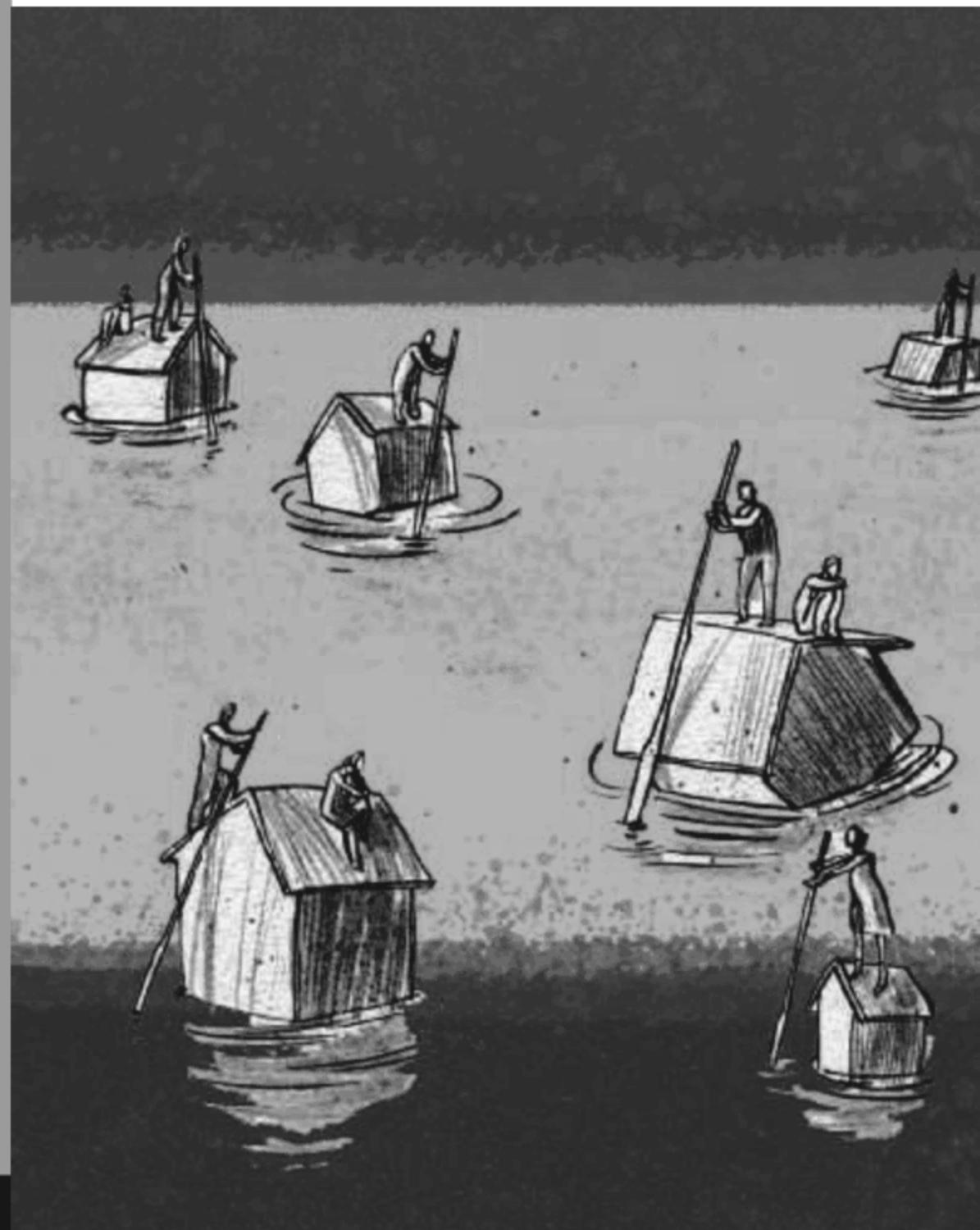
La reconstruction est très contrastée. Ici, le neuf côtoie la ruine. Mais le plus frappant, c'est la disparition des montagnes d'épaves de voitures pleines de boue. Les anciens terrains vagues

sur lesquels on les avait entassées sont désormais vides ou occupés par des véhicules qui fonctionnent. Dans les communes rurales de Valence traversées par le cours d'eau qui a débordé, comme La Torre, Castellar-l'Oliveral ou El Forn d'Alcedo, la mairie a terminé le plan d'enlèvement des voitures, et vingt-cinq de ces petits terrains vagues ont été nettoyés. Au total, 3500 véhicules ont été transportés à la casse. Ce qui correspond à une infime partie des 120 000 véhicules déclarés sinistrés à la suite des inondations.

Dans les rues, on voit se multiplier les voitures neuves ou quasi neuves. Un phénomène permis grâce aux indemnisations du Consorcio de Seguros (qui a déjà déboursé plus de 2 770 millions d'euros pour différents types

Le plus frappant, c'est la disparition des montagnes d'épaves de voitures pleines de boue.

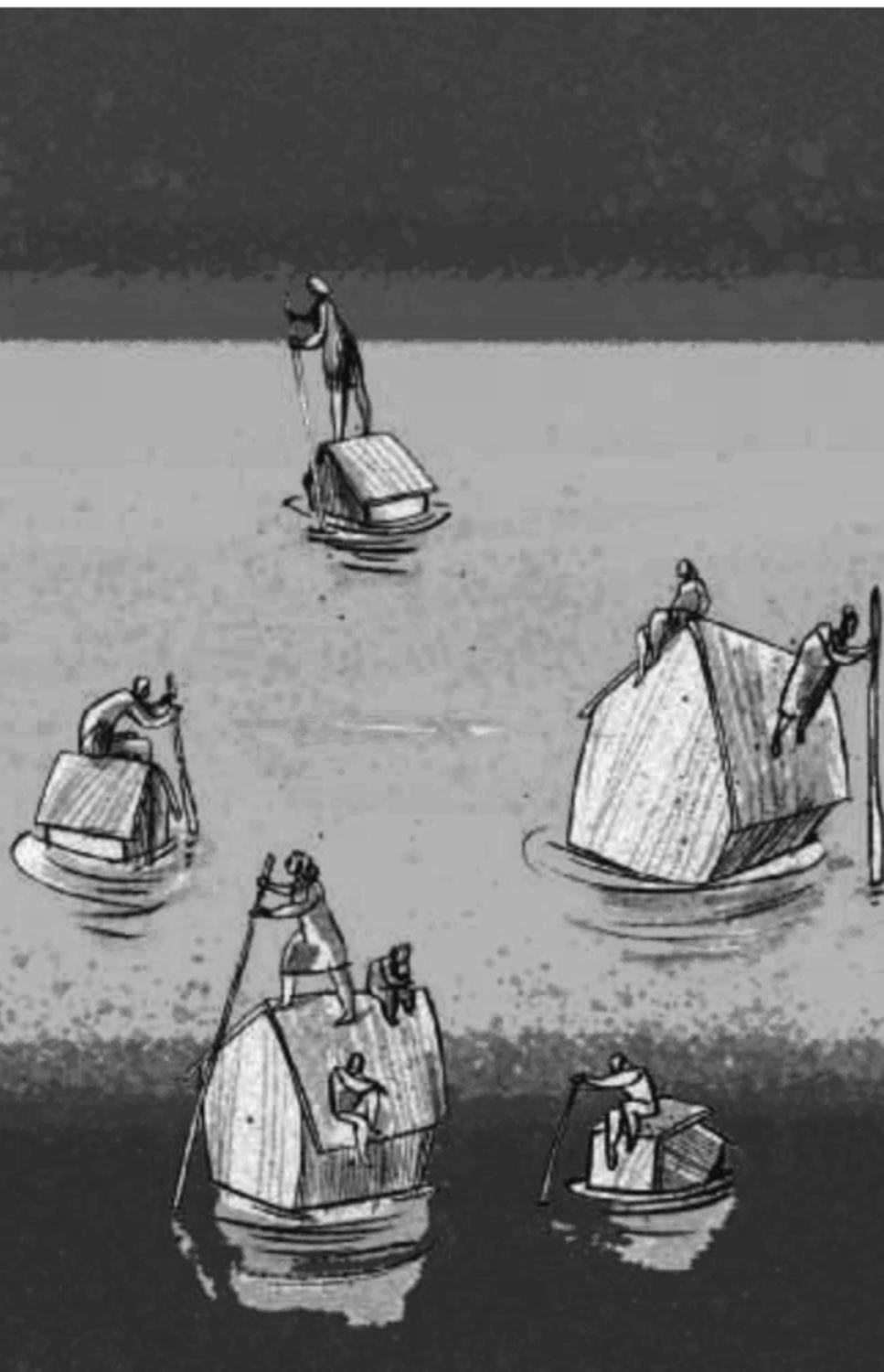
Moyen-Orient	10
Amériques	12
Asie	16
Afrique	22
France	24



d'assurances), aux aides directes comme celle de la Généralité ou encore grâce aux économies personnelles des Valenciens. Au cours du premier trimestre de 2025, les nouvelles immatriculations de véhicules ont grimpé de 175 % dans la région de Valence par rapport à 2024. Et, selon les données de l'Association espagnole des fabricants automobiles (Anfac), l'immatriculation des véhicules de particuliers a bondi de 234 % à elle seule.

De nombreux sous-sols restent bouchés ou scellés, rendant le contraste d'autant plus saisissant avec les commerces qui viennent de rouvrir. Ces derniers, flamboyant neufs, arborent des façades rénovées et des murs à la peinture encore fraîche et brillante. On croirait presque à une expérience de “destruction créatrice”, qui viendrait confirmer la thèse de Joseph Schumpeter. Cet économiste autrichien-américain envisageait le déclin de l'industrie et de l'économie comme une occasion pour innover et se renouveler. À Valence, ceux qui ont subi les

✓ Dessin de Marilena Nardi,
Italie.



inondations cherchent en effet à bâtir une nouvelle normalité et réorientent leurs commerces ou entreprennent de nouveaux projets.

Prix de l'immobilier. “Depuis les inondations, j'ai vendu bien plus de locaux qu'au cours de l'année et demie précédente. Beaucoup d'anciens locataires ont décidé d'acheter pour rénover”, explique Jesús. Son agence immobilière, Nova Paiporta, a été envahie par l'eau. Les néons de sa nouvelle façade ont été installés il y a moins d'une semaine. S'il a pu récupérer ce local, c'est en grande partie grâce aux aides du ministère du Logement du gouvernement régional. À rebours de ce qu'on pourrait déduire en voyant cet environnement dévasté, Jesús affirme que les prix de l'immobilier n'ont pas baissé. Ni ceux des locaux commerciaux ni même ceux des habitations. “Nous sommes confrontés à une pénurie de biens”, analyse ce professionnel, qui a de longues années d'expérience du marché immobilier derrière lui.

D'autres sinistrés ont eu le soulagement de retrouver leur activité sans changement majeur. Vicente dirige un petit atelier de réparation électrique d'automobiles dans l'une des rues adjacentes au ravin du Poyo. Il a rouvert après plusieurs semaines d'un dur labeur. “Regardez, il me reste encore ce mur à arranger et quelques bricoles par-ci par-là. Pour le reste, je fais tout moi-même. La semaine je travaille, et les weekends je les passe à nettoyer, peindre, organiser, ranger.”

Après la crue, il a traversé un passage à vide. Il a même songé à prendre sa retraite anticipée, épousé par le choc émotionnel. “Puis j'ai fait mes calculs, je ne pouvais pas prendre ma retraite. Je suis indépendant et il me reste encore six petites années. Le Consorcio m'a indemnisé en partie, mais cela ne suffisait pas à tout couvrir. J'ai dû prendre sur mes économies pour m'en sortir. Je n'avais pas le choix.” Compte tenu du renouveau massif du parc automobile des habitants, il craint désormais que son petit garage spécialisé

dans la réparation de véhicules anciens ne perde une bonne partie de sa clientèle.

Vicente évoque également le cas de certaines connaissances qui, grâce aux aides, ont vu leur situation s'améliorer après la catastrophe. “Je peux affirmer que des gens qui y ont gagné. Des personnes qui possédaient une vieille maison qui appartenait à leurs parents, par exemple, inhabitée et non meublée, et qui ont touché des aides malgré tout.” Mais il y a aussi des exemples inverses. Maribel, gérante d'un café dans le nord de Paiporta, raconte que sa fille, elle aussi propriétaire d'un établissement de la commune, n'a pas touché un seul centime. Les commerces qui avaient de petites assurances ou qui étaient sous-assurés sont ceux qui ont le plus

Six mois après la catastrophe, près de 40 % des petits commerces n'avaient pas rouvert.

souffert, quand ils n'ont pas tout simplement disparu.

Les inondations ont particulièrement affecté les petits commerces. Selon un rapport de la chambre de commerce de Valence portant sur le premier semestre après la catastrophe, près de 40 % d'entre eux avaient toujours le rideau baissé à l'issue de cette période. “Leur petite taille (ce sont souvent des indépendants), le coût élevé de la réparation des locaux et de la reconstitution des stocks, ainsi que le manque de liquidités, sont les facteurs principaux qui expliquent ce pourcentage élevé”, souligne ce rapport. Environ 30 % des commerces consacrés aux loisirs et à l'hôtellerie n'ont pas rouvert, tout comme 22 % de ceux considérés comme menant des activités de première nécessité (établissements de santé, d'éducation, salons de coiffure, etc.).

Parmi les témoignages recueillis localement par *El Confidencial*, beaucoup racontent la difficulté des sinistrés à trouver des professionnels capables de rénover leurs commerces. Le bâtiment (tout comme l'industrie des matériaux de construction) est devenu l'un des secteurs les plus dynamiques en raison des investissements des

sinistrés pour récupérer leur capital perdu. Mais l'explosion de la demande provoque également du stress chez les professionnels de cette branche.

La flambée de l'investissement public a beaucoup influé sur ce renouveau du secteur de la construction. La Généralité,



REPORTAGE

dirigée par Carlos Mazón, et le ministère des Transports national ont conjointement débloqué une enveloppe d'aide d'urgence pour un montant total de plusieurs centaines de millions d'euros. Le ministre des Transports, Óscar Puente, estime qu'environ 400 millions d'euros ont été engagés dans la reconstruction et qu'ils concernent en majorité les routes (120 millions) et le ferroviaire (200 millions). Mais il reste encore beaucoup à faire, et pas seulement pour les travaux publics. Des logements, des sous-sols ou encore des garages privés sont complètement détruits. Des dizaines de familles sont encore privées d'ascenseurs dans leurs immeubles.

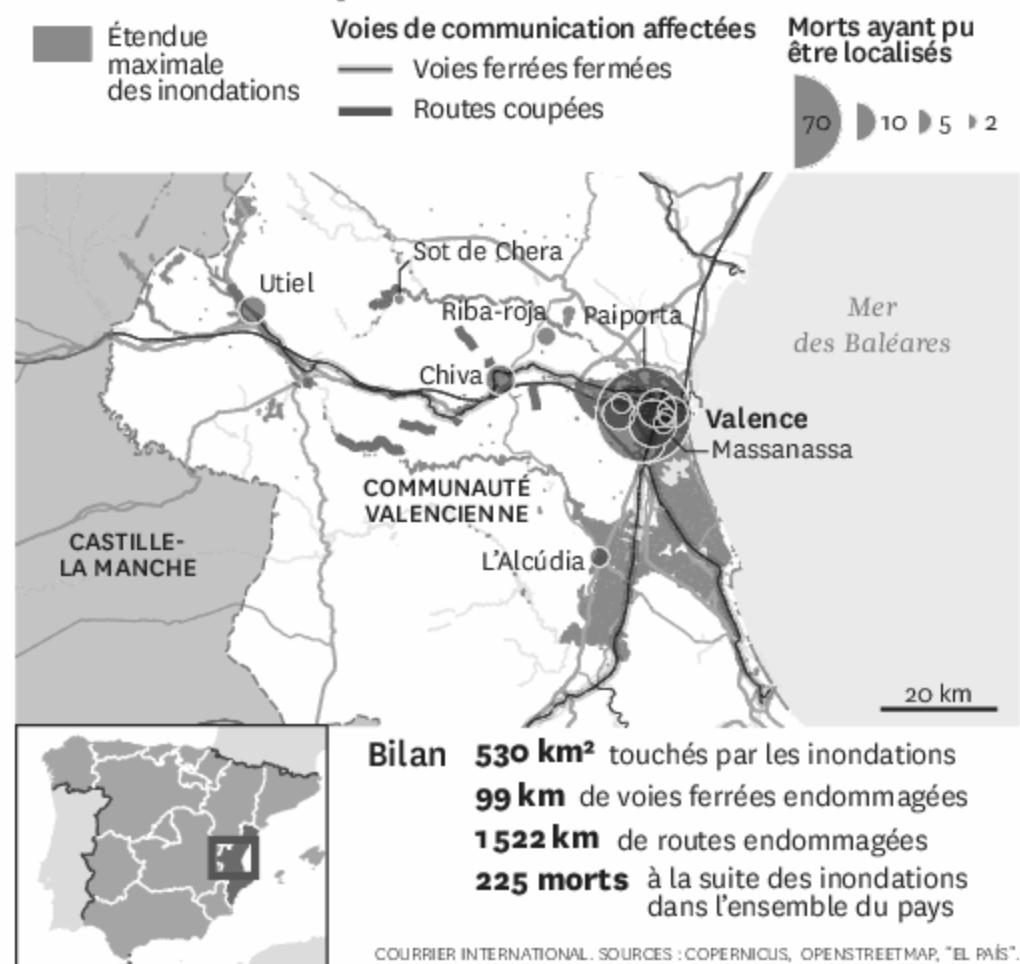
Le plan de reconstruction sur lequel travaille le vice-président du gouvernement régional, Francisco José Gan Pampols, n'a toujours pas vu le jour. Et pourtant ce dernier a chargé le cabinet de conseil PwC de faire un audit pour un montant de 2 millions d'euros. Pendant ce temps,

le gouvernement central et le gouvernement autonome continuent leur chemin. Chacun de son côté. Le manque de communication et de coordination institutionnelles est criant. Le PSOE [parti socialiste] et le PP [droite traditionnelle] redoublent d'incompétence et ne cessent de se renvoyer la balle.

Gestion des travaux. Les 78 municipalités touchées par les inondations ont reçu un total de 1,758 milliard d'euros d'aides publiques destinées à la reconstruction des infrastructures et édifices publics. Le gouvernement national, mené par le socialiste Pedro Sánchez, qui a pris en charge la facture des municipalités à 100 %, a déjà transféré aux caisses locales plus de 1,4 milliard sur l'enveloppe de 1,745 milliard prévue pour couvrir les dommages. Mais les administrations locales sont confrontées au problème de la gestion des travaux, dont l'ampleur dépasse de loin leurs capacités. [Un accord-cadre a été conclu avec l'entreprise publique Tragsa, à l'intention des municipalités qui souhaitent recevoir de l'aide dans l'élaboration des projets de reconstruction.]

Paiporta s'appuie sur Tragsa pour mettre en place une dizaine de projets de rénovation. La cicatrice du ravin du Poyo est toujours visible. Cette tranchée, qui → 8

Les inondations dans la région de Valence en octobre 2024



UE

Kaja Kallas, un espoir qui s'éteint

7 ← perce le tissu urbain d'ouest en est, est actuellement en phase de réaménagement, supervisée par la Confédération hydrographique du Júcar, un organisme qui réglemente les projets entrepris dans la région du fleuve Júcar, qui passe au sud de Valence.

Mais des édifices publics tels que l'auditorium municipal, la bibliothèque ou le centre sportif sont toujours fermés, dans l'attente que leur tour vienne. Il s'agit d'équipements dont les habitants de ces villes sont privés, et cette situation n'est pas près de s'améliorer. *“L'implémentation de ces investissements s'étendra au minimum sur les dix-huit prochains mois car il est complexe de gérer tous ces projets simultanément”*, justifie-t-on à la chambre de commerce de Valence.

Quartier par quartier. Le rapport souligne toutefois une reprise de l'activité industrielle dans la zone zéro de la crue depuis décembre. Mais celle-ci reste en dessous des niveaux précédant l'inondation. *“Les données concernant la consommation électrique industrielle du premier trimestre de 2025 mettent en évidence les difficultés de l'industrie valencienne à relancer son activité dans l'épicentre de la catastrophe mais aussi dans le reste de la région de Valence. La consommation énergétique dans ces deux zones a ainsi chuté de 7 %.”*

Comme dans tout processus de retour à la normalité, la reprise se fait quartier par quartier. *“Les entreprises situées dans les zones industrielles des villes d'Albal, Alfafar, Algemesí et Sedaví sont celles qui enregistrent les reprises les plus lentes. Une partie de la baisse de la consommation électrique s'explique aussi par la fermeture de certaines entreprises. Mais l'activité de zones industrielles plus importantes comme Ribarroja ou Catarroja témoignent d'une sensible amélioration, avec une consommation énergétique comparable à celle de l'année précédente.”*

S'il reste encore beaucoup à reconstruire, la région sinistrée affiche désormais un nouveau visage. Ce qui n'est pas près de s'effacer en revanche, c'est le traumatisme émotionnel qui semble s'éterniser. Personne n'oublie une tragédie.

—Victor Romero,
publié le 29 avril



**Les débuts
de l'ex-Première
ministre estonienne à la tête
de la diplomatie européenne
suscitent des réactions
mitigées, estime ce
chroniqueur lituanien.**

—IQ, extraits (Vilnius)

Peut-être que le président [lituanien], Gitanas Nausėda, avait raison quand il s'est obstiné à ne pas nommer l'ancien ministre des Affaires étrangères Gabrielius Landsbergis à la Commission européenne – une décision évidemment plus personnelle que fondée sur des arguments objectifs. Mais comme l'a affirmé un fonctionnaire européen en privé, ce qui se passe actuellement avec la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, se serait très certainement produit avec Gabrielius Landsbergis. La déception, après de nombreux espoirs et ambitions.

Tout comme Landsbergis, l'ancienne Première ministre estonienne était la préférée du cercle médiatique de Bruxelles. Ils se sont tous deux distingués dans la grise et très diplomatique capitale européenne par leurs affirmations tranchées, sans tourner sept fois leur langue dans la bouche, et paraissaient abordables et sincères. Les diplomates de notre région se sont réjouis de la nomination de Kaja Kallas au poste de haute représentante de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. On pensait que l'ex-Première ministre estonienne apporterait un vent frais, des solutions, et renforcerait la diplomatie de l'UE. Cela nous réjouissait qu'elle soit originaire de notre région et comprenne nos problèmes ainsi que la menace russe.

Dès son entrée en fonctions comme haute représentante, Kaja Kallas a vivement dénoncé l'attitude prorusse du pouvoir géorgien et menacé de sanctions. Elle a

également déclaré que *“l'UE souhaitait que l'Ukraine gagne la guerre”*, n'affirmant plus, comme on le disait diplomatiquement à Bruxelles, que l'UE soutiendrait l'Ukraine autant qu'il le faudrait.

Pourtant, presque six mois plus tard, les nuages s'amontencent au-dessus de la tête de Kaja Kallas, et l'espoir s'amenuise. Sa rhétorique tranchante et ses déclarations non concertées ont provoqué le mécontentement des États membres comme des eurocrates. Et ses propositions ambitieuses se sont heurtées à un mur. Les sanctions à l'égard du pouvoir géorgien ont fini par se limiter à une interdiction symbolique de déplacement des fonctionnaires du régime.

**Son plus grand échec
concerne ses relations
avec l'administration
américaine.**

De sa proposition d'accorder 20 milliards d'euros puis 40 milliards d'euros d'aide militaire à l'Ukraine ne sont restés que 5 milliards d'euros pour les obus, et même cela demeure flou (Kaja Kallas affirme que les deux tiers de cette initiative sont déjà réalisés). *“Il fallait peut-être tout d'abord ne pas manipuler les chiffres et trouver en premier lieu un accord politique, et ensuite les avancer”*, a déclaré le président Gitanas Nausėda lors du Conseil européen de mars au sujet des ambitions de Kaja Kallas.

Les changements qu'elle a amorcés au sein du Service européen pour l'action extérieure en ont irrité certains, jusqu'aux Lituaniens. Mais son plus grand échec

← Dessin de Petar Pismestrovic, Autriche, pour Courrier international.

concerne ses relations avec l'administration américaine. En février, la première visite de Kaja Kallas, qui avait publiquement critiqué la position de Donald Trump à l'égard de l'agression russe contre l'Ukraine, s'est soldée par un fiasco. Le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, a annulé la rencontre à la dernière minute. Et quand il s'est rendu à Bruxelles, en avril, il n'a pas trouvé une minute pour la rencontrer.

Désavouée. Kaja Kallas s'est engouffrée dans une joute diplomatique avec le Royaume-Uni en avril, quand elle a affirmé que la réunion du 10 avril de la *“coalition des volontaires”* n'avait pas donné lieu à de réels progrès. Le secrétaire d'État à la Défense britannique a rétorqué que la coalition avait bien avancé en planifiant le déploiement de forces européennes en Ukraine pour assurer sa défense et qu'*“avec tout son respect”* l'UE ne participait à ce processus.

Lors du Conseil européen de mars déjà évoqué, le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, a lancé une discussion exaltée sur la possibilité de nommer un envoyé spécial pour l'Ukraine qui parlerait tant avec Kiev qu'avec Washington. Il s'agissait d'une tentative directe d'écartier Kaja Kallas. Avant Pâques, le Premier ministre slovaque, Robert Fico, a lancé un défi à Kaja Kallas en déclarant que, malgré l'ordre qu'elle lui avait donné de ne pas se rendre à Moscou pour le 9 Mai, il boirait une vodka sur la place Rouge à l'occasion du *“jour de la Victoire”*.

Les premiers mois de travail de Kaja Kallas n'ont donc pas renforcé la diplomatie européenne. Son autorité au sein de l'UE s'est affaiblie et a fait l'objet de critiques internes. Si cela continue, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui fonctionne de manière rationnelle, et non sentimentale, pourrait laisser tomber Kaja Kallas, même si elle a fait preuve d'une chaleureuse amitié à son égard.

Kaja Kallas a prouvé qu'elle ne savait pas très bien jouer selon les règles bruxelloises. Cependant, cela pose aussi la question de la place de la diplomatie de l'UE, ou plus exactement de l'importance du poste de haut représentant [qu'occupe l'ex-Première ministre estonienne], créé pour développer le soft power de l'UE et ne disposant pas d'attributions très larges. Aujourd'hui, alors que le hard power remplace le soft power, le Service européen pour l'action extérieure reste un élément du soft power. Peut-être que cet organe institutionnel n'est plus d'actualité et qu'il suffirait de revenir à un poste de commissaire aux Affaires extérieures ? Une autre solution serait de conférer plus de pouvoirs au haut représentant. Mais, vu les positions des différents États membres et les portes claquées devant Kaja Kallas, cela paraît peu probable.

—Evaldas Labanauskas,
publié le 25 avril



HAUSSE DU TAUX DE VITALITÉ

En tant que **banque coopérative et locale**,
et 1^{re} banque des entreprises*, nous avons soutenu 200 créations
d'entreprises par jour partout en France, en 2024.

BANQUE
POPULAIRE 

la réussite est en vous



Gaza. "Le temps, c'est du sang!"

Dans ce texte écrit depuis l'enclave palestinienne assiégée, ce journaliste gazaoui décrit dans le détail le quotidien sous les bombes et une situation humanitaire effroyable. Et appelle à mettre fin au bain de sang en cours.



—**As-Safir Al-Arabi**
(Beyrouth)

Bonsoir. Nous allons bien. Ou, comme nous le disons tout le temps quand on nous pose la question : "Nous sommes encore en vie." Mais la situation est plus difficile que jamais depuis le 8 octobre [2023], c'est-à-dire depuis le début de la guerre [d'Israël contre Gaza, en riposte aux attaques du Hamas du 7 octobre 2023]. Plus dure.

Les bombardements sont plus violents. Le nombre de martyrs est très élevé. L'autre jour, nous nous sommes réveillés avec 130 martyrs tombés durant la nuit. Dans la plupart des cas, ce sont des familles tout entières qui ont été fauchées, des grands-parents aux petits-enfants en passant par les parents. Sans parler des cinq journalistes tués en une seule nuit. Cette nuit-là a été vraiment difficile.

Les trois dernières nuits [celles du week-end du 16 au 18 mai] étaient chacune plus difficile que la précédente. Celle de dimanche était plus dure que celle de samedi, et celle de samedi plus dure que celle de vendredi. Les bombes ne tombent pas loin de notre maison. Elles tombent partout, lancées par l'artillerie au sol, par les avions dans l'air ou par la marine en mer. Toute la nuit, elles nous empêchent de trouver le sommeil.

À l'intérieur de la bande de Gaza, la situation est très compliquée. La nourriture est rare. Les quelques denrées encore trouvables se vendent à des prix exorbitants. Un plateau [de 30] œufs, par exemple, se vendait à 12 shekels [3 euros] avant la guerre. Maintenant, un seul œuf coûte 15 shekels [3,70 euros]. Ce qui veut dire que le prix a été multiplié par

trente-sept. La situation humanitaire se mesure également à travers le prix d'autres denrées essentielles : le sucre, le café, la farine sont très, très chers.

Sans parler de tout ce qu'on ne trouve plus, et qui agrave la famine : les tomates par exemple,

et plus généralement tous les légumes. Il va de soi qu'il n'y a plus de viande, ni de fruits. C'est impossible après quatre-vingt-sept jours de blocus et de

fermeture des points de passage. [Sous la pression notamment des États-Unis, le gouvernement israélien a allégé le siège alimentaire imposé depuis le 2 mars : depuis le 21 mai, entre 80 et 100 camions entrent quotidiennement à Gaza.]

La plupart des *takiyat* [cuisines communautaires] et centres de distribution alimentaires ont cessé de fonctionner, alors qu'ils

✓ "Nous sommes prêts à laisser entrer un peu d'aide... parce que s'ils meurent de faim, on ne peut plus les tuer." Dessin de Schrank, Royaume-Uni.

n'offraient déjà plus que des repas basiques, légers et insuffisamment caloriques. Pourtant, les gens en dépendaient entièrement. Ainsi, des dizaines de milliers de familles pauvres, qui ne peuvent acheter les produits devenus hors de prix, ont perdu le moyen d'avoir leur repas quotidien.

La plupart d'entre nous comptons sur les denrées que nous avons stockées dès le début de la guerre, quand les prix étaient encore raisonnables. Ceux qui n'ont pas eu cette possibilité doivent payer des prix exorbitants. De nombreuses personnes qui ne peuvent pas travailler, qui n'ont pas d'argent et qui n'ont pas pu constituer des stocks ont faim.

Mais globalement nous avons tous faim, surtout la nuit, quand nous essayons de garder la nourriture pour le lendemain. Par exemple, au lieu de manger une tranche de pain le soir, nous préférons dormir le ventre vide pour pouvoir la manger le lendemain, et ainsi pouvoir économiser un peu de farine pour le repas d'après. Et ainsi de suite...

Profiteurs. Les activités caritatives et humanitaires sont totalement à l'arrêt. Premièrement parce qu'il n'y a plus de produits, quand bien même il y aurait de l'argent. Deuxièmement parce qu'il n'y a plus moyen d'avoir de l'argent en espèces. Les banques sont fermées, et quand nous demandons à un bureau de change ou à un commerçant de faire l'intermédiaire, il prendra désormais 30 % de la valeur. Pour 1 000 dollars [885 euros], cela fait 300 dollars [266 euros] qu'on doit payer en guise de commission. Ce sont des profiteurs et des accapareurs qui nous spolient.

La seule chose qui fonctionne encore pour venir en aide aux gens, c'est la distribution d'eau [potable], sur fond de dysfonctionnements des usines de dessalement d'eau de mer et de hausse faraïneuse du prix par [camion-citerne]. Il atteint désormais 800 shekels [environ 200 euros], alors qu'auparavant il ne dépassait pas les 50 shekels [12 euros].

Sur le terrain, le danger est partout. Il se peut qu'on marche dans la rue et qu'un missile tombe tout près, ou qu'une personne à côté soit abattue. C'est devenu une hantise. Vous partez dans l'espoir de pouvoir acheter à manger pour

votre famille, et c'est mort, sur le dos d'un inconnu, que vous êtes ramené à la maison. Cette idée m'obsède, et j'évite de passer là où il y a des attroupements, de peur des bombardements, parce que quelqu'un dans la foule pourrait être une cible. Mais toutes les rues sont pleines de gens. Comment y échapper?

Mon pronostic : Israël essaie de lancer une opération de grande envergure. Benyamin Nétanyahou le veut, et les préparatifs ont commencé. Mais d'un autre côté, Israël est soumis aux pressions des Américains, qui veulent un accord en y perdant le moins de plumes possible. Ou en permet-

"Nous avons faim, surtout la nuit, quand nous essayons de garder la nourriture pour le lendemain."

tant à Benyamin Nétanyahou de renoncer le moins possible aux objectifs sur lesquels il ne veut pas bouger.

Le sujet de négociations a refait surface hier [18 mai]. Je pense qu'il y a une occasion pour trouver prochainement un accord, partiel, qui permettrait ensuite de parvenir à un accord plus large sur la fin de la guerre.

Pour l'instant, il n'est pas question pour Israël de parler de la fin de la guerre. Ce qu'il faut, en fait, c'est éviter la catastrophe en cours, avec l'opération Chars de Gédéon. Pour cela, il faut un accord, fût-il temporaire. Cela permettrait au moins de négocier calmement, et non pas avec le sang qui coule. Car le temps, c'est du sang.

—**Meqdad Jameel**,
publié le 19 mai



TÉMOIGNAGE

SOURCE

AS-SAFIR AL-ARABI
Beyrouth, Liban
assafirarabi.com/ar

Né en 2011-2012, en plein "printemps arabe", le site web est venu remplacer le quotidien libanais de gauche As-Safir, qui a cessé de paraître. As-Safir Al-Arabi se présente comme un site panarabe, militant et de gauche, mais pas pour autant proche de l'axe irano-syrien.





Sanctions occidentales contre Israël : bombe ou "pétard mouillé" ?

Dans la presse israélienne, le soudain coup de gueule de plusieurs alliés traditionnels de l'État hébreu, dont Paris et Londres, au sujet de la guerre à Gaza suscite des commentaires mitigés, voire sarcastiques.

L'annonce a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Mardi 20 mai, le Royaume-Uni annonçait la suspension des négociations d'un accord commercial de libre-échange avec Israël, l'imposition de sanctions contre plusieurs colons d'extrême droite responsables de violences en Cisjordanie et la convocation de Tzipi Hotovely, l'ambassadrice israélienne à Londres. Le motif? «L'intensification de la colonisation juive de peuplement en Judée-Samarie [Cisjordanie palestinienne occupée] et le lancement de l'opération Chars de Gédéon dans la bande de Gaza», écrit dans **Maariv** Anna Barsky.

Les regards se sont aussi tournés vers des États longtemps alliés d'Israël, parmi lesquels le Canada et, au sein de l'Union européenne (UE), la France et les Pays-Bas. Ces pays ont également exprimé un ras-le-bol concernant la guerre à Gaza et le plan de «conquête» et de prise de «contrôle de l'ensemble [de ce] territoire» palestinien annoncé par le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. Peut-on pour autant qualifier ces pays d'«ennemis d'Israël», voire d'«antisémites»? Non, estime Shlomo Shamir, toujours dans le



quotidien **Maariv**: «Pour ces pays, l'ennemi n'est pas Israël, mais son Premier ministre.»

Le fait est que, même si Benyamin Nétanyahou annonçait demain un cessez-le-feu à Gaza et une restauration de l'aide humanitaire dans l'enclave palestinienne, «la position désastreuse d'Israël sur la scène internationale

ne s'améliorera pas. Seul un changement de gouvernement pourra restaurer la confiance et le statut moral d'Israël dans l'opinion internationale.»

— **Courrier international**

Pour sa part, Chaim Levinson se félicite, dans **Ha'aretz**, que l'UE commence enfin à comprendre la gravité de la situation. «Les récentes déclarations du ministre Bezalel Smotrich [chargé, notamment, de la Cisjordanie]», prônant la destruction de toute la bande de Gaza et la déportation de ses habitants palestiniens «ont enflammé les chancelleries européennes, mais aussi l'administration

«Pour ces pays, l'ennemi n'est pas Israël, mais son Premier ministre.»

Shlomo Shamir,

DANS LE QUOTIDIEN MAARIV

✓ Dessin de Hassan Bleibel, Liban.

Trump. Lesquelles estiment, certes en termes feutrés, que le temps est venu de mettre fin au plus grand nettoyage ethnique de notre ère», écrit-il.

Mais il est des voix plus catastrophistes. Dans **Yediot Aharonot**, Itamar Eichner dépeint une situation sinistre pour Israël. «Le statut d'Israël s'effondre, les répercussions de sanctions sur notre économie risque de se chiffrer en milliards de dollars alors que plusieurs puissances pro-israéliennes agitent la menace de sanctions diplomatiques et économiques contre notre gouvernement.»

Néanmoins, cette peur panique de sanctions anti-israéliennes n'est pas justifiée, conclut sur un ton plutôt sarcastique Anna Barsky dans un autre article de **Maariv**. De fait, l'Estonienne Kaja Kallas, cheffe de la diplomatie de l'UE, a convoqué un Conseil extraordinaire des ministres européens et leur a soumis un projet de résolution plutôt chiche: «La simple réévaluation de l'accord d'association entre Bruxelles et Jérusalem, mais ni sa suspension ni sa révocation.» En définitive, 17 États membres de l'UE ont voté en faveur de la simple réévaluation, les dix autres, parmi lesquels l'Allemagne et l'Italie, réitérant leur soutien inconditionnel à Israël. Pour Anna Barsky, «le guet-apens anti-israélien a échoué et la 'bombe diplomatique' européenne n'aura été qu'un pétard mouillé».

— **Courrier international**

Un sioniste religieux à la tête du Shin Bet

Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a nommé le 22 mai un nouveau chef des renseignements intérieurs (Shin Bet), faisant fi de l'interdiction formulée par la procureure générale de procéder à une nouvelle nomination, sur fond de bras de fer entre l'exécutif et la justice autour de Ronen Bar, chef démissionnaire du Shin Bet. Le profil de David Zini, sioniste religieux père de 11 enfants, est controversé. Il avait été écarté par le passé d'une nomination à un haut poste de l'armée par le même Nétanyahou, qui le trouvait «trop messianique», selon **The Times of Israel**.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le code QR



Si vous rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/104-hors-sries>



8,90 €*

Le nouvel âge des empires

Comment les États-Unis, la Russie et la Chine se partagent le monde et le rendent plus dangereux. Les analyses de la presse étrangère.



8,90 €*

Le vertige français

Des hauts et des bas : pour la presse internationale, la société française semble bien souvent au bord de la crise de nerf. Mais elle est aussi capable de partager des moments de joie et de construire son avenir.

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2025, dans la limite des stocks disponibles.

* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ une semaine après la prise en compte de votre commande.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



«Ça va être éooooorme!»
Dessin de Taylor Jones,
États-Unis.



États-Unis. Trump impose son roman national

Le président prend des mesures drastiques pour mettre en œuvre son récit glorifiant de l'histoire américaine. Il ambitionne de grandioses célébrations pour les 250 ans de l'indépendance.

—The New York Times,
extraits (New York)

Le président Trump n'est pas connu pour sa passion pour l'histoire. Il n'a pas invité d'historiens à dîner à la Maison-Blanche pour débattre en toute liberté, comme Barack Obama, pas plus qu'il ne s'est vanté de dévorer de copieuses biographies, comme George W. Bush quand il se lançait dans des concours de lecture avec son conseiller Karl Rove.

Pendant sa première campagne, une plaque, apposée dans un de ses parcours de golf et qui commémore une bataille de la guerre de Sécession qui n'a jamais eu lieu, lui a valu des râailles. Il a beau régulièrement en appeler à la grandeur de l'Amérique, il ne se réclame que rarement

des Pères fondateurs, et a un jour prétendu que si George Washington et Abraham Lincoln s'étaient présentés contre lui sur une même liste, il les aurait écrasés.

Reste qu'il est parfaitement conscient de la puissance de l'histoire. Et depuis qu'il est revenu dans le Bureau ovale, il a pris des mesures radicales pour promouvoir la vision qu'il en a – et bouleverser les institutions culturelles américaines qui influent sur le roman national américain.

En mars, dans un décret intitulé "Rétablissement la vérité et la raison dans l'histoire américaine", il s'en est pris à ce qu'il considère comme un dangereux "mouvement révisionniste" qui tenterait de saper les "accomplissements remarquables des États-Unis" et leur "contribution sans

équivalent à la défense de la liberté, des droits individuels et du bonheur de l'humanité".

Au-delà de la rhétorique, le président a décidé de remettre en question ou de prendre le contrôle d'institutions culturelles fédérales associées au domaine de l'histoire, dont la Smithsonian, le Service des parcs nationaux [qui gère les parcs naturels, mais aussi les monuments et propriétés historiques à l'échelle fédérale] et la Fondation nationale pour les sciences humaines. Il souhaite également s'assurer la mainmise sur les préparatifs du 250^e anniversaire de l'indépendance des États-Unis, qui doit avoir lieu l'an prochain, et a relancé son idée d'un Jardin national des héros américains, un parc orné de statues dédiées à des personnalités du passé.



Aux yeux de nombreux spécialistes, les décisions de Trump constituent une attaque contre la discipline qu'est l'histoire, dans l'espoir d'en écarter toute réflexion critique et ainsi purger le passé de faits gênants. "Il ne s'agit pas d'un retour à la raison, a rétorqué il y a peu l'Organisation des historiens américains dans une réponse au décret de Trump. Mais plutôt d'une tentative de rationaliser la destruction de la vérité."

Mainmise. Selon des sondages récents, les Américains, dans leur grande majorité et quelle que soit leur couleur politique, ne sont pas hostiles à une histoire complexe qui montre aussi bien les bonnes que les mauvaises choses. Pourtant, à en croire certains observateurs, par ses agissements, Trump s'efforce de plus en plus d'utiliser l'histoire comme un moyen de séparer les "vrais" Américains des défaitistes qui menaçaient le corps politique.

Pour Johann Neem, historien à la Western Washington University, Trump ne cherche pas à vanter un passé mythique uniquement blanc, comme l'affirment plusieurs de ses détracteurs. L'objectif est de s'en prendre à des ennemis actuels soupçonnés de déshonorer la grandeur de l'Amérique. "De son point de vue, le problème, ce n'est pas que l'on célèbre Harriet Tubman. Ce sont les gens qui, aujourd'hui, pensent que les héros, ça n'existe pas."

La succession de déclarations de Trump au sujet de l'histoire américaine coïncide avec les célébrations autour du 250^e anniversaire de la Déclaration d'indépendance, qui ont démarré [le 20 avril] avec la commémoration de la chevauchée de Paul Revere et le célèbre "coup de feu qui a résonné dans le monde entier", autrement dit, les batailles de Lexington et de Concord.

La Maison-Blanche a mis en ligne un compte à rebours qui annonce "toute une année de festivités" censée débuter pour le Memorial Day [le 26 mai]. La page affiche les premières vidéos d'une série historique ambitieuse, *The Story of America*, créée en partenariat avec le Hillsdale College, l'établissement conservateur qui a joué un rôle clé dans la rédaction et la promotion du Rapport 1776 sur l'éducation patriotique, publié à la fin du premier mandat de Trump [une réponse au Projet 1619 du *New York Times Magazine*, qui mettait en avant le rôle fondateur des esclaves dans l'histoire du pays].

Trump parle du "semi-cinq-centenaire", nom officiel de l'anniversaire, depuis qu'il a été élu pour la première fois. "Ce sera un des événements marquants de l'histoire du monde", avait-il affirmé dans son premier discours au Congrès, en février 2017. Il l'a de nouveau évoqué dans un discours combatif lors de la conférence

impromptue sur l'histoire américaine organisée à la Maison-Blanche en septembre 2020, durant laquelle il s'était emporté contre les "émeutiers gauchistes" qui avaient abattu des statues et "profané" des monuments.

En 2023, dans une vidéo de campagne, il a proposé de marquer cet anniversaire par une "grande foire-exposition américaine" et des "jeux patriotiques" pour les athlètes du secondaire. Et en novembre dernier, une semaine à peine après avoir été réélu, il a proclamé que les économies réalisées – d'ici le 4 juillet 2026 – par son nouveau "département de l'efficacité gouvernementale" (Doge) représenteraient un "cadeau parfait" pour le 250^e anniversaire de l'Amérique.

En janvier, peu après avoir pris ses fonctions, Trump a annoncé la création d'une Task Force 250, chargée de travailler à la préparation de "célébrations grandioses". Elle a été placée sous la supervision de Vince Haley, conseiller de longue date et auteur des discours du président, aujourd'hui directeur de son cabinet de politique intérieure.

La plupart des événements liés au 250^e anniversaire sont pris en charge aux niveaux local et des États, et la Maison-Blanche et l'État fédéral n'y jouent aucun rôle direct. Mais les décisions du gouvernement Trump suscitent de graves inquiétudes chez certains organisateurs.

Au début du mois d'avril, à la suite de plusieurs visites du Doge, la Fondation nationale pour les sciences humaines a licencié une grande partie de son personnel et annulé la plupart de ses financements en cours dans tout le pays, dont

Aux yeux de nombreux spécialistes, les décisions de Trump constituent une attaque contre la discipline qu'est l'histoire.

beaucoup de ceux qui étaient attribués à des projets en relation avec le 250^e anniversaire. Sans soutien fédéral, préviennent les défenseurs des sciences humaines, on pourrait tout simplement assister à la disparition de quelquesunes des associations actives dans ce secteur aux niveaux local et des États.

Les financements annulés pourraient aider à financer le Jardin national des héros américains cher à Donald Trump, une éventualité qui en exaspère plus d'un. Pour beaucoup d'observateurs, la passion du président pour ce jardin de sculptures, qui honora 250 héros dans différents domaines et aux origines diverses, a quelque chose de kitsch, voire pire. Mais il a toujours été convaincu qu'il ne fallait pas descendre les héros de leurs piédestaux, au propre comme au figuré.

Un an de festivités

●●● Pour l'anniversaire des 250 ans de la déclaration d'indépendance, promulguée à Philadelphie le 4 juillet 1776, et par laquelle les treize colonies américaines ont déclaré leur souveraineté face à la Couronne britannique pour former les États-Unis d'Amérique, la Maison-Blanche a vu les choses en grand. Et préparé des festivités qui vont durer plus d'une année. Elles vont débuter le 26 mai, jour du Memorial Day, pour se conclure en apothéose le 4 juillet 2026. Parmi les premiers événements marquants, un grand défilé militaire va être organisé à Washington le 14 juin pour célébrer, dans le même élan, les 250 ans de la création de l'armée américaine et le 79^e anniversaire de Donald Trump. De nombreuses autres cérémonies vont être organisées tout au long de l'année dans un grand nombre de villes et d'États américains.

En 2016, alors que les débats publics portaient sur le retrait d'Andrew Jackson des billets de 20 dollars pour le remplacer par l'abolitionniste Harriet Tubman, il avait salué la personnalité "fantastique" de Tubman, tout en appelant à faire preuve de sympathie envers Jackson [élu en 1828, ce président controversé a imposé des déplacements massifs d'Amérindiens]. "Je pense que c'est très dur quand on retire quelqu'un d'un billet de banque", avait-il déclaré.

En 2020, pendant les manifestations en faveur de la justice raciale, alors que des statues étaient vandalisées dans tout le pays, dont certaines qui représentaient des soldats et des dirigeants nordistes, il avait durci ses propos, dans un discours au mont Rushmore. "Notre nation est témoin d'une campagne impitoyable qui vise à effacer notre histoire, diffamer nos héros, balayer nos valeurs et endoctriner nos enfants."

Le choix des personnalités envisagées pour le jardin de sculptures de Trump paraît confus et laisse les observateurs perplexes, puisque l'on y trouve aussi bien l'activiste antilynchage Ida B. Wells, la philosophe antifasciste Hannah Arendt et d'autres qui ne sont généralement pas idolâtrés par la droite, que des figures emblématiques traditionnelles du patriote, comme George Washington, Betsy Ross [qui aurait confectionné le premier drapeau américain en 1776] et les frères Wright.

Certains universitaires rappellent néanmoins que la gauche n'est pas la seule à se soucier de l'inclusion, pas plus qu'il ne lui appartient de décider du sens de cette notion. Wilfred McClay, un historien du Hillsdale College, souligne qu'aucun groupe ou individu – qu'il s'agisse d'"historiens professionnels certifiés" ou du président – n'est propriétaire de l'histoire de l'Amérique. Et les historiens conservateurs, ajoute-t-il, ont tout autant le droit de contester les interprétations académiques prédominantes que leurs collègues de gauche l'ont fait avant eux.

McClay, membre de la Commission du semi-cinq-centenaire des États-Unis, qui regroupe les deux partis et a été autorisée par le Congrès en 2016, estime que le 250^e anniversaire devrait être l'occasion de rassembler tous les Américains, y compris ceux "qui ne sont pas d'accord entre eux et peut-être même se détestent". "Ce n'est pas le moment d'obliger tout le monde à être du même avis, ou de revenir sur toutes les vieilles querelles, recommande-t-il. C'est le moment de laisser tout ça de côté."

Héroïsme. La Maison-Blanche s'est abstenu de tout commentaire et il ne nous a pas été possible d'interviewer les membres de la Task Force 250. Mais il semblerait que cette dernière ait l'intention d'influencer d'autres organisateurs d'événements. Brittany Baldwin, qui en fait partie, a adressé des courriels à des planificateurs dans les États pour leur demander des informations sur leurs "trois à cinq" principaux projets, et s'est dite prête à soutenir les "initiatives appropriées". Et en mars, à Mount Vernon, Vince Haley et d'autres représentants du gouvernement ont assisté à une réunion de la Commission du semi-cinq-centenaire.

Peu après, les programmateurs au niveau des États ont appris que la commission avait mis fin à ses liens avec Precision Strategies, une agence de marketing

fondée par des anciens du gouvernement Obama. Et la commission vient de faire appel aux services d'Event Strategies Inc., une société qui entretient des liens étroits avec les cercles proches de Trump et qui a attiré l'attention pour avoir aidé à organiser le rassemblement du 6 janvier 2021 à Washington.

"Ce sera un des événements marquants de l'histoire du monde."

Donald Trump

Rosie Rios, la présidente de la commission, qui a occupé les fonctions de trésorière des États-Unis sous la présidence d'Obama, se dit emballée par le soutien vigoureux du gouvernement. Et elle ne croit pas que le 250^e anniversaire en lui-même soit politisé. "Ce sont des partenaires formidables", dit-elle de la Maison-Blanche. "Je pense que nous voulons tous créer les plus grandes célébrations dans l'histoire de notre pays, et les plus enthousiasmantes."

Johann Neem, l'historien, se montre plus sceptique quant à la vision qu'a Trump du 250^e anniversaire, et face à ce qu'il considère comme son offensive plus générale contre toutes les formes d'expertise et de savoir. Mais il reconnaît que, dans leur approche de l'histoire, les spécialistes n'accordent pas toujours de place à des choses comme l'héroïsme des Minutemen [nom donné aux miliciens américains au début de la guerre d'indépendance] qui se sont battus à Lexington il y a deux cent cinquante ans. Pour beaucoup d'Américains, toutes tendances politiques confondues, cet héroïsme est bien réel, explique Neem, et le fait de l'ignorer peut donner l'impression de violer quelque chose de "sacré". "Si nous passons à côté de ça, nous passons à côté de l'essentiel", convient-il.

—Jennifer Schuessler,
publié le 19 avril

Le grand réarmement est-il la seule solution ?

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ET EN LIBRAIRIES
8,50 EUROS



PANAMA

Les accords qui ravivent la colère

Signés avec les États-Unis, ils cristallisent les nombreux griefs contre le président panaméen, de la réforme de la Sécurité sociale à la gestion des mines. Mais le temps joue contre les manifestants.



— Americas Quarterly,
extraits (New York)

De puis [plusieurs] semaines, le Panama est secoué par des manifestations contre le gouvernement. La contestation a commencé par une grève des enseignants le 23 avril, avant de s'étendre au secteur du bâtiment, aux étudiants, aux infirmiers et aux cueilleurs de bananes. Dimanche [11 mai], les représentants de la communauté amérindienne ont annoncé qu'ils étaient prêts à bloquer les principaux axes routiers. Mais que réclament-ils exactement?

Elidya Espinosa García, présidente d'un syndicat infirmier,

appelle le gouvernement à "se pencher sur la situation critique" dans laquelle la réforme du système de sécurité sociale a plongé les travailleurs.

"Le problème, ce sont les mines", estime pour sa part Linette Jaén, membre du collectif militant Sal de las Redes, en écho au projet de réouverture de l'immense mine de cuivre de Cobre Panamá.

De son côté, Arnulfo Montilla, enseignant, est descendu dans la rue pour protester contre les accords passés avec Washington, qui montrent, selon lui, que le président José Raúl Mulino "se fiche éperdument de toutes les luttes qui nous ont permis d'obtenir la souveraineté sur notre territoire national".

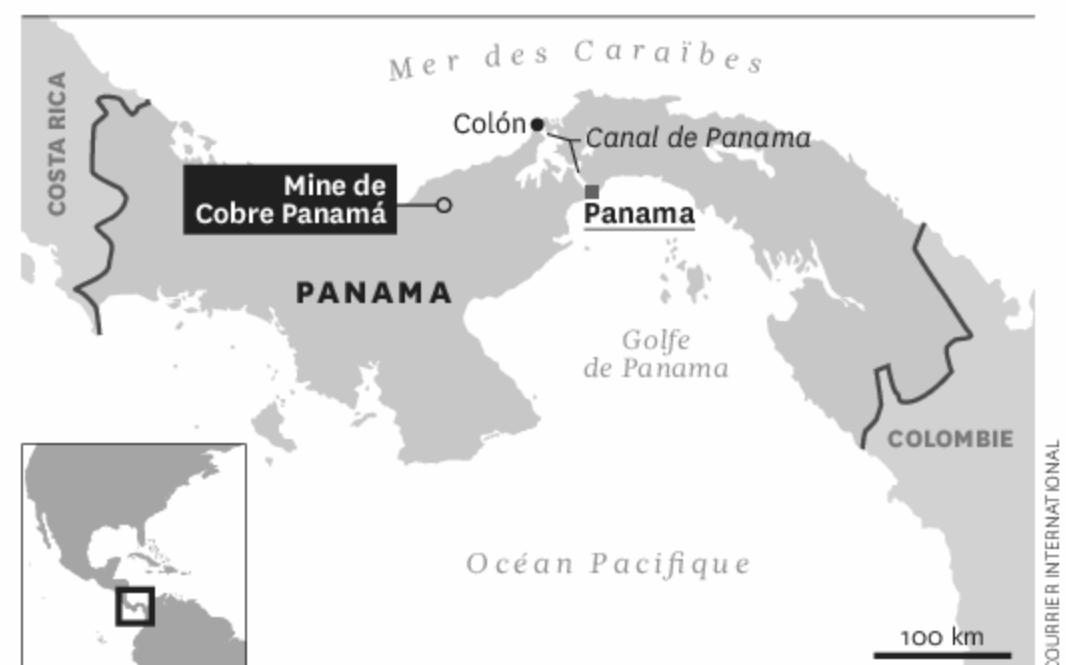
Ces nouveaux accords, signés au mois d'avril avec le ministre de la Défense américain, Pete Hegseth, ont offert une cause commune aux manifestants. Le texte, qui prévoit le déploiement de soldats américains autour du canal sur des sites destinés à une "*utilisation conjointe*" et la mise en place d'un mécanisme compensatoire qui permettrait de couvrir les coûts de franchissement du canal des navires de guerre américains, est vécu comme une humiliation par de nombreux Panaméens — une violation de l'esprit, si ce n'est de la lettre, du traité de neutralité du canal.

Certains commentateurs redoutent des perturbations semblables à celles qui ont eu lieu en 2023, quand la grogne provoquée par la corruption et l'incompétence du gouvernement de l'ancien président Laurentino "Nito" Cortizo avait débouché sur des manifestations d'ampleur nationale, dont le coût pour l'économie avait été estimé à 2 milliards de dollars [1,8 milliard d'euros].

Signaux d'alerte. À l'époque, les manifestants s'étaient accordés autour d'une seule revendication : la mise à l'arrêt de la mine de Cobre Panamá. La Cour suprême avait accédé à leur demande et ordonné la fermeture de cette concession d'une valeur de 10 milliards de dollars [8,8 milliards d'euros], qui représentait 5 % du PIB. Une victoire historique pour les manifestants, et des sueurs froides pour les investisseurs.

La crise semblait inévitable, vu les problématiques dont José Raúl Mulino a hérité à sa prise de fonctions, en juillet dernier. Malgré d'inquiétants signaux d'alerte, les deux gouvernements précédents n'avaient pas réussi à redresser le système de sécurité sociale, en faillite. Le 18 mars, l'Assemblée nationale a donc voté une réforme qui augmente les cotisations patronales et impose des prélèvements à certains travailleurs du secteur informel.

La réouverture de Cobre Panamá est également envisagée pour relancer l'économie. Sa fermeture avait entraîné 30 000 suppressions d'emploi, une chute de 5 % du PIB et une aggravation de la dette. Le 23 avril, Mulino a annoncé que différents scénarios étaient à l'étude pour relancer



l'exploitation sans avoir obtenu l'aval du Parlement ni à organiser de référendum. "Soyons intelligents et tirons profit de cette mine déjà à notre disposition", a-t-il déclaré. Les spécialistes saluent par ailleurs la gestion économique du président, et le Fonds monétaire international a récemment revu les prévisions de croissance du Panama à la hausse, à [près de] 4 %, avec une inflation de seulement 0,5 %.

Aucune de ces deux mesures [la réforme de la Sécurité sociale et la réouverture de la mine] n'a reçu un accueil favorable, mais l'exécutif aurait pu contenir la crise avec une meilleure communication. Au lieu de cela, les déclarations inconsidérées n'ont fait qu'attiser la colère des manifestants. Le président a balayé d'un revers de main les arguments des défenseurs de l'environnement opposés à l'exploitation minière et, alors que le mouvement commençait à prendre de l'ampleur, il a affirmé que les étudiants de l'université du Panama feraient bien de "se comporter en tant que tels, plutôt que comme des terroristes".

La signature des accords avec Washington et les déclarations de Donald Trump, qui ne cesse d'affirmer sa volonté de "reprendre le contrôle" du canal, ont ravivé la colère du peuple, déclenché une cascade d'actions en justice et poussé les ténors de l'opposition à signer un texte commun pour réaffirmer la souveraineté nationale du Panama. À la fin du mois d'avril, 68 % des Panaméens portaient un jugement défavorable sur l'action du président.

La société civile panaméenne, bien organisée et habituée à descendre dans la rue, se méfie des accords de couloir. Si la réouverture

envisionnée de la mine suscite un tel tollé, ce n'est donc pas seulement pour ses répercussions environnementales, mais aussi parce que le contrat d'exploitation a été négocié dans le plus grand secret.

Temporiser. La réforme de la Sécurité sociale, en revanche, a été adoptée par les députés élus l'an dernier. C'est le fruit d'un travail démocratique, pas d'un contrat signé à l'abri des regards avec des acteurs étrangers. Par ailleurs, en 2023, la Cour suprême n'a pas interdit définitivement l'exploitation de Cobre Panamá — contrairement à ce qu'imaginent certains manifestants. Elle a simplement estimé que la concession de l'époque était inconstitutionnelle, car elle avait été octroyée sans appel d'offres préalable. Mulino a visiblement décidé de temporiser, dans l'espérance que la contestation se sera essoufflée lorsque la Cour suprême statuera sur les accords avec Washington — son verdict est attendu à la fin de juin au plus tôt.

Malgré une cote de popularité en berne, celui-ci n'est pas aussi méprisé que son prédécesseur. Le soutien aux manifestants va sans doute s'étioler progressivement. Le mouvement aura vraisemblablement du mal à maintenir un tel niveau de mobilisation jusqu'au verdict de la Cour suprême. Mulino, de son côté, semble avoir compris l'intérêt de jouer la prudence. Depuis quelques jours, il tempère son discours. "Le président n'est pas parfait", a-t-il reconnu à l'occasion de l'annonce d'un nouveau projet ferroviaire, [au début du mois de mai]. Je suis désolé, je m'emporte facilement."



ANALYSE

— Adolfo Berrios Riaño
et Mat Youkee,
publié le 15 mai



Instagram demande une réglementation européenne exigeant la vérification de l'âge et un accord parental sur l'app store.

De nos jours, les ados peuvent télécharger toutes sortes d'applications depuis les app stores, y compris celles qui ne sont pas adaptées à leur âge. Offrir aux parents un meilleur contrôle sur ces téléchargements, directement là où se fait le téléchargement, peut contribuer à renforcer la sécurité des ados en ligne.

En savoir plus : Instagram.com/AccordParental





Corée du Sud. Une démocratie à la dérive?

Les Sud-Coréens doivent élire leur nouveau président le 3 juin. Le candidat de gauche Lee Jae-myung est favori. Mais la presse sud-coréenne est unanime pour dénoncer l'ombre de l'ancien président destitué qui plane encore sur le pays.



Le scrutin a déjà commencé le 20 mai, dans les bureaux de vote des ambassades et consulats de Corée du Sud répartis dans 118 pays, rappelle la chaîne d'information **Arirang**. Les 52 millions de Sud-Coréens non expatriés se rendront, eux, aux urnes pour élire leur futur président le 3 juin. Cette élection est organisée dans la précipitation, à la suite de la validation par la Cour constitutionnelle, le 4 avril dernier, du vote parlementaire en faveur de la destitution de Yoon Suk-yeol, l'ancien président, accusé d'avoir proclamé la loi martiale le 3 décembre 2024.

Dans les consulats, quelque 260000 électeurs devraient participer au vote – un “*nombre important*”, commente Lee Jae-myung, le candidat du Parti démocrate, de centre gauche, cité par Arirang. Et pour cause : il a été “*battu avec un écart d'à peine 230 000 voix lors des dernières élections [en 2022]*”, à l'issue desquelles avait été élu Yoon Suk-yeol, alors candidat du Parti du pouvoir du peuple (PPP, de droite).

D'après la synthèse de différents sondages, régulièrement mise à jour par le quotidien **Hankyoreh**, à la fin de mai, Lee Jae-myung est crédité de près de 51 % des voix, contre 37 % au nouveau candidat du PPP, Kim Moon-soo.

Dans un article du journal de gauche **Kyunghyang Shinmun**, le sociologue Song Du-yul compare les parcours respectifs des principaux candidats – regrettant au passage une culture politique qui privilégie les hommes au détriment des idées. À droite, il rappelle le changement de camp radical de Kim Moon-soo, célèbre militant opposé à la dictature en place jusqu'en 1988, qui a finalement tourné casaque pour rejoindre le camp des conservateurs. À l'inverse, l'opinion du sociologue sur Lee Jae-myung est plutôt positive : “*En dépit de ses origines modestes, Lee Jae-myung s'est constitué un important capital culturel en réussissant un concours de la magistrature. Il a de surcroît réussi à se positionner sur la scène*

politique centrale grâce à ses expériences acquises à la tête de différentes collectivités territoriales. Ce genre de parcours, plutôt fréquent en Europe, est très rare en Corée – où les politiciens sont souvent directement adoubés par des chefs de file.”

Hankyoreh, qui se positionne aussi plutôt à gauche, se veut plus critique dans un autre article. Le quotidien s'inquiète notamment de ce que le candidat démocrate pourrait perdre son identité en voulant “*séduire les centristes, voire les conservateurs, à coups de discours sur la croissance*”. Il ajoute : “*À force de se rapprocher de la droite au nom du pragmatisme, il risque d'aggraver l'aliénation des ouvriers, des femmes et de divers groupes minoritaires.*”

Hankyoreh lance également un avertissement au parti de droite : “*Le PPP et les conservateurs n'auront pas d'avenir s'ils ne rompent avec Yoon Suk-yeol et les autres responsables de la proclamation de la loi martiale. Ces derniers vont continuer à les gêner dans leur parcours,*



✓ Dessin d'Ahmed Rahma, Turquie.

tels des zombies – incapables de revenir à la vie, mais qui continuent à nuire aux vivants.”

Rompre avec Yoon, telle est également la recommandation des principaux journaux de droite.

Dong-a Ilbo met en cause l'attitude ambiguë de Kim Moon-soo à ce sujet : “*En entrant en campagne, il a présenté ses excuses à propos de la loi martiale décrétée le 3 décembre. [...] On peut pourtant douter de sa sincérité*”, explique le quotidien, ajoutant que le candidat de droite ne bénéficie pas, au sein du parti, du soutien de ceux qui réclament une véritable rupture avec l'ancien président.

Mépris de la démocratie. **Dong-a Ilbo** condamne également la direction du PPP, “*qui a non seulement déçu les membres du parti, mais a aussi fait se détourner ceux qui voulaient voter pour le candidat du PPP à cause de leurs réticences envers Lee Jae-myung*”.

Face à l'impopularité de Kim Moon-soo, candidat officiel, la direction du parti avait tenté un coup politique le 10 mai en pleine nuit pour le remplacer par Han Duck-soo, le Premier ministre qui a assuré l'intérim de la présidence après la destitution de Yoon. La manœuvre, réalisée en catimini, a choqué une large part des membres du parti, de sorte que la tentative a échoué. Kim Moon-soo a donc réussi à sauver son statut de candidat – mais le PPP a un peu plus perdu la face.

Autre journal conservateur, le **Chosun Ilbo** est lui aussi très critique à l'égard de l'incapacité du parti de droite à condamner fermement Yoon Suk-yeol : “*Avec la proclamation de la loi martiale, le PPP a renoncé à son identité en tant que protecteur de la démocratie. Il aurait dû condamner le président [Yoon] et réclamer explicitement sa destitution.*” Et l'éditorial d'enfoncer le clou : “*Beaucoup, au sein du parti, pensent encore que M. Yoon n'a pas mérité la destitution, et voulaient par conséquent un candidat qui s'y serait opposé. Ce qu'ils présentent comme du ‘courage’ montre à quel point ils méprisent la démocratie.*”

Pour autant, la rédaction du **Chosun Ilbo** fustige tout autant les “*pressions sur la justice*” exercées par les démocrates pour éviter la condamnation de Lee Jae-myung dans le cadre de plusieurs affaires où son nom est cité. Récemment blanchi d'une accusation de faux

Chronologie

SIX MOIS DE CHAOS POLITIQUE

3 décembre 2024 — Élu en 2022, le président conservateur Yoon Suk-yeol proclame la loi martiale. Le Parlement, acquis à l'opposition, est encerclé par l'armée.

14 décembre — Yoon est destitué après un vote du Parlement par 204 voix sur 300, donc par une partie des députés de son propre parti, qui s'étaient abstenus lors d'une première motion de destitution.

27 décembre — Han Duck-soo, président par intérim, est à son tour destitué après avoir refusé de pourvoir trois sièges vacants à la Cour constitutionnelle, chargée de valider le renvoi de son prédécesseur.

3 janvier 2025 — Retranché dans sa résidence, Yoon Suk-yeol refuse son arrestation pour “*insurrection*”. En masse, ses partisans entrent le travail des policiers. Le président finit par se rendre le 15 janvier “*pour éviter un bain de sang*”.

8 mars — Libéré de prison, Yoon affirme qu'il “*persistera dans son combat résolu contre ceux qui veulent usurper le pouvoir*”.

4 avril — La Cour constitutionnelle valide la destitution du président déchu, ouvrant la voie à l'élection présidentielle du 3 juin.

témoignage, il reste empêtré dans des affaires de corruption et de détournement de fonds liées à ses mandats locaux. “*Si le parti majoritaire au Parlement [le Parti démocrate] met aussi la main sur l'exécutif et le judiciaire, la dictature est à nos portes*”, poursuit le **Chosun Ilbo**. *L'affondrement de [l'indépendance de] la justice équivaudrait à la fin d'une Corée du Sud libre.”*

Le journal ne cache pas un certain pessimisme : “*Les élections du 3 juin se résument à un affrontement entre deux groupes anti-démocratiques. Les électeurs qui considèrent que la première qualité d'un président réside dans sa volonté de sauver la démocratie ne savent pour qui voter. Il leur faut choisir celui qui détruira le moins la Corée et sa démocratie.*”

— Courrier international

**PARCE QUE
SAUVER
C'EST LA LOI
TOUJOURS LÀ!**

Graphisme : Théo Garnier-Greuzet



Depuis sa création en 2015, SOS MEDITERRANEE est portée à terre par un formidable élan de mobilisation qui lui a permis de secourir plus de 42 000 personnes en mer. Aujourd'hui, dans un contexte international marqué par le repli sur soi, nous considérons **toujours** que porter secours aux personnes en danger de mort est un impératif moral et légal. **Vous aussi ? Signez sur : [#10ansToujoursLà](http://www.sosmediterranee.fr)**



10 ANS
SOS
MEDITERRANEE

TAÏWAN

Etsi la Chine attaquait?

Les ambiguïtés de la politique de Donald Trump relancent les spéculations sur une invasion chinoise de l'État insulaire. Proche de Pékin, ce journal hongkongais a interrogé quelques Taïwanais.



—South China Morning Post, extraits (Hong Kong)

Malgré les menaces militaires croissantes de Pékin, la plupart des jeunes Taïwanais n'auraient pas l'intention de se battre si un conflit entre les deux rives devait éclater dans le détroit. C'est du moins ce qui ressort de plusieurs entretiens informels que nous avons eus avec eux.

Ces réticences à combattre s'expliquent d'abord parce

qu'ils craignent que la guerre ne mette leur vie en danger, compte tenu de l'infériorité militaire de Taïwan par rapport à la Chine populaire, qualifiée récemment de "force étrangère hostile" par le dirigeant taïwanais, William Lai Ching-te. "Bien sûr que si j'avais le choix je préférerais ne pas aller à la guerre, car on y joue sa vie, confie Yu Po-cheng, un jeune homme de 25 ans qui travaille à Taipei dans le secteur de la nutrition sportive. Mais en cas de mobilisation, toutes les personnes de mon âge seront enrôlées de gré ou de force si une guerre entre les deux rives du détroit éclate. Autrement dit, on devra faire avec, qu'on le veuille ou non!"

Odan Liang, 23 ans, originaire de Taoyuan, dans le nord de l'île, confirme ces sentiments : "J'ai effectué mon service militaire de quatre mois il y a deux ans, et je travaille maintenant dans le commerce. Je viens juste de commencer ma carrière et j'ai encore plein de choses à découvrir plutôt que de penser à retourner dans l'armée et à participer à une guerre."

S'habituer aux menaces. Quid des menaces militaires croissantes de Pékin ? "Je ne m'intéresse pas trop à la défense de notre patrie, au mariage ou à l'éducation des enfants. Tout cela, ce sont des choses trop lointaines pour moi. Du moins, pour l'instant." S'il devait être appelé sous les drapeaux,

le jeune homme explique qu'il préférerait s'occuper du soutien des opérations, par exemple en travaillant dans la logistique, plutôt que de se battre sur les lignes de front.

Créateur de mode, Ian Tsai se dit pour sa part conscient de la montée des tensions entre les deux rives du détroit, mais ne croit pas à la possibilité d'une guerre dans les cinq prochaines années : "Cela fait des années qu'on nous dit que la Chine va bientôt nous attaquer, mais rien ne se passe. J'ai fini par m'habituer à ces menaces. Personne ne souhaite la guerre, et j'espère que les deux parties parviendront à maintenir la paix."

Pékin considère Taïwan comme une partie de la Chine qui doit être réunie par la force si nécessaire. Depuis que William Lai a pris ses fonctions, en mai 2024, Pékin a intensifié sa pression militaire sur l'île, traitant son président de "séparatiste obstiné", susceptible de provoquer un conflit dans le détroit de Taïwan.

Si la plupart des pays du monde, dont les États-Unis, ne reconnaissent pas Taïwan en tant qu'État indépendant, ils s'opposent néanmoins à toute tentative de prise de l'île par la force. Washington s'est par ailleurs engagé à fournir des armes pour assurer sa défense.

✓ Mouvements militaires chinois autour de Taïwan. Dessin de Willis, Tunisie.

Pour Ian Tsai, Taïwan aurait du mal à gagner la guerre sans l'appui complet des États-Unis, comprenant si besoin une intervention militaire directe : "L'écart de puissance de feu entre les deux parties est énorme. Et l'avantage va à la Chine."

Réservistes. Mais le créateur de mode a des doutes grandissants sur l'envoi de forces par les États-Unis, au vu de l'approche transactionnelle adoptée par Donald Trump en matière de politique étrangère. "Trump évite de répondre quand on lui demande s'il enverrait des troupes pour nous aider, rappelle le jeune homme. Au lieu de cela, il exige que nous portions nos dépenses de défense à 10 % de notre PIB, et nous accuse d'avoir volé l'industrie américaine des puces électroniques."

Originaire de Kaohsiung [dans le sud-ouest de l'île], Chang Hung-pen, 30 ans, fait montre d'une fibre patriotique plus développée : pour lui, les Taïwanais âgés de 20 à 60 ans ne pourront pas échapper à la mobilisation en cas de guerre. "Comme beaucoup d'autres, je ne souhaite pas la guerre, précise-t-il. Mais si la Chine attaque, je me lèverai pour défendre notre patrie, car je ne veux pas vivre sous un régime autoritaire." Il souligne toutefois la nécessité pour Taïwan d'améliorer la formation des réservistes avant qu'un conflit n'éclate, afin de soutenir les forces d'active le moment venu. Taïwan compte actuellement 2,3 millions de réservistes pour environ 188 000 militaires d'active.

Par ailleurs, selon un sondage effectué par Dcard, une plate-forme de réseaux sociaux destinée aux étudiants taïwanais, 57 % des hommes et 16 % des femmes interrogés se rendraient en cas de guerre entre les deux rives ; ils ne sont respectivement que 22 % et 5 % à déclarer vouloir se battre. Le sondage, qui a reçu 12 251 réponses, posait la question en ces termes : "Compte tenu de la situation actuelle en Ukraine, souhaiteriez-vous quand même défendre Taïwan si elle était attaquée par la Chine ?"

Ces résultats dénotent par rapport à ceux des récents sondages d'opinion, qui suggèrent

à l'inverse qu'une majorité de Taïwanais se tiennent prêts à se battre pour défendre l'île, à l'instar de la résistance de l'Ukraine contre l'invasion russe.

Ainsi, une enquête menée par l'Institut de recherches sur la défense et la sécurité nationales, un groupe de réflexion militaire de Taipei, indique que plus de 67 % des personnes interrogées déclarent vouloir se battre en cas d'attaque de Pékin, contre environ 23 % qui ne souhaiteraient pas s'engager dans un tel conflit. D'après la même étude, 61 % des sondés estiment très peu probable le déclenchement d'une attaque au cours des cinq prochaines années.

Taïwan aurait du mal à gagner la guerre sans l'appui complet des États-Unis

Pour les observateurs, la disparité des réponses s'explique par la manière dont les questions sont formulées, et par les propositions de réponses qui reflètent plus ou moins les véritables préférences des personnes interrogées. "Si vous demandez à quelqu'un s'il est prêt à se battre pour Taïwan, la plupart des gens vous répondront par l'affirmative pour des raisons morales, en particulier en période de montée des tensions avec la Chine, explique Wang Kung-yi, le directeur du Cercle d'études stratégiques internationales de Taïwan, un autre groupe de réflexion de Taipei. Mais en réalité, de nombreux habitants de l'île sont devenus insensibles aux menaces de Pékin."

—Lawrence Chung,
publié le 23 mars



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Pourquoi Taïwan peine à supprimer la peine de mort. Alors que l'abolition de la peine capitale semble être la "meilleure stratégie" pour se démarquer de la Chine continentale, les autorités de l'île se montrent frileuses à l'idée, craignant la forte opposition de l'opinion publique, raconte le quotidien japonais **Asahi Shimbun**.



TÉMOIGNAGE

SOURCE



SOUTH CHINA MORNING POST

Hong Kong, Chine
Quotidien, 100 000 ex.

scmp.com

Le grand quotidien de langue anglaise de Hong Kong est depuis 2016 la propriété d'Alibaba, géant chinois du commerce électronique. Le quotidien assure un suivi factuel de l'actualité chinoise et hongkongaise très complet.

Cet encart d'information est mis à disposition gratuitement au titre de l'article L. 541-10-18 du code de l'environnement. Cet encart est élaboré par CITEO.

**Petit à petit,
tout le monde
fait son tri.**



**ON NE
LÂCHE
RIEN!**

TRIONS SYSTÉMATIQUEMENT

TOUS LES EMBALLAGES ET PAPIERS SE TRIENT

JAPON

Des vacances pas comme les autres

Certaines entreprises nippones accordent à leurs salariés des congés spéciaux pour aller à la pêche, assister à un salon du manga ou pour tout autre loisir. Un atout pour le recrutement.



— Nihon Keizai Shimbun (Tokyo)

Dans mon emploi précédent, je n'avais pas de sentiment d'appartenance à mon entreprise, confie Tomoki Tanaka. Et pour cause, nous ne discutions presque pas. Cet homme de 29 ans est arrivé en février 2024 dans la société informatique Artwize, située dans le centre-ville de Tokyo. Il a de nombreux passe-temps, comme les cartes Pokémon ou le camping. “[Si j'ai choisi Artwize], c'est parce que je pourrai échanger avec des collègues qui partagent les mêmes centres d'intérêt”, continue-t-il.

A bout de deux mois dans l'entreprise, il a organisé un championnat interne de cartes Pokémon avec une dizaine de salariés. Même le directeur général de l'entreprise, Takayasu Mukai, y a volontiers participé, alors qu'il était novice. Une session d'explication des règles par Tomoki Tanaka a suffi. Tous ont joué en mettant de côté le statut de chacun, et l'employé a même donné à son chef le surnom affectueux de “Mucchi-san”, à la place de Mukai-san (“M. Mukai”).

L'entreprise Artwize a introduit les congés pour loisirs en 2022. Elle accorde un jour par an, et verse une prime mensuelle de 3 000 yens [18 euros] maximum. Elle était dans le rouge l'année précédente, et 30 % de ses salariés sont partis. Le recrutement devenait difficile. Et c'est Takayasu Mukai, qui n'était alors qu'un cadre dirigeant, qui avait fait cette proposition face aux difficultés de recrutement.

Mal à l'aise. Après avoir accédé au poste de directeur, en janvier 2024, il a intensifié la campagne d'information sur les congés pour loisirs sur les réseaux sociaux. Le nombre de postulants, qui plafonnait, au mieux, à 60 personnes par mois, a bondi à plus de 180 à partir d'avril. Quarante-trois personnes ont été embauchées entre janvier et octobre, soit quatre fois plus que sur la totalité de l'année 2023.

Takayasu Mukai explique : “Beaucoup d'employés se sentent encore mal à l'aise à l'idée de prendre des congés payés. C'est plus facile quand ils donnent pour motif un hobby.” Il était possible auparavant de prendre des congés payés pour ses loisirs,

mais l'entreprise a délibérément créé un système à part pour tenir compte du ressenti des salariés.

Le Code du travail impose l'octroi de congés payés. En revanche, les entreprises sont libres d'introduire ou non des périodes spécifiques, qui incluent les congés pour loisirs. C'est leur direction, également, qui décide du nombre de jours attribués ou des règles d'obtention.

D'après le cabinet de conseil Teikoku Databank, entre septembre 2022 et octobre 2024, plus de 50 % des sociétés ont déclaré souffrir d'une pénurie de salariés en CDI. Le recrutement est particulièrement difficile pour les petites entreprises. Leurs dirigeants réfléchissent donc à la

De 2022 à 2024, plus de 50 % des sociétés ont déclaré souffrir d'une pénurie de salariés en CDI.

façon d'y remédier, et une des solutions qu'ils retiennent consiste à améliorer les avantages sociaux grâce à l'introduction de ces congés pour loisirs.

“Si on ne propose pas quelque chose d'original, on n'attire pas l'attention”, déplore Kazushi Fujii, PDG de Fujii Denki, une entreprise située dans la ville de Shirakawa [centre du Japon] qui gère les travaux de maintenance des équipements électriques ferroviaires. Shirakawa est une petite ville d'environ 7 000 habitants. Les employés viennent principalement d'autres régions, mais l'entreprise attire peu de candidats, car la plupart des travaux ont lieu la nuit ou tôt le matin.

Comme il est possible de pratiquer sur place la pêche à l'ayu [une truite locale] dans la rivière qui traverse la ville, Fujii Denki a mis en place des “congés pour la pêche à l'ayu” en 2023, dans l'espoir d'attirer les travailleurs en faisant valoir la qualité de la vie à la campagne. Ainsi, les amateurs peuvent prendre jusqu'à cinq jours de congé à partir de la veille de l'ouverture de la pêche. On leur fournit également le permis local.

Cinq entreprises alentour, qui ne trouvaient pas de candidats, se sont également penchées sur la question des congés pour loisirs après avoir entendu le récit de Fujii Denki. “Même si un employé souhaite démissionner car le travail chez nous ne lui convient plus, j'aimerais créer un environnement qui lui permette de rester à Shirakawa”, explique Kazushi Fujii. Ce dernier collabore d'ailleurs avec Shirakawa Workdot, une coopérative qui rassemble une vingtaine d'entreprises des environs. “Les nouveaux résidents peuvent facilement se sentir isolés, explique Minami Arai, la directrice générale. Nous souhaitons leur donner la possibilité de tisser des liens par le biais des loisirs.” La ville de Shirakawa espère un

✓ Dessin de Vlahovic, Serbie.

nouveau souffle si l'essor des congés pour loisirs permet de faciliter l'installation de nouveaux arrivants.

La compagnie de développement de systèmes Any-Plus, dans la préfecture de Chiba [à l'est de Tokyo], a introduit dès 2012 le “congé Comiket”. L'idée est de permettre aux employés de se rendre au Comic Market [le plus grand salon au monde de *dojinshi* – les mangas et les nouvelles autoédités –, qui a lieu deux fois par an à Tokyo]. Le dispositif a été instauré pour répondre à la demande des employés qui souhaitaient à tout prix s'absenter, même si leur projet était en période de rush. À partir de 2014, ces congés ont été étendus à toutes sortes de loisirs.

Lors des salons organisés pour le recrutement d'étudiants, le directeur d'Any-Plus, Hiroki Hayashi, assure systématiquement aux candidats qu'il agira pour que les employés puissent prendre leurs congés quand ils le souhaitent. “Si nécessaire, c'est le directeur qui se mobilise”, souligne-t-il alors. En 2023, ce sont 20 personnes qui ont été recrutées, soit deux fois plus qu'en 2021. Au-delà des simples congés payés, instaurer des congés pour loisirs permet aussi de favoriser les relations entre salariés.—

Publié le 26 novembre 2024

Vers la semaine de quatre jours?

●●● C'est une petite révolution : le gouvernement métropolitain de Tokyo a décidé, le mois dernier, d'autoriser la semaine de quatre jours pour ses fonctionnaires, annonce **The Japan Times**.

Pour autant, l'idée n'est pas de permettre aux employés de batifoler ou d'aller à la pêche. Alors que la natalité décline pour la seizième année de suite au Japon, et que “le nombre de bébés nés à Tokyo a chuté de plus de 15 % entre 2012 et 2022”, les autorités

estiment que “l'augmentation du temps libre et une plus grande flexibilité devraient – en théorie – rendre moins contraignante la tâche d'élever des enfants”.

Ce sont les femmes – souvent réduites, au Japon, à leur statut de mère – qui sont visées : la gouverneure Yuriko Koike affirme vouloir “continuer à évaluer des modes de travail flexibles, afin que les femmes n'aient pas à sacrifier leur carrière en raison de leurs choix de vie, en particulier en cas de grossesse et de maternité”.

JUILLET 2025

11-12-13

COUTHURES-SUR-GARONNE

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

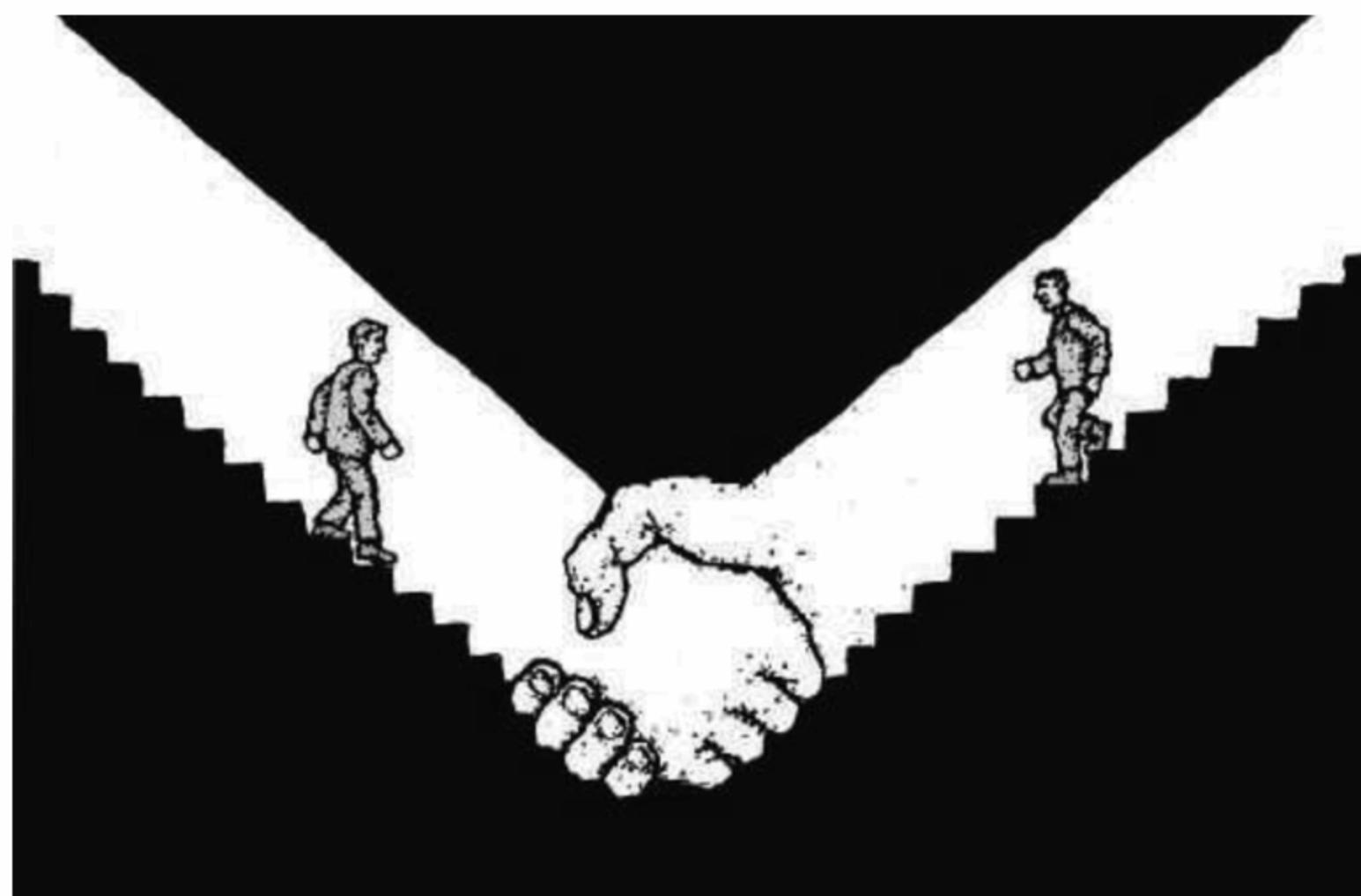
PENSER. DÉBATTRE. CULTIVER. PARTAGER.
L'INFORMATION AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ



afrique

Sénégal. À Barakbi, les conflits se consument dans la sagesse

À Saint-Louis, un local en bois niché dans le quartier des pêcheurs est devenu un "sanctuaire" où se résolvent les conflits du quotidien. Le lieu a acquis une aura telle que même des personnalités renommées y font halte.



—L'Observateur (Dakar)

Dans le brouhaha ininterrompu de Guet-Ndar, quartier mythique de pêcheurs à Saint-Louis du Sénégal, il existe un lieu que nul ne traverse à la légère. Un sanctuaire où les paroles prennent un poids d'or, les silences valent sentences, et les décisions façonnent la vie d'une communauté entière. Il porte un nom : "Barakbi". Dans cette salle modeste mais solennelle, les mots prennent le pas sur les cris, la sagesse sur l'impulsivité et la tradition sur la justice formelle. Ici, les conflits s'éteignent avant de s'embraser. Les différends se résolvent avant que les tribunaux ne soient saisis. Les sages parlent... et la communauté écoute.

Local en bois dans une ruelle du sous-quartier Lodo, Barakbi

n'est ni temple de Thémis ni prétoire, encore moins une administration. Pourtant, il devance toutes ces institutions ; car les conflits naissent, se confessent et se consument dans la sagesse. C'est en l'an 2000 que cet endroit mythique a commencé à accueillir le conseil des sages, une assemblée respectée qui s'impose comme le premier rempart contre les débordements sociaux, les ruptures familiales et les querelles de voisinage.

Derrière sa façade peinte en marron et son intérieur vert rappelant la paix de l'islam et l'espérance, Barakbi respire l'ancien, le sacré. La pièce rectangulaire est modeste (7,10 mètres de long sur 7 mètres de large, pour une superficie de 49,70 m²), presque austère, mais chaque élément qui la compose semble murmurer une histoire. Un toit dissimulé

derrière un tissu bleu parsemé de motifs carrés noir et blanc ajoute au mysticisme du lieu.

Fixés aux murs tapissés de souvenirs, les portraits sépia des anciens membres veillent discrètement sur la relève, regard fixe et front grave. Deux longs bancs en bois bordent la salle, un coffre en fer trône dans un coin, un ventilateur mural qui a connu de nombreuses saisons et quelques bacs en plastique complètent le mobilier. C'est sur le sol que se lit cependant la véritable force de la pièce. Là, des tapis faits de peaux de mouton, objets imprégnés de sens aux significations profondes, accueillent les figures du

**Ici, on ne juge pas, on écoute.
On ne condamne pas, on éclaire.**

séant. Ce jour-là, nous sommes reçus par Omar Sarr, 69 ans, le secrétaire général du conseil des imams et notables ; Lébou Diop, 77 ans, vénérable doyen dont la voix grave impose respect ; et Abdou Khadre Gaye, 58 ans, le conciliateur inflexible. Trois piliers d'une institution ancestrale. Trois parmi les gardiens de l'ordre social à Guet-Ndar.

"Barakbi, c'est notre assemblée du peuple", confie Omar Sarr, d'un ton posé, le regard planté dans le sol, cafetan blanc et bonnet beige vissé sur la tête. Avant qu'un litige ne frappe à la porte de la police, de la gendarmerie ou du tribunal, il passe d'abord ici. Qu'il s'agisse d'un différend foncier, d'un conflit entre pêcheurs, d'un malentendu familial ou d'un soupçon d'adultère, tout commence, et souvent se termine, dans cette salle. Depuis sa création, il y a vingt-cinq ans, près de 200 conflits y ont été résolus, selon les notes du secrétaire général, dont 32 querelles familiales, 45 démêlés liés à la pêche. Ils ont tous été apaisés sans robe noire ni marteau de juge, seulement à travers la parole, l'écoute et la conciliation.

Patience. Le processus est simple. Une partie saisit le président, qui transmet l'affaire au secrétaire général. S'ensuivent des rencontres séparées, puis collectives, jusqu'à ce que la paix soit retrouvée.

Le groupe des aînés dit avoir réussi à sauver 68 ménages du divorce, souvent grâce à de longues séances de médiation menées avec patience et bienveillance. Ici, on ne juge pas, on écoute. On ne condamne pas, on éclaire. "Le divorce n'est pas une fatalité. Nous réconciliions les coeurs avant que les tribunaux ne scellent la séparation des corps", poursuit Abdou Khadre Gaye, membre depuis 2001, en costume gris, d'une voix traversée d'émotion.

Les murs de Barakbi ont tout entendu : des cris de colère étouffés par des larmes, des confessions murmurées à voix basse, des promesses de paix scellées par des poignées de main. Le trio évoque avec une profonde humilité ces nuits passées à calmer les ardeurs d'un mari jaloux, ou à persuader une épouse de donner une seconde chance. Ils se

✓ Dessin de Vlahovic, Serbie.

rappellent aussi ces pêcheurs revenus furieux d'une expédition ratée, prêts à défier des rivaux... avant que les mots des médiateurs ne les désarment. "Ce n'est pas seulement un lieu de parole, c'est un lieu de transmission, souligne Abdou Khadre Gaye. Nous avons hérité de nos anciens manières de parler, de faire asseoir la vérité, sans blesser l'orgueil."

Les décisions sont désormais relayées sur les réseaux sociaux, amplifiant leur impact.

La case n'a pas tremblé face aux contentieux les plus explosifs. Abdou Khadre Gaye se souvient du plus grand dossier traité dans cette pièce. Le conflit entre les pêcheurs guet-ndariens installés à Kayar (région de Thiès) et les autorités locales. Grâce à l'intervention du conseil, accompagné d'illustres figures, comme feus M^e Alioune Badara Cissé et Ousmane Masseck Ndiaye, ancien maire de la commune de Saint-Louis, la crise fut résolue avec diplomatie et réparation. Plus récemment, la discorde avec Eiffage lors de la construction de la digue de protection a été traitée dans cette même case, devenue site de référence pour les autorités et les entreprises, telles que Kosmos Energy.

C'est aussi à Barakbi qu'a été lancée la première campagne de vaccination contre le Covid-19 à Guet-Ndar. L'an dernier, lors d'un désaccord houleux entre les syndicats de santé et l'agent comptable de l'hôpital régional, ils avaient également pris leur bâton de pèlerin. Lébou Diop, cafetan bleu pétrole et bonnet blanc, témoigne : "Nous avons calmé les esprits, porté la parole des syndicalistes, et désamorcé la crise."

En 2016, en pleine révolte contre les démolitions urbaines, c'est encore dans ce bureau que le préfet et le maire de la ville de Saint-Louis furent invités pour négocier un apaisement. Résultat : retrait des forces de l'ordre, dédommagement des lieux de culte et libération des jeunes arrêtés. L'endroit a vu défiler plusieurs personnalités. Il a reçu pas moins de 102 autorités,

AFRIQUE DU SUD

politiques et administratives, dont Macky Sall [ancien président du Sénégal], Khalifa Sall [ancien maire de Dakar, sans lien familial avec le précédent], Idrissa Seck [ancien Premier ministre et maire de Thiès] et Cheikh Bamba Dièye [ancien ministre et maire de Saint-Louis].

À Guet-Ndar, la rumeur d'un conflit finit toujours par trouver l'oreille des sommités. C'est parce que Barakbi est aussi un acteur de l'ombre, impliqué dans toutes les grandes actualités de la cité. Qu'il s'agisse de tensions intergénérationnelles ou de différends avec l'autorité administrative, le local devient forum, tribunal coutumier et sanctuaire. Tout à la fois. Chaque décision prise, si elle n'a pas force de loi, possède celle de l'honneur. Et c'est bien là la grandeur de Barakbi, lieu sans faste mais à l'autorité incontestée.

Cercle des jeunes. À l'ère des réseaux sociaux, où les rumeurs se propagent à la vitesse d'un clic et où les repères culturels sont souvent bousculés, il demeure un point d'ancrage. Sa parole fait loi. Son prestige est unanim. L'explication réside dans le fait que les seniors ont su s'adapter peu à peu à l'évolution de la société en s'ouvrant au cercle des jeunes puisque, à l'origine, Barakbi était une assemblée fermée nommée "La voix des anciens et sages de Guet-Ndar". Ils s'y retrouvaient pour arrêter des mesures importantes capables d'influer sur le futur de tout un groupe. En 2000, il devient officiellement le "Conseil des imams et notables de la Langue de Barbarie" [du nom d'une réserve naturelle à proximité de Saint-Louis].

En 2014, il connaît un tournant historique. "Nous avons compris qu'il fallait intégrer les jeunes pour mieux communiquer, comprendre leurs dynamiques et prévenir la violence", explique [un membre du conseil]. Grâce à

eux, les décisions sont désormais relayées sur les réseaux sociaux, amplifiant leur impact. Loin de perdre de son pouvoir, le conseil a gagné en légitimité et en efficacité. "Notre autorité ne s'est pas affaiblie. Bien au contraire", assure Omar Sarr.

Après un quart de siècle, rien n'a été modifié dans la configuration du local. Pas par négligence, mais par choix. Les secrets des anciens sont enfouis dans chaque clou, poutre, tapisserie. "Nous ne voulons pas perdre l'âme de ce lieu", affirme Omar Sarr avec fierté. À ses côtés oeuvrent le président du conseil et imam ratib, Ousseynou Sène [mort le 12 mai, après la publication de cet article], assisté par El Hadji Ousseynou Ndiaye et Ngagne Kane, respectivement adjoint et trésorier. Ensemble, ils portent avec dignité cette tradition d'écoute active et de résolution pacifique, héritée des aïeux, tournée néanmoins vers l'avenir. Ils la conservent dans ce temple de la sagesse vivante, un local où les voix calment les tempêtes et où les décisions réconcilient les mondes.

—Aida Coumba Diop,
publié le 18 avril

SOURCE



L'OBSERVATEUR

Dakar, Sénégal

Quotidien

igfm.sn

Ce journal d'information généraliste est le plus lu dans le pays. Fondé en 2003, il est l'une des entités du groupe Futurs Médias (GFM), qui appartient au chanteur Youssou N'Dour. Aux côtés de la radio RFM et de la chaîne de télé TFM, *L'Observateur* en est le navire amiral. Composante du groupe de presse, le site d'information IGFM propose une sélection d'articles, mais *L'Observateur* ne dispose pas de son propre site web.

Son gagne-pain: faire la queue pour les autres

Dans un pays où le taux de chômage dépasse 30 %, Brian Chauke patiente devant des distributeurs de billets et laisse sa place pour quelques pièces.



—Daily Maverick
(Johannesburg)

J'étais affamé. Je n'avais rien à manger, ni pour moi, ni pour ma famille, se souvient Brian Chauke. Je me suis demandé combien de temps je pourrais tenir ainsi à mendier quelques rands [la monnaie sud-africaine] dans les centres commerciaux, et j'ai dû me rendre à l'évidence : il fallait trouver immédiatement une autre solution."

Alors depuis dix-sept ans, chaque matin de la semaine, il se rend dans l'un des centres commerciaux de Soweto [township en banlieue de Johannesburg]. Là, il s'installe dans une file d'attente devant un distributeur de billets, et une fois arrivé devant la machine il vend sa place à l'un des clients à l'arrière. Puis il retourne faire la queue jusqu'à revenir au début, et ainsi de suite. Il propose chaque place à 20 rands [environ 95 centimes d'euro], mais il doit

souvent se contenter de moins, lorsque les clients n'ont pas assez de monnaie et ne lui donnent que ce qu'ils ont sous la main.

Les bons jours, Brian Chauke gagne jusqu'à 300 rands [environ 14,50 euros], parfois seulement 120 [5,75 euros], voire moins. "Mon activité dépend du nombre de voitures dans le parking, explique-t-il. Plus il y a de voitures, plus il y a de gens, et donc de clients potentiels."

Personnes âgées. Quand Brian Chauke est dans les parages, les retraités qui veulent retirer de l'argent aux distributeurs de la Capitec Bank [une des principales banques de détail du pays] n'ont plus à patienter debout pendant de longues minutes. Dès qu'il repère une personne âgée à l'air fatigué ou ayant du mal à marcher, il lui propose sa place à l'avant de la file. "J'en voyais beaucoup faire des malaises pendant qu'ils attendaient, et ça faisait peine à voir à cause de leur âge. Certains

✓ Brian Chauke. Photo Bheki Simelane/The Daily Maverick

me donnent 5 rands [environ 25 centimes d'euro] en échange, et ça me suffit." Certains retraités l'envoient même faire leurs courses dans le centre commercial.

Entre toutes les banques, Chauke a jeté son dévolu sur la Capitec, car ses distributeurs sont très prisés. "La Capitec est la banque traditionnelle des Sud-Africains, ajoute-t-il. La diversité de la clientèle, issue de tous les milieux, compte vraiment beaucoup pour moi."

Comme Brian Chauke, plusieurs millions de Sud-Africains se démènent pour sortir du chômage. Il ne perd pas espoir, et continue à chercher un emploi. "Mais depuis que j'ai commencé à faire ça, il y a dix-sept ans, on a de quoi manger presque tous les jours", se félicite-t-il. À sa connaissance, Chauke est le seul à exercer cette activité dans le secteur. Au quatrième trimestre 2024, l'Afrique du Sud a enregistré un taux de chômage de 31,9 %, en légère baisse par rapport à celui du trimestre précédent, 32,1 %, d'après l'institut national de statistiques.

Brian Chauke a deux enfants, de 24 et 28 ans. Le reste de sa famille vit épars dans Soweto, et aucun de ses proches n'a les moyens de l'aider financièrement. Il l'assure : "Si je n'avais pas trouvé cette petite combine, on m'aurait sans doute traité de drogué, d'accro au nyaope [un dérivé de l'opium à bas prix]. Tous les mendians sont catalogués ainsi, qu'ils en consomment vraiment ou pas."

Et que dit la direction de la banque de l'attente à ses distributeurs ? "Nous avons conscience que nos clients doivent parfois patienter longuement avant de pouvoir retirer leur argent, notamment les jours de paie, reconnaît Asha Patel, responsable de la marque et directrice de la communication. Capitec possède le plus vaste réseau de distributeurs de billets d'Afrique du Sud, et nous travaillons continuellement à son développement pour répondre à la demande croissante."

—Bheki C. Simelane,
publié le 7 avril

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec



Courrier
international





—El Diario de Hoy,
extraits (San Salvador)

Aupied du fort de Bellegarde, conçu au XVII^e siècle par le marquis de Vauban afin de contrôler le passage frontalier entre la France et l'Espagne, un chemin serpente jusqu'au col de Panissars, qui sépare les deux pays. Guillem Castellví, ingénieur en informatique de 34 ans, arpente le versant sud de cette portion extrême-orientale des Pyrénées. Après quelques minutes de marche, juste avant de pénétrer en territoire espagnol, le jeune homme s'arrête et désigne du doigt un trou en béton dans le sol.

“C'est le premier bunker de la zone. Il y en a un autre plus haut”, indique-t-il. Cet orifice de 110 centimètres de diamètre doté d'une échelle d'accès à un souterrain était, en 1944, surmonté d'une tourelle de tank Panzer. Il s'agissait de l'un des postes de défense avancés dans le sud de la France occupée par les nazis. Cette ligne de défense peu étudiée a été baptisée *Sperrlinie Pyrenäenfront* (“ligne de défense du front pyrénéen”) et n'a pratiquement pas été utilisée. Aujourd'hui, des deux côtés de la frontière, historiens et amateurs tentent de la reconstituer.

“La ligne nazie des Pyrénées est très mal connue, de nombreuses personnes ont vécu à côté de ces bunkers sans même le savoir car ils sont souvent dissimulés par la végétation”, explique Guillem Castellví. Originaire de Perpignan, ce petit-fils d'exilés républicains a commencé à documenter ces postes de défense pour le compte du service régional de l'archéologie du Languedoc-Roussillon. Son inventaire recense une quarantaine de bunkers, tous situés dans le département des Pyrénées-Orientales.

Randonnée. Guillem Castellví n'est pas le premier à se lancer à la recherche de cette ligne de fortifications abandonnées. Daniel Jinto, archéologue à l'université de Barcelone, est lui aussi tombé sur la *Sperrlinie* au cours de ses recherches universitaires qui s'intéressent aux chemins empruntés par les Juifs qui ont fui vers la péninsule Ibérique pendant la Seconde Guerre mondiale.

Mais le cas le plus surprenant est celui du club de randonnée Gas Mountain, qui, en mars 2024, a découvert l'une de ces casemates



Histoire. À la recherche des défenses nazies dans les Pyrénées

À la frontière entre la France et l'Espagne, historiens et amateurs étudient la ligne de fortifications “Sperrlinie Pyrenäenfront”, que les nazis ont commencé à construire en 1944.

encore dotée de sa tourelle dans les environs du Perthus. “Pendant quatre jours nous avons sillonné le site sans succès, et c'est au dernier moment que j'ai aperçu ce trou”, raconte l'un des membres de l'association, qui a pour objectif de réhabiliter les sentiers abandonnés et de faire connaître le patrimoine historique épargné dans les zones rurales autour de Gérone, en Espagne.

Comme la plupart des bunkers de la région, celui découvert par l'association est de type Ringstand. Il est doté d'une lunette de tir et d'une échelle d'accès à un souterrain. La tourelle de modèle Panzerturm I est toujours à sa place, quatre-vingts ans après sa construction. Mais elle ne devrait plus s'y trouver très longtemps puisqu'il est prévu de la déplacer au fort de Bellegarde, afin de l'exposer et pour empêcher qu'elle ne soit dérobée. Ce ne serait en effet pas la première fois. En 2012, au

col des Balistres, situé entre Port-Bou et Cerbère, des voleurs se sont emparés du canon de l'un des rares postes d'artillerie nazie dont la structure d'acier avait été préservée.

C'est pourquoi Gas Mountain n'a pas rendu publique la localisation exacte de sa découverte. “À l'intérieur nous avons trouvé une caisse

de munitions, des manivelles pour faire tourner la tourelle et d'autres éléments démontables qui ont déjà été transportés à Bellegarde”, affirme l'association.

Mais les historiens et les amateurs ne se contentent pas d'explorer le territoire, ils complètent leurs recherches avec les archives régionales, les témoignages



SOURCE : LINEAPSPIKI.ORG

oraux ainsi qu'avec des photos aériennes qui leur permettent de détecter ces cavités. “En général, les archives départementales des Pyrénées-Orientales recèlent très peu d'informations à ce sujet”, déplore Daniel Jinto.

La *Sperrlinie Pyrenäenfront* fait partie d'un ensemble de murs défensifs érigés par l'armée nazie en plusieurs endroits stratégiques du continent afin d'empêcher les invasions. Le plus imposant d'entre eux, le mur de l'Atlantique, était composé d'environ 15 000 fortifications visant à se protéger contre l'armée britannique et s'étendait d'Hendaye, au Pays basque, jusqu'aux pays scandinaves. Il en existait un équivalent en Méditerranée, le *Südwand*, ou mur de la Méditerranée. Ces lignes de fortifications ont toutes été franchies par les armées alliées lors des débarquements de Normandie et de Provence, respectivement en juin et août 1944.

La ligne pyrénéenne, bien plus modeste que celles de l'Atlantique et de la Méditerranée, a été construite peu de temps avant la libération de la France. Le pays était occupé militairement [dans son intégralité] par l'Allemagne depuis 1942, et pourtant la plupart des fortifications n'ont été érigées qu'en 1944. La dernière casemate connue à avoir été construite est située en Cerdagne française, elle a été bâtie le 21 juillet 1944, alors que les soldats alliés, fraîchement débarqués en Normandie, avançaient déjà vers l'intérieur du pays.

Les historiens soulignent que, tout comme les autres chaînes de



fortifications, la pyrénéenne est l'œuvre de l'Organisation Todt, l'organisme nazi qui a réduit en esclavage des milliers de prisonniers et déportés juifs au service de la fabrication d'armes et de la construction d'infrastructures. Selon Guillem Castellví, certaines entreprises locales ont aussi été réquisitionnées pour cette construction, mais les ingénieurs à la tête du projet étaient bien allemands.

“Les documents dont nous disposons semblent indiquer que les casemates faisaient partie d'une ligne avancée destinée à repousser une première attaque, elle-même intégrée

“De nombreuses personnes ont vécu à côté de ces bunkers sans même le savoir.”

Guillem Castellví,
INGÉNIEUR EN INFORMATIQUE

à un système défensif plus complexe qui comprenait une seconde ligne d'arrière-garde composée de barrages munis d'explosifs”, détaille Daniel Jinto.

Au cours de ses recherches, dont les résultats seront intégrés à sa thèse doctorale, il a pu consulter des documents militaires allemands conservés à la National Archives and Records Administration (Nara), aux États-Unis, mais aussi aux Archives fédérales-Archives militaires (BA-MA), à Berlin. L'un de ces documents est un inventaire intitulé *Barreras preparadas en el frente de los Pirineos* [“Barrières érigées sur le front des

Pyrénées”], dans lequel apparaît une liste de secteurs numérotés de manière aléatoire entre 102 et 197 et tous précédés de l'abréviation “Pyr”. Il s'agit de postes défensifs clés qui abritaient des munitions, principalement des explosifs. Ces numéros nous renseignent aussi sur leur localisation, en grande partie dans des localités des Pyrénées comme Seix, Saint-Béat, Ax-les-Thermes, Forges d'Abel, Eaux-Bonnes, Latour-de-Carol, Mont-Louis, L'Hospitalet-près-l'Andorre ou encore Arles[-sur-Tech].

Point de contrôle. Aujourd'hui encore, le nombre de casemates et de bunkers dispersés par la Wehrmacht le long des Pyrénées reste un mystère. Et ce en particulier dans la partie ouest de la chaîne montagneuse, où ils commencent à peine à émerger. Il n'est pas non plus prouvé qu'ils aient effectivement été occupés ni utilisés, bien qu'on soit sûr qu'ils n'aient pas servi au combat. Mais Daniel Jinto est convaincu qu'ils ont fait office de points de contrôle frontalier pour surveiller le transit clandestin dans les deux sens, qu'il s'agisse du passage des soldats alliés blessés au combat ou de la fuite des Juifs.

Dans son ouvrage *Huyendo del Holocausto. Judíos evadidos del nazismo a través del Pirineo de Lleida* [“Fuir l'Holocauste. Les Juifs qui ont échappé au nazisme par les Pyrénées de la région de Lérida”, non traduit], publié en 2015, l'historien Josep Calvet évalue à 15000 au minimum le nombre de Juifs qui ont traversé la frontière vers l'Espagne entre 1939 et 1944 pour fuir. “Les ordres étaient clairs : ces postes servaient évidemment de défenses contre de possibles offensives alliées, mais aussi de points de contrôle du trafic clandestin dans les Pyrénées”, affirme-t-il.

Une fois ces postes de défense localisés et étudiés se pose la question de leur postérité. Il s'agit en majorité de blocs de béton disposés à intervalles réguliers et parfois situés sur des terrains privés, ce qui rend difficile leur muséification, reconnaît Daniel Jinto. Pourtant, soutient-il, “intégrer ces constructions au patrimoine historique et muséal ne serait pas seulement important, mais absolument nécessaire”.

—**Pau Rodriguez,**
publié le 17 avril

↔ Un bunker nazi au pied du fort de Bellegarde, à quelques mètres de la route qui marque la frontière.

↔ L'historien amateur Guillem Castellví dans un poste de défense découvert par des randonneurs.

Photos Carles Palacio

(D)éteNDez-vous



Des sièges confortables avec plein de place pour les jambes.

 **eurostar**

L'espace pour les jambes varie selon la classe de voyage. EIL SA immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles n° 2462001, Kings Place, 90 York Way, Londres N1 9AG, Royaume-Uni. THI FACTORY SA, BE0541.696.005, Place Marcel Broodthaers 4 – 1060 Bruxelles, Belgique.

LIBAN

UN PAYS À RÉINVENTER



Beyrouth, 2023.
Photo Maria Kassab

à la une

Comment les Libanais vivent-ils au quotidien? Que peuvent-ils espérer, alors que leur pays se relève à peine de la guerre meurtrière et destructrice qui a opposé Israël et le Hezbollah pendant plus d'un an? En ont-ils vraiment fini avec "la guerre des autres"? Pour le savoir, nous avons choisi d'inviter la rédaction de *L'Orient-Le Jour* pour ce dossier spécial, qui se veut à la fois un portrait du Liban aujourd'hui et un hommage au quotidien francophone de Beyrouth, qui vient de fêter ses 100 ans. Depuis le début de la guerre civile, il y a cinquante ans, les Libanais ont appris à surmonter les crises en continuant à vivre, malgré tout. Dans ce pays où tout est à réinventer, l'espoir renaît, incertain, fragile. À Beyrouth, la nuit a repris ses droits, même si la culture de l'exil reste très ancrée dans la jeunesse.

Analyses, reportages et témoignages... Tous les articles présentés ici ont été écrits par les journalistes de *L'Orient*. Fait rare à Courrier, ce sont des textes inédits, résultats des échanges étroits entre nos deux rédactions [voir les coulisses de ce numéro dans "Les choix de Courrier"].

L'Orient-Le Jour

Enfin un État-nation?

Si l'affaiblissement du Hezbollah a relancé l'espoir d'une "nouvelle ère" politique, incarnée par le couple exécutif, le chantier est titanesque. C'est celui de la construction d'un État, mais aussi d'une société dont les fractures sont encore vives. Et au sein de laquelle les réflexes grégaires n'ont pas disparu. Peut-être faut-il inventer autre chose ? écrit l'un des deux coréacteurs en chef de *L'Orient-Le Jour*.

L'officier de sécurité me fait un grand sourire en me tendant mon passeport. Il en fait presque trop. Comme si consigne lui avait été donnée, à lui et à tous les fonctionnaires de l'État, d'incarner la "nouvelle ère".

L'aéroport de Beyrouth a longtemps été un condensé du pire du Liban : communautarisme, incomptance, clientélisme et mainmise du Hezbollah. C'était le miroir d'un pays malade qui refusait de se soigner. En est-il désormais autrement ? Le sourire de l'officier raconte-t-il un nouvel espoir pour le pays du Cèdre ? Il se passe en tout cas quelque chose depuis le début de l'année. Si bien qu'un simple fonctionnaire peut aujourd'hui s'autoriser à fouiller les bagages d'un membre de la milice chiite, longtemps considérée comme un État au-dessus d'un non-État, pour s'assurer qu'il ne transporte ni armes ni liasse de dollars, sans que cela lui coûte son poste ou sa vie. Tout un symbole.

Ce mercredi 7 mai, je suis invité à déjeuner au Grand Sérail [la résidence du chef du gouvernement à Beyrouth] avec le Premier ministre. Je connais Nawaf Salam depuis quelques années. C'est un homme comme le Liban n'en fait malheureusement presque plus. Un être cultivé, ouvert, généreux, passionné, sensible qui détonne avec le reste de la classe politique. Il ne partage ni leur cynisme ni leur populisme. Mais comment peut-il parvenir à changer un pays qui ne lui ressemble plus ?

A la fin du déjeuner, je m'interroge : combien de temps peut durer cette parenthèse ? Comment

À une forme de tutelle iranienne s'est substituée une forme de tutelle américano-israélienne.

peut-elle résister à l'occupation et aux frappes israéliennes qui se poursuivent malgré le cessez-le-feu, aux provocations du Hezbollah, aux affrontements intercommunautaires qui agitent la Syrie ou encore à l'incroyable résilience de la classe politique traditionnelle ? Les acteurs changent, mais les questions demeurent les mêmes. Le Liban est-il encore sauvable ? Surtout, le Liban veut-il enfin se sauver ?

Équation difficile. Tout est allé si vite. Laguerre totale, que l'on redoutait tant, a fini par arriver. On croyait qu'elle détruirait le Liban avant de détruire le Hezbollah. Ce ne fut pas entièrement vrai. Des villages entiers ont été rayés de la carte, de nombreux immeubles ont été pulvérisés, dans le sud du pays, dans la Bekaa (Est) et dans la banlieue de Beyrouth. Mais tout le pays n'a pas vécu la même guerre. Une grande partie en a presque été totalement "épargnée", tandis que la communauté chiite l'a payée au prix lourd. Comment réconcilier les mémoires après cela ?

Comment le faire quand une partie du pays est soulagée que le Hezbollah en soit sorti très affaibli, alors qu'une autre est endeuillée et a le sentiment qu'on cherche à l'éliminer ? La guerre a ouvert le champ des possibles tout en meurtrissant un peu plus un corps déjà couvert de cicatrices. Était-ce la "dernière" ou celle de "trop" ?

Qu'en avons-nous appris sinon que la surpuissance du Hezbollah était un mythe ? Malgré sa défaite, le parti refuse de déposer les armes au nord du fleuve Litani [comme le stipule le cessez-le-feu conclu entre Israël et le parti chiite le 27 novembre]. Et le Liban replonge dans une équation impossible : comment construire un État quand une milice lui dispute le monopole de la violence légitime ? Comment désarmer la milice en question en évitant une guerre civile ?

Et comment convaincre la grande majorité des Libanais que les armes font partie du problème et non de la solution quand Israël occupe encore le territoire [sur cinq collines dans le sud du pays], le bombarde à sa guise et agit, partout dans la région, comme une puissance destructrice que rien ni personne ne peut arrêter?

Tout est allé si vite. Joseph Aoun, ancien commandant en chef de l'armée, a été élu le 9 janvier après plus de deux ans de vacance à la tête de l'État. Jusqu'au dernier moment, les principaux leaders libanais s'y sont opposés. Il a fallu un interventionnisme forcené de la part

Aux côtés de Nawaf Salam, Joseph Aoun a la possibilité d'être le visage de ce nouveau Liban.

des Américains, des Français et des Saoudiens pour leur tordre le bras. Les ambassadeurs des pays concernés ont ensuite assisté à l'élection du nouveau président depuis la tribune du Parlement, et tout le monde ou presque a salué un moment symbolisant le retour de la souveraineté libanaise!

Soyons lucides : le Liban va peut-être mieux, mais nous n'y sommes pas pour grand-chose. À une forme de tutelle iranienne s'est substituée une forme de tutelle américano-israélienne. Et comme à chaque fois, nous avons suivi le vent géopolitique.

Je n'ai rencontré Joseph Aoun qu'une seule fois, avant qu'il ne soit élu président. Je l'ai trouvé affable, intelligent, modéré, politique et – chose particulièrement rare dans notre pays – maîtrisant parfaitement ses dossiers. Dans cet océan de médiocrité qu'était devenu l'État libanais, il semblait être l'un des seuls responsables à la hauteur de sa fonction et du moment. Son discours de prestation de serment a marqué les esprits. Il a dit ce qu'une grande partie des Libanais voulaient entendre depuis des années. En résumé : il est temps de construire un État digne de ce nom.

Réflexes identitaires. Aux côtés de Nawaf Salam, Joseph Aoun a la possibilité d'être le visage de ce nouveau Liban. Mais cela suppose que les deux hommes soient sur la même ligne – ce qui est loin d'être certain – et qu'ils portent un projet qui puisse offrir une alternative à ceux des partis traditionnels.

Que doit-il être ? Par quoi commencer ? La politique étrangère ? Les armes ? Le communautarisme ? L'absence totale de justice sociale ? La mafia des banques ou celle des générateurs [qui comblent le manque d'électricité] ou encore celle des poubelles ? Les deux têtes de l'exécutif peuvent s'appuyer sur le meilleur gouvernement que le pays ait eu depuis des décennies. Mais le chantier est vertigineux.

Pendant des années, j'étais persuadé, comme de nombreux Libanais, que la clé était dans la maturation d'un État-nation. Plus d'un siècle après la création du Grand Liban (1920), l'État a

quasiment disparu, mais une écume de nation, malgré ses fragilités, a pris forme à plusieurs moments importants de notre histoire. Le soulèvement du 17 octobre 2019 [contre la classe politique] en fut le processus le plus abouti : la première fois que des Libanais de toutes les communautés et de toutes les origines sociales et géographiques étaient dans la rue au même moment.

La *thaoura* ["révolution" en arabe] paraît cependant très loin aujourd'hui. Les réflexes identitaires ont repris le dessus. Tout le monde se sent libanais. Mais tout le monde n'appartient pas au même Liban. Et chacun se réfugie dans son clan, sa communauté ou derrière son *zaïm* ["chef de clan" en arabe] dans l'angoisse que le changement se fasse à son détriment.

En 1949, dans l'éditorial le plus célèbre de l'histoire de la presse libanaise, le fondateur de *L'Orient*, Georges Naccache, tirait le constat limpide que "deux négations ne font pas une nation". Des décennies plus tard, toutes nos négations ne font toujours pas une nation, encore moins dans un environnement régional si mouvant et dans un contexte local si implosif que le pays se sent perpétuellement menacé par la disparition.

Il faut rebâtir l'État. Cela relève de l'évidence. Repenser le contrat social libanais pour répondre aux angoisses des communautés et pour tenter de corriger les immenses inégalités. Penser le Liban dans son environnement régional sans en faire un théâtre des conflits géopolitiques qui agitent cette même région. Tout cela est nécessaire mais ne suffit pas. Le Liban est un miroir de son époque. Comment peut-il aller bien quand le monde va si mal ? Nous avons besoin d'une utopie, susceptible de nous réunir, à laquelle nous rattacher.

L'utopie nationale ? Là encore, je crois qu'elle est nécessaire mais ne suffit pas. D'abord, parce que les nations sont en train de vaciller un peu partout. Elles sont émiettées par des appartenances et des projets tellement différents qu'ils ne parviennent même plus à cohabiter entre eux. Le cas américain est sans doute le plus intéressant et le plus inquiétant à cet égard. L'heure est à la fois à l'identitarisme le plus radical, perçu comme un ultime refuge, et au retour des empires, perçus comme le seul moyen de sauver le corps national. Ensuite, parce que la nation implique une forme d'homogénéité qui a du mal à s'accommoder de cette hybridité qui, aux côtés de la liberté, constitue le cœur de l'ADN libanais.

Autrement dit, nous devons inventer une nouvelle forme de nation. Ou accepter que ce qui nous unit et fait de nous un peuple dépasse l'idée même de nation. Plus le temps passe et plus j'en suis convaincu.

Le Liban est une idée avant d'être un pays. Une solution chimique dans un monde physique. Nous ne vivons pas ensemble. Nous sommes cet ensemble. Nous appartenons à cette utopie. Mais il nous incombe de la faire vivre et de la préserver. Envers et contre nous-mêmes.

— Anthony Samrani

L'auteur

ANTHONY SAMRANI
est corédacteur en chef de *L'Orient-Le Jour*, auteur de *Vu du Liban, la fin d'un pays, la fin d'un monde ?* (Gallimard, 2024)

En a-t-on fini avec la "guerre des autres" ?

Les Libanais n'ont cessé d'attribuer les conflits qui les ont déchirés au jeu malveillant des puissances étrangères. Un pis-aller qui montre leur "incapacité historique" à prendre leur destin en main, écrit l'un des deux corédacteurs en chef de *L'Orient-Le Jour*.

Les Libanais font toujours assumer aux autres la responsabilité de leurs problèmes : ce n'est guère la première fois que Morgan Ortagus, la fringante émissaire diplomatique de l'administration Trump pour le pays du Cèdre, s'amuse à prendre ses interlocuteurs libanais à rebrousse-poil.

C'était à la mi-mai, lors d'un entretien télévisé accordé au lendemain de l'entrevue du président américain avec son homologue syrien, Ahmed El-Charaa, en Arabie saoudite. La rencontre survenait quelques heures après l'annonce par Donald Trump de sa décision de lever les sanctions que les États-Unis imposaient depuis des années à l'ancien régime de Bachar El-Assad, renversé le 8 décembre 2014.

Poursuivant sur sa lancée, Ortagus a invité les Libanais à "apprendre" du chef intérimaire de l'État syrien, se montrant depuis des mois très appliquée à séduire la communauté internationale – jusqu'à évoquer la possibilité d'une paix avec Israël – pour arracher le soutien des puissances concernées, si nécessaire à l'affirmation de son pouvoir et à la cohésion de son pays.

Depuis son arrivée dans les bagages de l'administration Trump, Morgan Ortagus multiplie les phrases coups de poing et les petites provocations à l'intention de certains responsables libanais nostalgiques des ambiances feutrées et diplomatiquement correctes qui régnait avec ses prédécesseurs. Toujours est-il qu'en cette année 2025, qui marque le cinquantenaire du déclenchement de la guerre civile libanaise (1975-1990), les propos de l'émissaire américaine renvoient à une triste réalité qui perdure.

Plus ou moins soucieux de ne pas rouvrir les plaies du conflit, de nombreux Libanais préfèrent se réfugier dans l'oubli et refusent donc tout travail de mémoire qui consisterait notamment à fixer les responsabilités de chacun dans la guerre. De ce fait, on croit se tirer d'affaire



SOURCE

L'ORIENT-LE JOUR
Beyrouth, Liban
Quotidien
lorientlejour.com

Quotidien francophone libanais né en 1971 d'une fusion entre *L'Orient* et *Le Jour*, il est l'un des journaux en langue étrangère les plus lus dans le pays et au sein de la diaspora libanaise, notamment francophone. Il a introduit une version anglophone de son site, baptisée *L'Orient Today*. Il reste l'un des journaux les plus opposés à l'influence du Hezbollah, parti chiite armé soutenu par l'Iran.



← Des portraits de Hassan Nasrallah, à Dahieh, près de Beyrouth, au Liban, le 2 octobre 2024.

Photo David Guttenfelder/
The New York Times

L'auteur

ÉLIE FAYAD
est corédacteur en chef de *L'Orient-Le Jour*.

en ressortant les théories simplistes et démagogiques sur la “cinquième colonne” et autres scénarios conspirationnistes. La logique dominante ne diffère pas de celle qui était à l’œuvre au XIX^e siècle, bien avant la création de l’État libanais moderne, lorsque chrétiens et druzes, notamment, se trucidaient dans la montagne libanaise au gré des vicissitudes géopolitiques de l’époque.

Certes, le jeu des puissances extérieures n’était nullement négligeable dans ces périodes troublées, mais les manuels d’histoire officiels établis un siècle plus tard ne font pas dans la nuance. On y apprend essentiellement que l’étranger était pour ainsi dire coupable de tout, et le Libanais autochtone de rien.

Nommer la guerre. Et au sujet de l’appellation à donner au conflit qui s’est achevé il y a trente-cinq ans, nombreux sont ceux qui contestent encore aujourd’hui l’expression de “guerre civile” donnant à penser que les Libanais sont entre eux, alors qu’il y a les facteurs palestinien, syrien, israélien, etc. On parle bien pourtant de “guerre civile espagnole” sans que cela réduise aucunement le poids des ingérences étrangères dans ce conflit, en particulier de l’Italie mussolinienne, de l’Allemagne hitlérienne et de l’URSS stalinienne.

À la fin des années 1970, le grand journaliste libanais Ghassan Tuéni, fondateur du quotidien arabophone *An-Nahar*, qui fut à une certaine époque le titre de presse le plus prestigieux du monde arabe, publiait un ouvrage sur le conflit libanais sous le titre *Une guerre pour les autres* [paru en France aux éditions Jean-Claude Lattès en 1985].

Quelques années plus tard, à l’occasion de la réédition de ce livre en format de poche, l’auteur, disparu en 2012, y a rajouté une notice indiquant que le titre de son ouvrage avait fini par être déformé, “une guerre pour les autres”

devenant “les guerres des autres” sur le territoire libanais. “Notre intention n’est pas de déculpabiliser les Libanais qui ont participé à cette guerre, à quelque bord qu’ils appartiennent”, explique-t-il.

Pour autant, lui non plus n’était guère partisan de l’appellation peut-être trop facile de “guerre civile”. “On pourrait énoncer ainsi, écrit-il, la règle qui a régi les événements du Liban depuis le début des hostilités : il ne s’agit pas, il ne peut pas s’agir, d’une guerre civile, mais de la projection de conflits externes dans des structures internes naturellement conflictuelles.” Ainsi, poursuit Tuéni, “en se battant comme ils se sont battus, les Libanais ont mis leur pays non seulement à la merci de la guerre des autres, mais aussi à la merci d’une paix que négocieraient les autres”.

Quoi qu’on pense des arguments avancés, une chose est sûre : tout est dit dans cette dernière phrase qui résume à merveille l’incapacité historique des Libanais à prendre en main leur destin, à en devenir eux-mêmes les acteurs.

Plus ou moins soucieux de ne pas rouvrir les plaies du conflit, de nombreux Libanais préfèrent se réfugier dans l’oubli.

Il y a quelques années, une figure de la *thaoura* [“révolution” en arabe] citoyenne du 17 octobre 2019, élue députée en 2022, affirmait que le problème du Hezbollah au Liban ne pouvait pas être réglé localement, qu’il ne pouvait l’être que dans le cadre d’un *package deal* régional, c’est-à-dire impliquant essentiellement l’Iran, parrain du parti chiite, et l’Arabie saoudite, puissance arabo-sunnite de référence et alliée de l’Occident.

Matériellement, ce que disait cette figure de la contestation pouvait paraître raisonnable aux yeux de beaucoup. Cependant, tout partisan de la *thaoura* était en droit de s’interroger : à

quoi donc peut bien servir la contestation dès lors que les contestataires se mettent à parler comme les contestés ?

Aujourd’hui, le problème du Hezbollah au Liban a en grande partie été réglé par... l’aventurisme du Hezbollah, après la dérouillée qui lui a été infligée par Israël. Ce développement, auquel s’est ajoutée la chute du régime Assad en Syrie, a drastiquement modifié la donne au Liban.

Mais force est de constater que les Libanais ne sont pour rien dans cette transformation. Est-ce à dire que rien n’a changé, que les causes profondes de la guerre, civile ou pas, des autres ou pas, sont toujours là ? Oui et non.

Oui, parce que les Libanais continuent d’entretenir dans une certaine mesure les “structures conflictuelles” dont parlait Ghassan Tuéni, malgré des évolutions notables chez certains acteurs ; non, parce que les conflits extérieurs ne sont plus projetés sur la scène libanaise comme ils l’étaient jadis.

Cela est d’ailleurs corroboré par l’effondrement de la presse arabophone de Beyrouth, jadis poumon du monde arabe. L’argent versé par des régimes de la région pour financer les milices qui guerroyaient au Liban finançait aussi de nombreux journaux à la solde de ces milices. Or, si l’on excepte le cas du Hezbollah, il y a longtemps que cette double manne s’est tarie. Ce qui, en un sens, est une bonne nouvelle. Il reste que le Liban devra bien un jour cesser d’exister uniquement par défaut.

—Élie Fayad



Superficie : 10 452 km²

Langues : arabe (officiel), anglais et français (largement parlés)

Indépendance : 1943

PIB par habitant : 4 473 dollars (2024)

Religions : environ 60 % de musulmans (chiites, sunnites, druzes, alaouites et autres) et 40 % de chrétiens (maronites, orthodoxes, catholiques, protestants et autres)*.

Population : 5,8 millions d’habitants (2024)*, dont environ 20 % de réfugiés syriens et palestiniens.

Système politique : république à régime parlementaire, avec partage des pouvoirs sur une base confessionnelle (président maronite, Premier ministre sunnite et président de la Chambre chiite).

Monnaie : livre libanaise (LL)

1 euro = environ 100 000 LL
*Aucun recensement officiel depuis 1932.

À Beyrouth, la vie malgré tout

Une nouvelle ère, porteuse de promesses, semble s'être ouverte. Mais le pays affiche encore les stigmates de la dernière guerre entre Israël et le Hezbollah et de la terrible crise économique et financière qui a appauvri la population.

A Hamra, quartier phare de l'ouest de Beyrouth, une poignée de militants en colère se rassemblent devant la Banque du Liban [la Banque centrale du pays]. Une bannière affiche un message en lettres rouges à destination du gouvernement : "Nous refusons toute loi qui ne restitue pas les droits des déposants." Les pires jours de la crise financière et économique semblent passés. Mais celle-ci n'est pas encore terminée.

Depuis l'effondrement amorcé en 2019 et la chute vertigineuse de la livre [libanaise], les banques ont imposé des mesures drastiques aux déposants, avec des retraits plafonnés à 300 dollars [environ 270 euros] par mois. La pauvreté, jadis reléguée dans le huis clos des foyers, s'est affichée au grand jour et touche près de 80 % des habitants. La santé comme l'éducation sont devenues inaccessibles. La mendicité a explosé. L'économie informelle et le troc se sont développés. Et dans un pays dépourvu de filet de sécurité, la dépendance au secteur caritatif s'est accrue. Privés d'avenir, les plus jeunes ont pris le large par centaines de milliers. Les plus âgés, eux, ont vu une vie de labeur se disloquer sous leurs yeux.

Certes, l'arrivée au pouvoir du président Joseph Aoun et du Premier ministre Nawaf Salam, respectivement en janvier et en février, porteurs d'un discours de changement et soutenus par la communauté internationale, a inauguré une nouvelle ère. Soudain, aux yeux d'une partie des Libanais, l'enfer est devenu purgatoire. Mais les beaux jours paraissent encore loin tant les défis sont immenses. Et les plaies toujours vives.

À quelques mètres du sit-in, une fresque à la gloire de la diva Sabah [considérée comme l'une des plus grandes chanteuses libanaises] accapare la façade d'un immeuble. Regard espiègle et sourire lumineux, l'étoile semble narguer le quartier en lui rappelant ce qu'il fut et n'est plus. Insolent et libre, à son image.

Hub culturel abritant dans l'effervescence des années 1960 et du début des années 1970 cinémas et théâtres en tous genres, Hamra a depuis longtemps été spolié de son titre de "Champs-Élysées du Liban". Avant la crise de 2019, les environs avaient déjà perdu de leur superbe, mais se distinguaient toujours par leur vitalité. Et puis, les commerces ont fermé les uns après les autres. Les déchets se sont accumulés sur

les trottoirs. Durant quelques années, à la nuit tombée, le quartier est resté plongé dans l'obscurité, faute d'électricité. À présent, celle-ci est partiellement de retour et contribue à régénérer le coin. "Il y a comme une petite respiration", confie Dalia*, qui gère l'un des nombreux bureaux de change qui bordent l'artère commerçante.

L'une des trois pires crises financières de l'histoire mondiale depuis 1850. La plus grosse explosion non nucléaire depuis le xx^e siècle [en référence à l'explosion meurtrière du port de Beyrouth en 2020]. Et puis la guerre... Entre 2019 et aujourd'hui, le Liban a vécu au superlatif. Quelques années aux allures de siècle, marquées par l'humiliation et le sang. Mais aussi par la débrouille, l'entraide et l'adaptation. Par le désir de vivre malgré tout.

Bien sûr, nombre de Libanais se demandent si cette "résilience" qui leur a si longtemps été attribuée ne relève pas d'une qualité empoisonnée. À force de s'accorder du provisoire, ne devient-il pas permanent ? Mais pour qui n'a pas connu Beyrouth sur son 31, la cité semble aujourd'hui avoir repris du poil de la bête. Sur la corniche, point de rencontre de tous les Libanais, un sportif gonfle le torse à proximité d'un groupe d'étudiantes en pleine conversation, comme pour attirer leurs regards.

Une femme s'assoit sur un banc et déballe un sac-poubelle bleu en plastique rempli de vêtements, dont elle retire une brosse qu'elle passe soigneusement dans ses cheveux décolorés. Une autre observe l'horizon, un paysage qui appartient à tous et à personne, dans un pays où plus de 80 % de la côte est privatisée. Les dimanches, à l'heure où le soleil se couche, une foule bigarrée investit les lieux. Des enfants qui courrent, des femmes qui fument le narguilé, des vendeurs ambulants de maïs et de café.

Marteaux-piqueurs. Tout à coup, le bourdonnement des drones israéliens rappelle à ceux qui l'auraient oublié que le Liban est toujours sous occupation. Mais comment l'oublier ? La guerre qui a opposé Israël au Hezbollah en 2024 est dans tous les esprits. Plus de 4 000 morts, plus de 15 000 blessés. Et une partie du sud du pays complètement rasée. La facture du redressement et de la reconstruction est évaluée à 11 milliards de dollars [près de 10 milliards d'euros]. D'après les autorités libanaises, le cessez-le-feu entré



REPORTAGE



↑ De gauche à droite :
Tahani Mahjoub,
décoratrice originaire
du quartier populaire
de Tariq Jdidé.

À Hamra, une fresque
à la gloire de la diva
Sabah rappelle
la grande époque
de cette zone
de l'ouest de
Beyrouth, dans
les années 1960.

Photos Mohammad
Yassine/L'Orient-Le Jour

en vigueur le 27 novembre dernier a été violé près de 1 500 fois par Israël. Au moins 138 personnes – dont une moitié de civils – ont été tuées depuis. Et l'armée israélienne maintient sa présence sur cinq sites qu'elle juge stratégiques le long de la "ligne bleue" [qui fait office de frontière entre le Liban et Israël].

Dans les régions majoritairement chiites, le péril guette constamment, même quand la vie reprend ses droits. Désertée durant la guerre, Dahieh, la banlieue sud de la capitale, a retrouvé ses couleurs. Les commerces ont rouvert et les cafés sont bondés. Un semblant de normalité trahi par le rugissement des bulldozers et des marteaux-piqueurs creusant des monceaux de gravats, vestiges des bombardements intensifs subis par la région.

"La diversité, c'est à la fois une chance et un fardeau dans ce pays. Je l'aime, mais elle me fait peur."

Tahani Mahjoub,
DÉCORATRICE, MÈRE DE DEUX ENFANTS

Originaire de la localité d'Ansar, non loin de Nabatieh, dans le sud du Liban, Ahmad Jomaa vit depuis plusieurs années entre son village natal et Beyrouth. L'immeuble dans lequel il logeait à Haret Hreik, quartier de Dahieh, a été réduit en cendres par les frappes israéliennes du 27 septembre 2024, qui ont éliminé Hassan Nasrallah, l'emblématique leader du Hezbollah. "Lorsque je venais à Beyrouth, j'étais chez ma tante paternelle. Son mari a été tué dans l'attaque et il ne reste plus rien de l'appartement", confie cet infirmier, père de trois enfants.

Durant des mois, le quadragénaire a eu l'impression de vivre dans des réalités parallèles. Dans le Sud, un espace fantôme cadencé par le

L'autrice

**SOULAYMA
MARDAM BEY**
est journaliste au sein
de la cellule froide
de L'Orient-Le Jour,
qui s'occupe
des reportages,
des enquêtes et
des longs formats.



déluge de feu israélien et le fracas des sirènes. Dans le Nord, où il a mis sa famille à l'abri, "une vie qui suit son cours". Et pourtant, malgré un tissu social inflammable et une radicalisation politique accrue autour des choix stratégiques du Hezbollah, la solidarité a été au rendez-vous. "Nous savons nous serrer les coudes quand il le faut. Durant la guerre, même ceux qui étaient opposés au Hezbollah ont accueilli les déplacés dans leurs régions. Jamais aucun de mes proches n'a été pris à partie ou insulté. Au contraire", raconte Ahmed.

Originaire de Tariq Jdideh, quartier populaire à majorité sunnite de Beyrouth, Tahani Mahjoub veut y croire. "J'ai confiance dans le nouveau gouvernement, mais nous ne sommes pas encore sortis de l'auberge. Les salaires sont beaucoup trop bas et la vie beaucoup trop chère", confie cette décoratrice très engagée dans le secteur associatif, mère de deux garçons de 7 et 8 ans, pour lesquels elle a choisi des prénoms sans connotation confessionnelle. "Je ne veux pas qu'ils aient de problèmes plus tard. La diversité, c'est à la fois une chance et un fardeau dans ce pays. Je l'aime, mais en même temps, elle me fait peur", confesse-t-elle.

À quelques encablures du port de Beyrouth, le quartier hipster de Mar Mikhaël, pulvérisé par l'explosion du 4 août 2020, connaît un nouvel essor et renoue avec sa réputation d'autre de la créativité artistique et culinaire. "La situation économique a commencé à s'améliorer après la fin de la guerre. Nous attendons avec impatience la saison touristique et le retour des visiteurs du Golfe", indique Étienne Sabbagh, membre du syndicat des restaurateurs. D'après la Banque mondiale, le PIB du pays devrait croître de 4,7 % en 2025, contre une contraction de 7,1 % anticipée pour 2024. "Beyrouth, c'est la vie et la combativité. Jamais je n'ai pensé partir. Et puis, vous avez beaucoup de jeunes gens qui entrent sur le marché aujourd'hui. Il faut que nous restions pour les encourager à poursuivre dans cette voie!"

—Soulayma Mardam Bey

que les Libanais du pays. Le phénomène ne date pas d'hier. Tout commence dans un XIX^e siècle en proie à l'industrialisation et à la mondialisation. Violences confessionnelles et pauvreté provoquent les premières vagues de départ en direction d'un "nouveau monde" regorgeant de promesses alléchantes. De guerres en crises, l'histoire semble se répéter à l'infini : les troubles sécuritaires et économiques rythment les départs, sans toujours garantir un retour. Des sommets sont atteints avec la guerre civile (1975-1990), qui provoque l'exil de près de 900 000 Libanais.

Fuite des cervaeux. Plus récemment, la crise économique et financière [qui a éclaté en 2019], puis la gigantesque explosion au port de Beyrouth [en 2020] créent une nouvelle génération d'émigrés pris en tenaille par l'éternelle interrogation : partir ou rester ? "C'est dans nos gènes", résume Bassam Badran, le recteur de l'Université libanaise [la seule université publique du pays], notant que les diplômés en sciences sont les plus nombreux à plier bagage.

Ici, la performance du système éducatif accélère ce *brain drain* ["fuite des cervaeux" en anglais] en facilitant l'accès des jeunes diplômés aux emplois à l'étranger. "Il est difficile de demander aux élèves de rester : nous avons trop pris l'habitude de vivre de rêves et de promesses, qui dépassent souvent les réalités du terrain", commente pour sa part Antoine Hayek, directeur de l'école Athénée de Beyrouth [un établissement francophone et privé].

Et puis, il y a ceux qui restent. Ceux pour qui la vie ailleurs reste impensable. Rebecca Syriani, étudiante en droit à l'université Saint-Joseph [USJ, l'une des deux grandes universités privées du Liban, avec l'Université américaine de Beyrouth (AUB)], ne "se voit pas vivre ailleurs". Darine, 23 ans, chante quant à elle "l'attachement à la terre, le mode de vie plaisant et l'hospitalité du village". Comme d'autres, elle a décidé de rester, malgré tout. À ses yeux, l'amour du pays excède ses difficultés, à l'heure où son Liban-Sud subit encore le "bruit incessant des drones israéliens et des bombardements". Mais, même pour ceux-là, la culture du départ imprègne le quotidien.

Mario Gebrayel, 22 ans, est danseur et chorégraphe. Il regrette que "nombre de ses amis soient partis" et souhaite désormais les rejoindre. "Pour quelque temps, en attendant qu'il soit possible de réaliser ses rêves ici." Mohammad Khaskieh, lui, doit s'envoler pour Paris après quatre années d'études littéraires. Mais, déjà, avec l'idée d'un exil provisoire. Il confie : "Je ressens le besoin de poursuivre mon chemin ailleurs, mais je porte le Liban en moi et je compte y revenir un jour."

Les Libanais partent en masse, mais l'histoire s'arrête rarement là. La diaspora entretenait une relation ambivalente avec le pays, entre une amertume ayant précipité le départ et un amour, parfois fantasmé, de la terre originelle. Avec ses va-et-vient interminables, l'aéroport international de Beyrouth est le dépositaire de ces histoires, uniques mais si ordinaires.

—Nemtala Eddé

Partir, rester, revenir : l'éternel dilemme de la jeunesse

L'auteur

NEMTALA EDDÉ
est journaliste
au service Actualité
de L'Orient-Le Jour.

Depuis plus d'un siècle, le Liban a connu plusieurs vagues massives d'émigration au gré des guerres et des crises. Nourrissant une "culture du départ" qui mêle l'amour du pays et l'amertume.

C'est une question qui imprègne les générations, comme l'eau infiltre les sous-sols d'une terre. Rares sont les familles du pays à y échapper. À l'instar de la légendaire statue de l'Émigré [copie en bronze d'une œuvre de l'artiste mexicain d'origine libanaise Ramis Barquet], trônant face au port de Beyrouth, le Libanais fixe inlassablement l'horizon, en quête d'ailleurs, comme né pour partir.

La tendance n'est pas propre au pays du Cèdre : d'un bout à l'autre du bassin méditerranéen, la culture de l'émigration infuse une jeunesse arabe désabusée. Mais au Liban l'affaire a pris une telle ampleur que les Libanais "de l'extérieur" sont désormais plus nombreux



La nuit reprend ses droits

Illustration de la résilience du peuple libanais, la “nightlife” beyrouthine bat de nouveau son plein après la dernière guerre entre Israël et le Hezbollah. Mais le conflit a laissé des traces, raconte ce reportage dans les bars et les boîtes de nuit de la capitale.

Il est à peine 22 h 30 à Beyrouth quand les portes du Grand Factory s'ouvrent. On avale à grandes goulées le fond des bières, on redessine ses lèvres en trois coups de gloss, on se fait tamponner le poignet par une videuse au visage fermé... Et voilà les premiers fêtards qui s'envolent au dernier étage de cette ancienne usine désaffectée où trône ironiquement l'enseigne [de la marque de literie libanaise] Sleep Comfort. La nuit s'annonce longue pour ces jeunes visiteurs venus profiter d'une entrée gratuite, valable la première heure : la *guest star* de la soirée, le DJ Jose M, n'est attendue qu'à 2 heures du matin.

Le vent souffle ses premières chaleurs estivales en ce début de mai, et le quartier industriel de la Quarantaine [situé à l'entrée nord de la capitale libanaise] vibre de sons technos émanant des établissements branchés de la *nightlife* beyrouthine qui y ont trouvé refuge. Sur la façade du Grand Factory, des inscriptions scintillent : “*Là où tout a commencé. Là où tout restera.*”

“*C'est reparti comme avant la guerre*”, affirme Hady, un des nombreux agents de sécurité de la boîte, rendant aux habitués leurs sourires complaisants. Le hangar est resté fermé durant l'offensive [aérienne] israélienne lancée fin septembre dans la capitale contre le Hezbollah. Une courte parenthèse. Le premier vendredi après

le cessez-le-feu conclu le 27 novembre, la fête battait de nouveau son plein dans une salle un peu plus vide qu'à l'accoutumée.

Désormais, ce sont essentiellement les Libanais de la diaspora de passage au pays, ceux qui travaillent à l'étranger et la génération Z qui peuplent le Soul Kitchen, une des *rooms* du Grand Factory. Ils évoquent la fameuse “résilience” dont les Libanais de toutes générations seraient dotés, ce terme tellement rabâché qu'il produit une sorte de prophétie autoréalisatrice : malgré sa cicatrice mal refermée, Beyrouth va renaître de ses cendres et on y fera la fête tout l'été, veulent-ils croire.

“*Les gens sont là pour extérioriser*”, résume Magali, 21 ans, qui se tient comme un piquet en attendant que son gin-perrier lui donne l'élan pour rejoindre la piste de danse. Elle ne saurait expliquer pourquoi, mais elle s'est résolue à venir seule célébrer le retour de la fête dans la capitale. Pendant la guerre, elle n'a vu personne pendant deux mois. À ses yeux, la fête marque une renaissance, un moyen de se sauver du traumatisme, de se convaincre que “*tout est revenu à la normale*”.

Une autre âme solitaire toise un peu jalousement les grappes d'amis qui se balancent sur de la musique house, baignés dans une lumière rouge acide. “*Je suis venu seul, ça me*



REPORTAGE

L'autrice

CLARA HAGE
est journaliste au service International de *L'Orient-Le Jour*.

fait du bien”, glisse Élie, 24 ans, mû par l'envie de rencontrer de nouvelles personnes. Chose qu'il n'aurait jamais faite il y a un an, assure-t-il.

Cocktails. Taliya, Laura et Julianar sont venues de la région du Chouf [au sud de Beyrouth] pour assister à ce DJ set. “*Ici on fait ce qu'on veut, c'est le Liban!*” se réjouit l'une d'elles, sourire métallique, légèrement en dessous de l'âge requis pour entrer en boîte de nuit. Un seul problème se pose pour les étudiantes : la nuit coûte cher dans ces bulles festives. La moindre bière s'élève à 8 dollars [7,20 euros], les cocktails montent jusqu'à 18 dollars [16,20 euros].

Un homme vêtu de blanc lâche un billet de 100 dollars [90 euros]. “*Je n'ai pas la monnaie*”, s'excuse la serveuse. “*Ce n'est pas grave, tu les gardes et tu rempliras mon verre au fur et à mesure*”, répond-il en s'éloignant. Visiblement embêtée, l'employée n'a pas le temps de lui expliquer que le système informatique ne tolère aucun passe-droit. Lui est un touriste égyptien, régulièrement en visite “*pour les affaires*”. Les soirées libanaises n'ont pas changé d'un iota, selon lui. La guerre ? Une idée vague qui assombrît à peine la réputation des nuits beyrouthines dans l'imaginaire collectif. “*La situation est bien meilleure qu'au-paravant*”, élague-t-il en tirant sur son cigare.

Mais tous les clubs de la capitale ne peuvent pas en dire autant. Non loin de là, le mythique





← De gauche à droite :
Au bar la Strada,
dans le quartier
beyrouthin de Mar
Mikhaël, un samedi
de mai.

Mar Mikhaël est très prisé le soir pour ses bars et ses restaurants.

Au bar karaoké Drink and Sing, à Monot, en mai.

Photos : Nayla Valigny
Sabbagh/L'Orient-Le Jour

Bo18, réputé pour faire danser toutes les communautés de la capitale depuis 1994, d'abord à Monot [quartier qui fut longtemps le cœur de la vie nocturne de Beyrouth], puis encastré dans le sol – en mode bunker – en face du Forum de Beyrouth [espace accueillant concerts et expositions, à l'entrée nord de la ville], est fermé depuis mars 2024. Après la crise du Covid-19, la double explosion du port de Beyrouth [en 2020] et, enfin, un conflit commercial, la guerre a ruiné tout espoir de survie de l'établissement.

Dans le centre-ville de Beyrouth, le mastodonte Skybar affiche lui aussi toujours porte close. Pendant la guerre, la boîte de nuit très sélecte où passe de la musique commerciale avait muté en centre d'hébergement d'urgence pour les habitants des zones durement touchées par les frappes israéliennes. Depuis, les enceintes sont toujours muettes.

“Nous nous préparons à un retour en force cet été, affirme Gaelle Irani, responsable des relations clients du Skinn, le club underground du Skybar. Nous sommes convaincus que notre

“De toute façon, on ne va pas arrêter la guerre, donc autant continuer à faire la fête.”

Brahim,
COMÉDIEN, ATTABLÉ À LA STRADA

public fidèle reviendra.” Et de poursuivre : “Les Libanais ont besoin de faire la fête. Cela fait partie de notre culture, de notre guérison et de notre joie.” En avouant néanmoins, sans donner plus de détails, que “la guerre et l’instabilité persistante nous ont coûté cher”.

Tout peut en effet repartir à Beyrouth. En témoigne cette artère bruyante et interminable qui relie Mar Mikhaël à Gemmayzé [hauts lieux de la vie nocturne beyrouthine]. Ici, les bars et

restaurants sont pleins à craquer, malgré un éventail de prix plus proches de ceux qu'on retrouve dans une capitale européenne que dans un pays en crise.

Très jeune public. Il n'empêche, la guerre a sévèrement bousculé l'empire commercial derrière l'enfilade de bars dansants. Ici, les nouveaux concepts sortent de terre en un clignement d'œil quand d'autres affaires mettent la clé sous la porte, écrasées par les crises à répétition. Ceux qui ont ouvert juste avant le conflit n'ont pas pu tenir face à la désertion des clients. Des dizaines de bars ont ainsi changé de propriétaire.

Pour certains, cela s'est joué à peu de choses : *“J'ai un ami qui avait pris la décision de fermer. Puis le cessez-le-feu est arrivé, donc il a pu continuer”,* commente Brahim, comédien, attablé à la Strada, qui fête ses dix ans d'ouverture. *“Pour moi, ce lieu est sentimental, j'étais là dès les débuts”,* s'émeut le bientôt quadragénaire, qui déplore l'univers nocturne actuel, accaparé par *“les étrangers et le très jeune public”*.

À l'intérieur du bar, les classiques de la discographie arabe trouvent un franc succès auprès de générations mêlées. *“Le traumatisme traverse les âges. C'est pour cela que nous dansons. De toute façon, on ne va pas arrêter la guerre, donc autant continuer à faire la fête.”* Entre septembre et décembre, celle-ci avait toutefois été suspendue. Brahim avait continué à se rendre à la Strada, mais uniquement l'après-midi et seulement pour jouer aux cartes.

“C'était une période mêlée de peur et de joie. Nous avons confié notre sort à Dieu, on ne savait pas si nous serions martyrs ou pas”, s'exclame Nawal, accrochée à son micro dans un bar karaoké du centre de Beyrouth. À 26 ans, cette salariée du secteur touristique vient régulièrement, parfois plusieurs fois par semaine, s'adosser au comptoir du Drink and Sing pour faire porter

sa voix puissante sur des tubes égyptiens, repris en choeur par les clients. *“J'aime surtout m'asseoir comme ça, seule, en écoutant quelque chose de vieux et triste, et me taire. J'aime surtout chanter les chansons tristes”,* insiste-t-elle en crachant la fumée d'un narguilé.

Pendant la guerre, à chaque avertissement de l'armée israélienne, son frère montait sur le toit de l'immeuble familial, situé à Bourj El-Barajneh [dans la banlieue sud de Beyrouth, considérée comme un fief du mouvement chiite Hezbollah]. Il tirait en l'air et les voisins comprenaient qu'il fallait fuir. L'immeuble a fini par être pulvérisé par une frappe, et Nawal est partie à Achrafieh [quartier chrétien de la capitale], où elle a trouvé un appartement.

Depuis, elle affirme *“vivre au jour le jour”* et venir au karaoké pour rencontrer du monde : *“Je n'ai plus d'amis et je ne veux pas rester dans cet état.”* Avec son voile, ses tatouages, sa consommation frénétique de cigarettes et sa voix grave qui emplit la salle, Nawal s'attire des regards réprobateurs. *“Beaucoup de gens me critiquent, se demandent pourquoi je viens ici alors que je suis voilée. Dans le quartier, les chiites ne sont pas trop admis. Mais ici, je suis comme une inconnue.”*

Nawal est agitée, on n'entend plus qu'elle dans la pièce tamisée. Les ténors qui veulent exercer leur voix commencent à s'impatienter en la voyant accaparer le micro. *“Personne ne sait que je bois dans la Dahieh [‘banlieue’ en arabe, désignant la banlieue sud de Beyrouth]. Ça fait longtemps et ce n'est pas constant, mais j'étais souvent stressée.”* Le serveur l'enveloppe d'un regard bienveillant. *“Je vis cette situation et ça m'importe peu ce que les gens pensent, ni si quelqu'un sait quelque chose à mon sujet.”* Dans la nuit, ce karaoké devient son centre de gravité. Elle voudrait en profiter jusqu'à l'aube et s'étonne, une fois dehors, que son refuge tremble seul comme un tambour battant dans les rues désertes du centre-ville.

— Clara Hage

“L’Orient-Le Jour”, confessions d’un enfant du siècle

Né en 1971 de la fusion de deux quotidiens francophones, dont l’un fondé en 1924, L’Orient-Le Jour a fêté ses 100 ans d’existence. L’occasion pour ce journal à l’identité si particulière au Moyen-Orient de regarder le chemin qu’il a parcouru à travers l’histoire tourmentée du Liban.

Une question d’apparence simple nous a longtemps laissés sans voix. Avoir 100 ans, qu’est-ce que c’est ? Pour un être humain, le phénomène est presque ordinaire. Jamais le monde n’a compté autant de centenaires. À l’échelle d’un journal, c’est une autre histoire, plus tragique. L’ère du numérique et de l’instantané a fait du papier une relique d’un temps passé. L’agonie de la presse écrite a commencé il y a des décennies. Partout dans le monde, survivre est un combat. Nous avons, nous aussi, subi des pertes en chemin. Tout en essayant, chaque jour, d’échapper à la fatalité.

Les médias d’aujourd’hui inspirent tour à tour mépris, rejet, indifférence ou fascination. Dans notre cas, il faut ajouter une couche de pittoresque. Quotidien francophone né à Beyrouth, L’Orient-Le Jour est aussi devenu au fil du temps un objet de curiosité. Pour des reporters ou des diplomates de passage, amateurs de journalisme “local”. Pour des étudiants fascinés par

cet espace un peu fou où se mêlent professionnel et intime, faits et opinions, petite et grande histoire. Parfois même pour des membres de la “famille OLJ”.

De l’encre a coulé. Des hommages ont été rendus, des célébrations ont eu lieu, des reportages ont été réalisés. Quelques livres ont été écrits, un mémoire a même été rédigé sur “le comportement politique du journal”. Que reste-t-il qui n’ait été dit ? Peut-être une chose. Quelque part entre l’enquête et l’introspection, un espace en jachère. Un examen qui vient de l’intérieur.

Mais se raconter implique de savoir qui parle. Or nous n’en avons aucune idée. Ou, plutôt, nous en avons plusieurs idées. Notre héritage est multiple, “nous” évolue au fil du siècle.

Il y a d’abord L’Orient, né en 1924 d’une âme un peu bohème, dont le nom vieillit avec celui de son cofondateur, Georges Naccache [auteur en 1949 de l’éditorial “Deux négations ne font pas une nation”, resté dans les mémoires pour sa critique prophétique du système politique libanais ; il fut ensuite plusieurs fois ministre et ambassadeur du Liban en France]. Le Jour, [fondé en 1934, notamment par Michel Chiha, journaliste et homme politique qui fut l’un des principaux rédacteurs de la Constitution libanaise], ancien rival, ressuscité d’entre les morts au début des années 1960, annonçant l’arrivée en force d’une nouvelle génération.

L’Orient-Le Jour, enfant hybride né le 15 juin 1971 d’une union qui n’aurait pas dû avoir lieu.

Il était une fois un journal arabe en français

●●● À première vue, la naissance de L’Orient, quotidien en langue française, à Beyrouth, en 1924, peut paraître étonnante. En réalité, il est le “produit” de l’histoire “ottomane, arabe, libanaise, française” du moment, écrit L’Orient-Le Jour. Dans le sillage de la Nahda, la renaissance culturelle arabe, apparue durant la seconde moitié du xixe siècle au cœur du vieillissant Empire ottoman, Beyrouth s’est imposé comme

la “deuxième capitale des lettres arabes, après Le Caire”. À cela s’ajoute la “politique volontariste” de la France, présente depuis des siècles au Liban, où le français s’est progressivement imposé comme “langue du quotidien” pour une partie des Libanais, et avec l’aide de laquelle “le projet national libanais obtiendra une première grande victoire politique” avec la proclamation du Grand Liban en 1920.



L’autrice

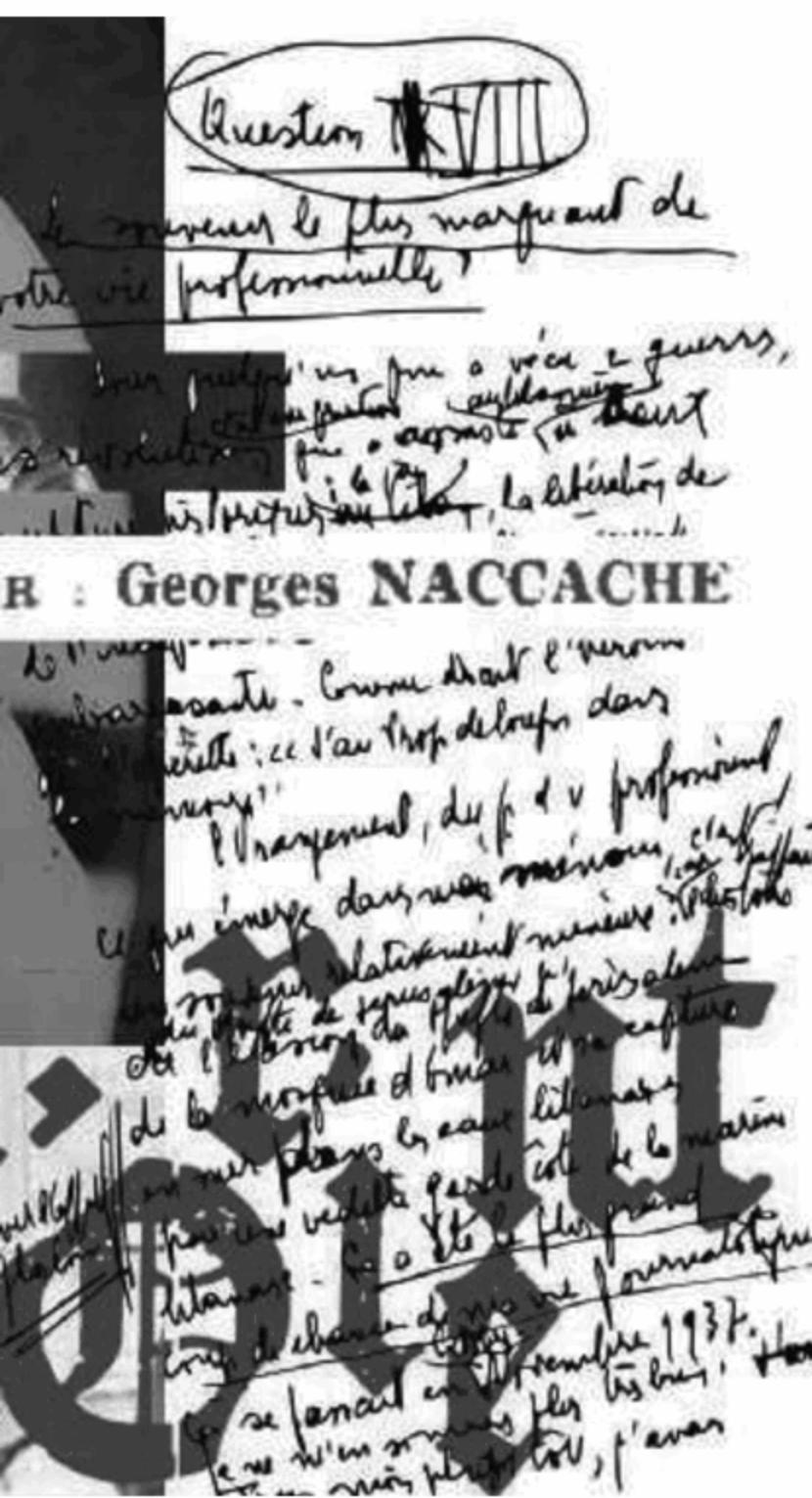
STÉPHANIE KHOURI est journaliste au sein de la cellule froide, qui s’occupe des reportages, des enquêtes et des longs formats, de L’Orient-Le Jour.

L’Orient-Le Jour, enfant hybride né le 15 juin 1971 d’une union qui n’aurait pas dû avoir lieu.

Il y a également les autres. L’Orient littéraire, qui continue de nous faire vivre l’actualité littéraire depuis 1929, ou encore L’Orient Today, dernier-né [anglophone] de la famille, en 2020. Les rédactions travaillant côté à côté, mais aussi les soldats de l’ombre et les oubliés de l’histoire qui ont fait l’institution, parfois continuent de la faire. Le récit de ce siècle est aussi le leur.

Richesse. À cela s’ajoute la diversité des profils individuels qui composent toute rédaction. Le regard porté sur l’histoire n’est pas le même en fonction des âges, des origines et des parcours. Il y a ceux qui ont connu le monde de l’avant-fusion, les héritiers du Jour ou de L’Orient. Ceux qui ont fait leurs armes dans des locaux de fortune, dont la mémoire restera à jamais marquée par un journalisme précaire fait de batteries rechargeables, de bougies et de nuits d’hôtel. Ceux qui ont vécu, parfois géré, le passage à l’ère du numérique. Et les petits derniers qui, à 30 ou 60 ans, resteront les éternels “nouveaux”. Jusqu’à ce qu’une nouvelle génération les remplace.

Dans sa diversité, L’Orient-Le Jour reste avant tout un enfant du siècle. Un produit de la modernité politique, un acteur de l’indépendance, une victime collatérale de la guerre, un



R : Georges NACCACHE

**Aujourd'hui comme hier,
les questions se ressemblent.
Pourquoi un journal,
pourquoi à Beyrouth,
et pourquoi en français ?**

sinistré de la crise, un rescapé de l'époque. Désordonnée, compliquée et parfois orageuse, notre histoire n'est pas linéaire. Elle est parsemée de drames, ponctuée d'erreurs, peut-être pleine de travers.

S'extraire du rythme effréné de l'actualité. Retrouver le point de départ. Retracer nos origines, non pas pour exalter nos racines, mais pour saisir notre mécanique première. Aujourd'hui comme hier, les questions se ressemblent. Pourquoi un journal, pourquoi à Beyrouth, et pourquoi en français ? À chaque époque, ses réponses. Avec une boussole : comprendre d'où l'on vient pour savoir où l'on va.

“Pour écrire l'histoire de sa vie, il faut d'abord avoir vécu; aussi n'est-ce pas la mienne que j'écris”, livre Alfred de Musset aux premières lignes de *La Confession d'un enfant du siècle*, son roman autobiographique. Comme lui, nous ne prêtons pas allégeance au passé. Nous n'essaierons pas de tout dire. Mais nous serons, autant que possible, fidèles aux faits.

—Stéphanie Khouri

L'autrice

ÉMILIE SUEUR
est directrice du développement numérique et ancienne rédactrice en chef de *L'Orient-Le Jour*.

Prix

UN TRAVAIL JOURNALISTIQUE RÉCOMPENSÉ

Ces dernières années, *L'Orient-Le Jour* a été récompensé en France pour son travail journalistique et sa contribution à la francophonie. En 2021, l'une de ses plumes, Caroline Hayek, s'est vu

remettre le prestigieux prix Albert-Londres de la presse écrite pour ses reportages après l'explosion du port de Beyrouth, qui a ravagé la capitale libanaise en 2020. En 2022, l'Académie française a décerné au quotidien francophone libanais la médaille de vermeil du Grand Prix de la francophonie, qui récompense ceux qui participent au rayonnement de la langue française dans le monde.

Plus qu'un journal, une famille

Pendant des années, le rituel fut le même. Sous la lumière blanche de la “cuisine”, pressés autour d'une table trop petite couverte de brochettes, houmous et taboulé disposés dans des barquettes d'aluminium, les jeunes journalistes découvraient les histoires des anciens. Quand elles étaient racontées par ces derniers, le spectacle était total. Quand des intermédiaires, mis au jus, se chargeaient de la transmission, il arrivait alors que de gros secrets, ceux que les protagonistes directs préféraient distiller dans des cercles plus fermés, fuitent.

Après s'être fait plus ou moins prier, les anciens commençaient leur histoire par une formule qui hésitait entre l'avertissement et la clause de non-responsabilité : “Tu dois savoir que pendant la guerre [entre 1975 et 1990], c'était une époque différente.” S'ensuivaient des histoires de kidnappings, d'obus tombé sur la rédaction, de nuits de bombardements passées dans les escaliers du journal... Et bien d'autres encore, que nous ne vous raconterons pas ici, car elles appartiennent exclusivement à la famille de

Contexte

Sortir un journal sous les bombes

●●● Durant la guerre civile, entre 1975 et 1990, toute l'équipe du journal “a vécu, survécu, et poursuivi jusqu'au bout sa mission : sortir un journal sous les bombes”, écrit la journaliste Caroline Hayek dans un article racontant cette période. Une période jalonnée de drames pour le quotidien. En 1976, le rédacteur en chef, Édouard Saab, “soldat de la plume”, est tué par un tireur embusqué sur la ligne de démarcation qui sépare Beyrouth. En 1983, Fabienne Thomas, qui “s'improvisait secrétaire, trésorière ou téléxiste”, est tuée dans sa voiture. En 1990, le photographe Georges Semerdjian meurt alors qu'il couvre des affrontements interchrétiens. “Ces trois disparitions dramatiques [...] vont longtemps rester inscrites dans l'ADN du journal, la rédaction en chef refusant, des décennies après, d'envoyer des reporters sur des terrains de guerre.” Il y eut également les arrestations et les enlèvements, lorsque les locaux de *L'Orient-Le Jour* se trouvaient encore à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane) et que la plupart de ses journalistes habitaient à Beyrouth-Est (à majorité

L'Orient-Le Jour. Et comme toutes les familles, celle de *L'Orient-Le Jour* a ses secrets.

Car oui, en sus d'être centenaire, d'être l'un des rares médias indépendants et francophones dans la région, *L'Orient-Le Jour* est une famille. Une famille aussi soudée que dysfonctionnelle. Une famille dont rares sont ceux qui, après leur départ, ont totalement coupé les ponts avec elle.

Pourquoi? Je me suis longtemps posé la question, moi, la Française ayant débarqué dans ce journal il y a plus de vingt-cinq ans.

Est-ce la francophonie et la rareté de cette langue dans les médias au Moyen-Orient qui créent ce lien particulier entre les membres de ce journal?

Est-ce sa ligne éditoriale, les valeurs dont il est le porte-étendard depuis sa naissance – défense de l'État de droit, des libertés, des droits des minorités, de toutes les minorités, de la diversité culturelle et religieuse, de la tolérance et du vivre-ensemble? Est-ce son indépendance, une autre “curiosité”, qui attire et retient les hommes et les femmes à *L'Orient-Le Jour*? Est-ce le fait qu'au sein de ce journal il est possible à tout un chacun d'être soi-même, sans fard?

Il me semble aujourd'hui que le lien qui unit les membres de *L'Orient-Le Jour* est le fruit d'un savant tissage de tous ces fils. Et qu'au fond les hommes et les femmes qui ont fait et font ce journal partagent, au-delà des époques et des parcours, un même rêve pour le Liban.

—Emilie Sueur

chrétienne). En 1982, ces locaux sont “dévastés par des tirs israéliens”. Heureusement, “tous les employés s'en sortent miraculièrement indemnes”.

L'Orient-Le Jour s'installera ensuite dans les quartiers chrétiens de la capitale. Cette période, les “anciens” l'évoquent “avec pudeur, et toujours avec un certain relativisme”. Ils se souviennent des “nuits à la lueur des bougies passées dans les escaliers ou dans la cave, avant d'envoyer un papier à l'imprimerie”, des “dîners à l'improviste dans les sous-sols d'hôtels” ou des “fêtes alcoolisées [...] pour oublier un instant le fait que, dehors, rien n'a changé”.

“Certains journalistes quittent le pays, les autres trompent la mort, se réfugient dans l'alcool ou le haschich, pour avoir le courage de continuer leur ‘sacerdoce’”. Et ce, “avec pour but ultime de rester fidèle à leurs valeurs, à la défense farouche de la souveraineté du pays” face aux intimidations syriennes, à l'occupation israélienne ou “aux exactions des miliciens” et, plus largement, aux “attitudes extrémistes, quelle que soit leur source”.

Liban: cinquante ans dans la tourmente

Racontée à travers les unes de "L'Orient-Le Jour", une histoire du pays du Cèdre depuis l'éclatement de la guerre civile, en 1975, celle d'un phénix qui n'a cessé de renaître de ses cendres.



13 AVRIL 1975

Un bus transportant des Palestiniens est attaqué par les forces chrétiennes dans le quartier d'Aïn El-Remmaneh, à Beyrouth, faisant 27 morts. Un "grave incident" qui était "prévisible", écrit alors *L'Orient-Le Jour*, tant la "tension ne cessait de croître" depuis que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) s'était installée au Liban, en 1969. Dans son éditorial, le journal appelait à "éteindre l'incendie" et à "calmer les esprits", craignant que cette "tragédie", qui s'inscrit dans une série de "provocations" attribuées à une "main invisible", ne provoque "un affrontement dont le Liban ne pourrait que pâtir".

Le quotidien vise juste. L'événement marque le début de la guerre civile libanaise, qui opposera les milices chrétiennes à des groupes armés musulmans pro-palestiniens.

6 JUIN 1982

Quatre ans après l'opération Litani, qui lui a permis de repousser l'OLP au-delà du fleuve éponyme dans le sud du Liban, Israël lance l'opération Paix en Galilée, destinée à détruire la résistance palestinienne. Après avoir envahi la partie sud du pays, l'armée israélienne atteint Beyrouth en huit jours et y instaure un siège de deux mois, qui s'achève par l'évacuation des derniers combattants palestiniens.



14 SEPTEMBRE 1982

L'annonce de sa mort brutale résonne "comme un cèdre qu'on abat". Trois semaines après avoir été élu président de la République, le jeune leader charismatique des Forces libanaises, Bachir Gemayel, 34 ans, est assassiné dans un attentat à la bombe à Beyrouth. En tuant "Bachir", comme l'appellent ses partisans, on a cherché à "assassiner le Liban", écrit *L'Orient-Le Jour*, à le priver de "son espérance ressuscitée" après le départ des fedayin de l'OLP et la levée du blocus israélien de Beyrouth.

18 SEPTEMBRE 1982

"Pas de sourdine à l'horreur, à son comble portée", écrit *L'Orient-Le Jour*. Quatre jours après l'assassinat de Bachir Gemayel, les camps palestiniens de Sabra et de Chatila, à Beyrouth, sont le théâtre d'un "effroyable massacre" qui se déroule à huis clos. En près de quarante-huit heures, plusieurs centaines d'hommes, de femmes et d'enfants sont tués "à la hache parfois, au pistolet-mitrailleur le plus souvent". Les images de leurs cadavres font le tour du monde. Les milices chrétiennes et l'armée israélienne, qui vient alors d'envahir le quartier musulman de Beyrouth, sont pointées du doigt.



22 OCTOBRE 1989

Au bout de trois semaines de discussions, les députés libanais signent à Taëf, en Arabie saoudite, un "document d'entente nationale" visant à mettre un terme à la guerre civile qui, en quinze ans, aura fait au moins 150 000 morts, des milliers de disparus et des centaines de milliers d'exilés ou de déplacés. C'est la première fois qu'un accord "visant à régler la crise libanaise sous ses divers aspects" est conclu et "soutenu par la communauté internationale", écrit *L'Orient-Le Jour*. Mais ce texte comporte de "nombreuses ambiguïtés", notamment sur le désarmement de toutes les milices, et une "grave lacune": "La programmation du retrait définitif de la Syrie n'est pas prévue." Le Liban est alors sous tutelle de la Syrie. Le 24 octobre, *L'Orient-Le Jour* signe un éditorial cinglant: "Epitaëf", préfigurant son opposition en tant que quotidien de référence à la domination syrienne sur le pays.

24 MAI 2000

Cette journée "sera marquée dans l'histoire du Liban par la fin de vingt-deux années d'opération israélienne du Liban-Sud", écrit *L'Orient-Le Jour*. Présente depuis 1978 dans la région, l'armée israélienne retire ses dernières troupes. Une victoire pour le Hezbollah chiite, qui a gardé ses armes après la guerre civile au nom de la "résistance" contre Israël et s'est imposé comme une force dominante dans le sud du Liban. Celle-ci deviendra progressivement hégémonique après le retrait israélien.



14 MARS 2005

"Du jamais-vu dans l'histoire contemporaine du Liban", écrit *L'Orient-Le Jour*. Ce jour-là, environ 1 million de personnes – soit près du quart de la population du pays – a afflué place des Martyrs, dans le centre-ville de Beyrouth, pour réclamer la "vérité" sur l'attentat qui a coûté la vie à l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, la "liberté" et la "souveraineté". Et faire ainsi entendre "la voix du peuple", comme l'écrit le journal le lendemain. Six jours plus tôt, le Hezbollah et les partis pro-syriens organisaient une manifestation massive, par laquelle ils "prétendaient montrer où se situe en réalité la majorité populaire". "Depuis hier, on est définitivement fixé", réplique le quotidien francophone.



12 JUILLET 2006

Israël lance la "deuxième guerre du Liban" après la mort de huit soldats israéliens et le kidnapping de deux autres par un commando du Hezbollah en territoire israélien. Pendant un mois, "la machine de guerre israélienne s'acharne sur le Liban, détruit les ponts, les aéroports et les maisons", écrit *L'Orient-Le Jour*. La guerre fait plus de 1200 morts au Liban, majoritairement des civils. Mais le journal pointe aussi du doigt "l'aventurisme de Hassan Nasrallah", le leader du Hezbollah, qui cherche à montrer qu'"il détient un pouvoir impérial de vie ou de mort sur le Liban, ses habitants, ses institutions, son infrastructure et son essor économique, culturel et touristique".



4 AOÛT 2020

Peu après 18 heures, un stock de 2750 tonnes de nitrate d'ammonium, entreposé sans précaution dans un hangar du port de Beyrouth, explose, provoquant une gigantesque déflagration – l'une des plus grandes explosions non nucléaires de l'histoire – dont le souffle pulvérise tout sur son passage. Le bilan s'élève à 220 morts et à plus de 6500 blessés. Des quartiers entiers sont détruits. "L'apocalypse",

17 OCTOBRE 2019

Le gouvernement propose une "taxe WhatsApp" sur les appels des messageries instantanées. C'est "la goutte qui a fait déborder le vase trop plein de ressentiments" de la population, "qui a laissé éclater sa colère" à Beyrouth et dans tout le pays, écrit *L'Orient-Le Jour*. Un "mouvement de protestation populaire" sans précédent émerge dans la foulée. Il a tout d'une "véritable révolte" contre une "classe politique ayant perdu à ses yeux toute légitimité". C'est le début de la *thaoura* – "révolution", en arabe. Les semaines suivantes, des manifestations contre la classe dirigeante, responsable de ce qui apparaît brutalement comme l'effondrement économique et financier du pays, sont organisées. La pandémie de Covid-19 met un coup d'arrêt au mouvement. Mais la crise économique, l'une des plus graves depuis le milieu du XIX^e siècle selon la Banque mondiale, ne cesse de sévir durant les années qui suivront. La livre libanaise perd plus de 95 % de sa valeur, propulsant l'inflation à des niveaux vertigineux et entraînant une vague de paupérisation sans précédent et à grande échelle de la population.

23 JUILLET 2015

Bienvenue dans "la République-poubelle", titre *L'Orient-Le Jour*, avec en couverture un drapeau du Liban dont le cèdre a cédé sa place à un sac-poubelle. Le pays est alors enseveli pendant plusieurs semaines sous les détritus. C'est la fameuse "crise des déchets", conséquence de l'échec des gouvernements successifs à gérer des services de base tels que l'électricité ou le ramassage des ordures. Un collectif, "Vous puez", se constitue et organise des manifestations pour dénoncer l'incurie de la classe dirigeante et la corruption endémique. Les slogans et revendications exprimés alors résonneront à nouveau quatre ans plus tard.



27 SEPTEMBRE 2024

Le charismatique leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, est tué dans un bombardement de l'armée israélienne dans la banlieue sud de Beyrouth. Le point d'orgue d'une féroce campagne militaire lancée par l'État hébreu contre le "parti de Dieu", qui avait ouvert un "front de soutien" au Hamas au début de la guerre à Gaza.

"La fin d'une ère", titre *L'Orient-Le Jour*, tant Nasrallah, qui dirigeait le Hezbollah depuis 1992, s'était imposé "comme le véritable maître des destinées du Liban", écrit le journal. Il était adulé par ses partisans comme une "icône politico-religieuse", mais ses contemporains dénoncent son "lourd héritage". Son assassinat marque le début de l'affaiblissement du Hezbollah sur le plan interne et le recul de l'Iran et de son "axe de la résistance", ses milices alliées, à l'échelle régionale. Et ouvre un nouveau chapitre pour le pays.



9 JANVIER 2025

Le chef de l'armée libanaise, Joseph Aoun, est élu président de la République libanaise, après plus de deux ans de vacance de la magistrature suprême. Avec le nouveau Premier ministre, Nawaf Salam, magistrat à la stature internationale, nommé quelques jours plus tard, il est le porteur d'un discours et d'un programme ambitieux qui signent "le retour de l'État", titre *L'Orient-Le Jour*. "L'élection de Joseph Aoun marque l'entrée du Liban dans une nouvelle ère. Elle n'aurait pas été possible sans la défaite du Hezbollah, sans la chute du régime syrien [le 8 décembre 2024] et sans l'effondrement de l'axe de la résistance", écrit le journal. "Mais cela ne doit pas nous faire oublier que le plus dur reste à faire", tempère le quotidien. Des réformes structurelles sont attendues pour amorcer un vaste chantier de relance économique, après six ans d'une crise monumentale qui s'est éternisée, et de reconstruction, après la guerre entre Israël et le Hezbollah, qui s'est achevée par un cessez-le-feu le 27 novembre.

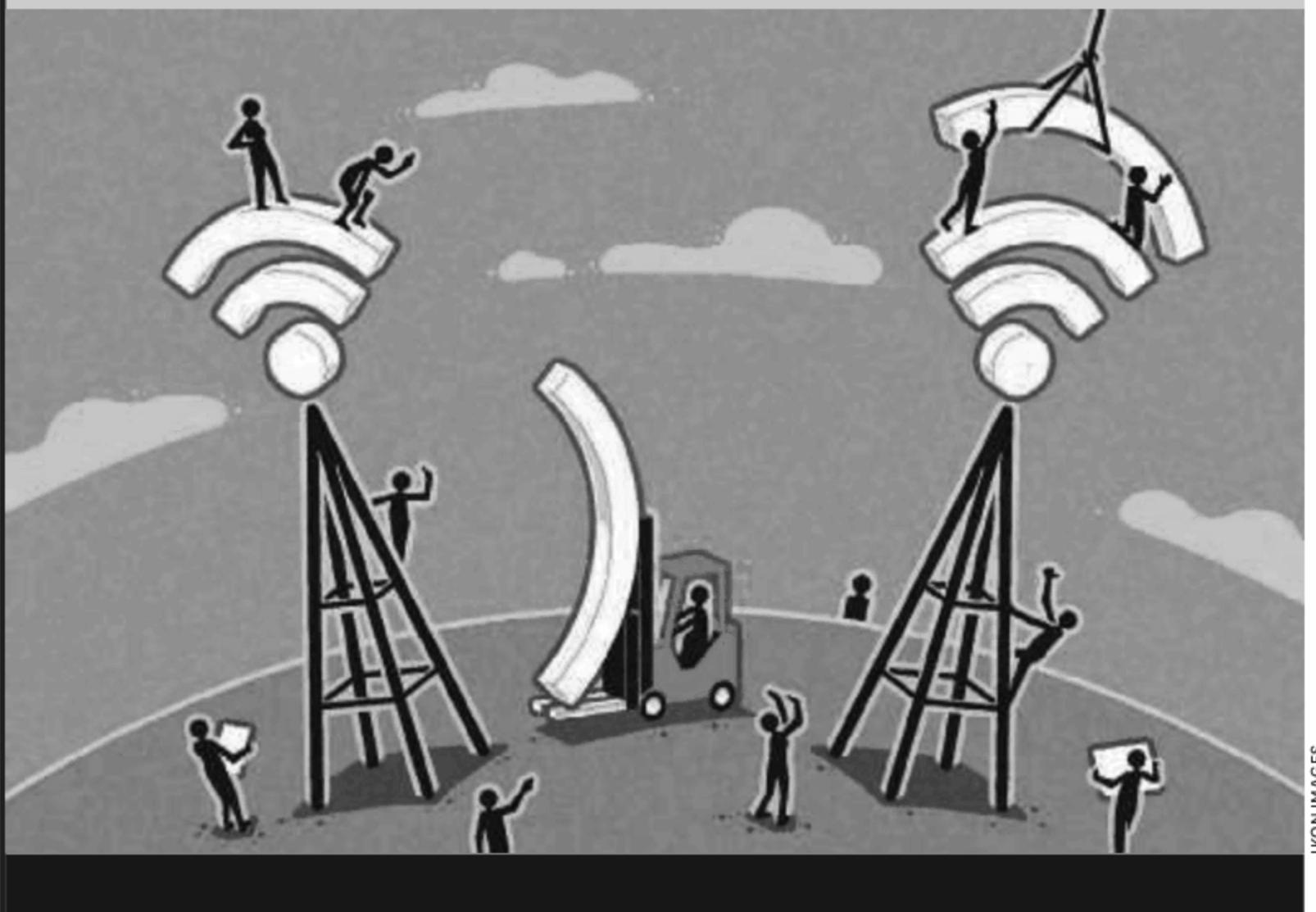
trans- versales. économie



Sciences.....	39
Techno	40
Signaux	41

Pourquoi la 2G fait de la résistance

Télécoms. Pas moins de 61 pays ont entamé ou prévu l'arrêt de leur réseau de deuxième génération. Mais des centaines de millions de personnes s'en servent encore, des pays accompagnent la transition vers la 4G et la 5G.



— Rest of World (New York)

En novembre dernier, le téléphone portable de Nguyen Thi Que a tout à coup cessé de fonctionner quand les opérateurs vietnamiens ont définitivement fermé le réseau 2G. «Je me suis dit que j'allais m'acheter un nouveau téléphone, sauf que je n'ai pas l'argent», explique cette vendeuse de thé glacé de 73 ans, croisée fin janvier à un arrêt de bus de Hanoï.

Le programme du Vietnam était simple : fournir gratuitement des téléphones 4G d'entrée de gamme pour aider les abonnés 2G en situation précaire à sauter le pas. La stratégie

a porté ses fruits, faisant fondre leur nombre de plus de 18 millions en janvier 2024 à 143 000 en novembre de la même année.

Le Vietnam s'est ainsi taillé une place sur la liste grandissante de pays – comme l'Australie, le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, les Émirats arabes unis, Brunei, la Suisse, le Costa Rica et la Jamaïque – à avoir tourné la page de la technologie 2G [réseau de «deuxième génération» qui s'appuie sur une technologie radio visant à partager un spectre hertzien entre de nombreux utilisateurs].

Au total, pas moins de 61 États, des États-Unis au Brésil en passant par l'Afrique du Sud, l'Inde

et la Chine, ont prévu ou déjà amorcé la fermeture de leurs réseaux 2G, selon les données de GSMA Intelligence, la branche recherche d'une association représentant les opérateurs de téléphonie mobile. L'objectif est d'élargir la bande de fréquence des réseaux 4G et 5G en récupérant le spectre de la 2G, afin de réduire les coûts de maintenance tout en étoffant le nombre d'abonnés et le chiffre d'affaires. Seulement voilà, l'arrêt de la 2G risque de creuser un peu plus la fracture numérique au détriment des plus précaires, ce qui complique la prise de décision.

Des centaines de millions de personnes à travers le monde

utilisent encore la 2G. Le prix des smartphones, les compétences numériques qu'ils supposent et la mauvaise qualité de certaines connexions sont autant de facteurs qui permettent aux téléphones les plus rudimentaires de conserver leur utilité.

«Des pays comme le Vietnam, le Pakistan ou l'Inde cherchent à attirer les investisseurs et, pour ce faire, il est très très important pour eux d'avoir un réseau 4G ou 5G de qualité», explique Jeanette Whyte, responsable des politiques publiques pour l'Asie-Pacifique à la GSMA. «Mais pour pouvoir passer à la 5G, on a besoin de fréquences et c'est une ressource rare.»

Les jours de la 2G étant comptés, les ventes mondiales de téléphones de base ont décroché, passant de 374 millions en 2019 à 200 millions en 2024, selon le cabinet d'études Counterpoint, même si les opérateurs de pays comme l'Inde et l'Afrique du Sud continuent d'investir dans des téléphones 4G premier prix, destinés à l'immense marché des populations à bas revenus.

Selon une enquête de l'Alliance for Affordable Internet [«Alliance pour un Internet abordable»], en 2021, l'achat d'un smartphone premier prix coûtait 30 % des revenus mensuels de 2,5 milliards de personnes à travers le monde, pour la plupart en Asie et en Afrique.

Si les autorités de régulation des télécos du monde entier ont convenu de délaisser la 2G, beaucoup n'ont pas encore arrêté de calendrier, de crainte de creuser la fracture numérique et de

ne sont vraiment conscientes de ce problème qui n'est pas débattu dans l'espace public, et c'est là que le bâton blesse.»

En juin 2022, l'Afrique du Sud s'est donné pour objectif de supprimer la 2G avant le 30 juin 2024 et la 3G avant le 30 mars 2025. Ces échéances ont finalement été abandonnées, ces fermetures risquant d'exclure près de 20 millions de personnes.

Sensibilisation. Encore aujourd'hui, certains des téléphones les plus vendus en Afrique du Sud sont en effet des modèles qui ne fonctionnent qu'avec la 2G et ne coûtent parfois pas plus de 8 dollars [7 euros]. Certains utilisateurs de smartphones comme les chauffeurs de VTC ont souvent un téléphone 2G de secours en raison du risque élevé d'agression, explique Melithemba Mnguni, secrétaire général de l'E-Hailing Partners Council, une association de chauffeurs de VTC. Les téléphones rudimentaires «n'intéressent pas les voleurs», dit-il.

Dans ce pays, un opérateur public, Telkom, n'en a pas moins supprimé les services 2G sur l'essentiel du territoire, ayant constaté qu'ils représentaient moins de 1 % du trafic sur son réseau. Les deux principaux opérateurs africains, MTN et Vodacom, ont préféré couper la 3G avant la 2G, car elle mobilise une bande de fréquences plus large.

Mais la décision ne peut pas reposer sur les seuls opérateurs, rappelle Jeanette Whyte de la GSMA. «C'est de la responsabilité conjointe de l'État et de l'industrie», ce qui suppose un gros travail de sensibilisation, de résorption de la fracture numérique, ainsi que des aides financières, dit-elle.

Au Vietnam, la campagne gouvernementale s'est appuyée sur une entreprise publique, Viettel, premier opérateur du pays, qui a non seulement proposé des smartphones à petit prix, mais a également envoyé des représentants dans les villages reculés pour persuader les Vietnamiens de passer à la 4G en leur offrant des téléphones de base. L'opérateur a aussi proposé, plusieurs mois avant la fermeture de la 2G, des forfaits à prix réduit dans tout le pays.

Viettel a déboursé 300 milliards de dongs [10 millions d'euros] pour offrir des téléphones 4G à 700 000 de ses abonnés 2G.

L'arrêt de la 2G risque de creuser la fracture numérique au détriment des plus précaires.

perturber le fonctionnement de certains dispositifs, comme les capteurs de pollution et les appareils de contrôle du réseau électrique, fait remarquer Mike Jensen, spécialiste de l'accès à Internet à l'Association for Progressive Communications, un réseau international de défense de l'Internet au service du progrès social. «Ni la société civile ni les associations qui s'occupent des plus démunis et des inégalités

✓ Dessin de Matt Kenyon,
Royaume-Uni.

Son concurrent Mobifone a élaboré une offre similaire en ciblant la clientèle 2G.

Dans le mois qui a suivi la fermeture du réseau 2G, un employé Viettel est venu apporter en personne un nouveau téléphone à Nguyen Thi Que, la vendeuse de thé glacé de Hanoï, qui, au départ, a eu un peu de mal à le faire fonctionner, dit-elle.

Le succès de la campagne vietnamienne peut être attribué à la disponibilité de téléphones 4G d'entrée de gamme, qui ont permis d'«aider les gens à franchir le pas vers la 4G en utilisant un appareil qui leur était familier», explique Shubham Nimkar, analyste à Counterpoint.

En Inde, Reliance Jio, le premier fournisseur de services télécoms, a opté pour une stratégie analogue voilà plusieurs années pour séduire les 250 millions d'abonnés 2G qui utilisaient d'autres réseaux [que les siens]. Comme en Afrique du Sud, le gouvernement s'est gardé de fixer une date butoir pour la fermeture du réseau 2G.

Patriarcat. En 2017, Reliance Jio a sorti le JioPhone, un téléphone «vraiment gratuit» – un modèle 4G avec options Internet comme l'audio et la vidéo en streaming et des applications de paiement. Dix mois après son lancement, le JioPhone caracolait en tête du marché mondial des téléphones d'entrée de gamme avec 18,2 millions d'appareils écoulés. Le JioBharat, le dernier modèle de Reliance Jio, coûte seulement 1 099 roupies [11 euros]. Reliance Jio prévoit de réitérer le carton du JioPhone en lançant un téléphone 5G basique, rapportait [en juillet 2024 le site spécialisé] TechCrunch.

«La décision de Reliance Jio de tourner le dos à la 2G répond avant tout à des intérêts commerciaux, sachant que l'ensemble de son infrastructure réseau est en 4G ou en 5G», analyse Osama Manzar, fondateur et directeur de la Digital Empowerment Foundation, une association qui a son siège à Delhi. «Mais cette stratégie risque d'aggraver la fracture numérique si elle est mise en œuvre prématurément, car des millions de personnes ne sont pas encore prêtes à un tel changement.»

En Inde, les téléphones 2G représentaient encore 73% des 55 à 60 millions d'appareils d'entrée

En Inde, les téléphones 2G représentaient 73 % des appareils d'entrée de gamme vendus en 2024.

de gamme vendus en 2024, le reste étant des modèles 4G, selon Shilpi Jain, analyste à Counterpoint.

Les ventes de téléphones à bas prix sont également dictées par des attitudes patriarcales tenaces dans des pays comme l'Inde et le Pakistan, où les femmes se sentent souvent obligées d'utiliser des téléphones rudimentaires, les smartphones étant supposés permettre un trop large accès à l'information ou une exposition à l'influence masculine.

Osama Manzar fait observer : «Abandonner la 2G sans y associer une politique tenant compte des besoins générés risque de creuser la fracture numérique entre les hommes et les femmes.»

À l'heure où la concurrence se durcit, la société taïwanaise CloudMosa a mis au point le Cloud Phone, qui permet aux téléphones 4G d'accéder aux actualités et d'installer des applications populaires comme TikTok, Facebook et YouTube. Cette technologie a été testée pour la première fois en Inde à la fin de 2023, en partenariat avec le fabricant de téléphones sous Android HMD, puis avec Viettel au Vietnam, en août de l'année dernière.

À la fin de 2024, plus d'un million d'appareils étaient équipés de la technologie Cloud Phone sur le marché mondial, selon Shioupyn Shen, fondateur et PDG de CloudMosa. Son entreprise s'est donné pour objectif de vendre 200 millions d'appareils dans les deux années à venir, et négocie avec des opérateurs et des fabricants pour s'étendre en Afrique du Sud, au Kenya, en Thaïlande, au Bangladesh et au Pakistan, entre autres pays.

À Hanoï, Nguyen Thi Que se réjouit que son téléphone fonctionne, mais reconnaît ne pas savoir si elle peut aller sur Internet avec. «Je n'y connais rien, je sais seulement passer des appels», dit-elle. Quelques minutes plus tard, un client lui propose de payer sa limonade avec un code QR, mais la commerçante ne sait pas comment ça marche.

—Lam Le,
publié le 7 mars

SCIENCES

Un poisson nommé «*Titanolebias calvinoi*»

BIODIVERSITÉ — Dans le parc national Chaco, dans la province du même nom, en Argentine, une équipe de scientifiques a découvert une toute nouvelle espèce de poisson, baptisée *Titanolebias calvinoi*. Décrit dans la revue spécialisée *Zoologischer Anzeiger*, l'animal, à peine plus grand que la paume d'une main, est de couleur grisâtre et ses yeux sont rouges. «Sa vie commence et s'achève dans de petites flaques d'eau qui s'évaporent quand il cesse de pleuvoir et que le soleil brille sur le Chaco», détaille *La Nación*. Mais la génération suivante apparaîtra quand même aux mêmes endroits. Par quelle prouesse? Les scientifiques ont compris que les œufs de ce poisson sont capables de survivre enterrés une fois que les flaques ont séché, et ce pendant des années, ce qui les rend résistant aux sécheresses. Quand la pluie revient et que les flaques se forment à nouveau, les œufs éclosent et donnent vie aux poissons.

Les fleurs entendent et récompensent les abeilles pollinisatrices

ACOUSTIQUE — À l'occasion du Congrès international d'acoustique et de celui de la Société américaine d'acoustique, qui se sont déroulés à La Nouvelle-Orléans du 18 au 23 mai, Francesca Barbero, chercheuse à l'université de Turin, en Italie, a présenté les résultats étonnantes d'une étude sur les fleurs et leurs pollinisateurs : «Les plantes pourraient entendre le bourdonnement des abeilles et leur offrir plus de nectar quand ces insectes sont dans les parages», résume *The Guardian*. «Ce comportement serait une stratégie de survie qui permettrait de donner plus de nectar et de sucre aux abeilles qu'aux insectes voleurs de nectar qui n'offrent pas de bénéfices reproductifs», indique le journal britannique.

Les abeilles et leurs compétiteurs pour les fleurs ont des signaux acoustiques

différents. Pour savoir si les fleurs savent les distinguer, les chercheurs ont passé des enregistrements de bourdonnements d'abeilles sauvages *Rhodanthidium sticticum*, mais aussi des enregistrements de sons ambients ou de vrombissements d'autres insectes à proximité de mufliers. Ces plants produisaient alors davantage de nectar, en outre plus sucré, seulement en réponse aux bourdonnements des abeilles. Francesca Barbero et ses collègues ont ensuite analysé l'expression des gènes des plantes et constaté qu'elle avait changé pour les gènes impliqués dans le transport du sucre et la production du nectar.

Si les scientifiques ne savent toujours pas comment les plantes «entendent», «il y a une accumulation de données qui montrent que les insectes et les plantes sont capables de ressentir et de produire, voire de transmettre, des signaux vibro-acoustiques», rappelle Francesca Barbero, dont les propos sont rapportés par le *Guardian*.

Les baleineaux à bosse peuvent naître pendant la migration

BIOLOGIE — L'étude d'une population de baleines à bosse (*Megaptera novaeangliae*) qui vit au large de la côte est de l'Australie et migre, pour se reproduire, de l'océan Austral, froid et riche en nourriture, vers une zone chaude et tropicale plus au nord, montre que les femelles peuvent mettre bas pendant ce voyage, et non pas seulement, comme on le pensait, dans les aires de reproduction. «Ces baleineaux vulnérables, qui ne sont pas encore bons nageurs, doivent parcourir de longues distances bien plus tôt que s'ils étaient nés dans les zones de reproduction», explique à *Popular Science* Tracey Rogers, spécialiste en écologie marine à l'université de Nouvelle-Galles du Sud, en Australie. En outre, le trajet les expose, ainsi que leurs mères, aux dangers d'une route maritime extrêmement fréquentée. Les résultats de cette étude sont détaillés dans la revue *Frontiers in Marine Science*.



← Baleine à bosse.
Whit Welles/
Wikimedia
Commons



Réensabler les Maldives

Ingénierie. Grâce à de gros sacs immergés, des chercheurs espèrent sauver les Maldives. Avec la seule force des courants marins.



— MIT Technology Review
(Cambridge, États-Unis)

Vus du ciel, la vingtaine d'atolls des Maldives ressemblent un peu à des ossements, ou à la silhouette d'un corps tracé à la craie sur une scène de crime. Mais ces formations géologiques sont loin d'être figées pour l'éternité. Elles sont issues d'un processus vivant, fruit de la croissance des récifs coralliens vers la surface pendant plusieurs centaines de milliers d'années. [À l'intérieur de ces atolls], les courants ont charrié le sable – composé de minuscules fragments de ces mêmes coraux –, qui s'est accumulé jusqu'à former plus d'un millier de petites îles.

Mais ces courants sont aussi particulièrement changeants et peuvent emporter de nouveaux bancs de sable aussi vite qu'ils les ont façonnés, en l'espace de quelques semaines. Au cours des décennies à venir, la vie quotidienne des 500 000 habitants de l'archipel – la nation vivant à la plus faible altitude – dépendra de notre capacité à stabiliser ce sable. Plus de 90 % des îles subissent une forte érosion, et une bonne partie du pays pourrait devenir inhabitable d'ici à 2050, sous l'effet du changement climatique.

Au large de l'un de ces atolls, au sud de Malé, la capitale, des chercheurs testent actuellement une méthode de capture du sable, en vue de former des îles, de rebâtir des plages et de protéger les communes littorales de la montée des eaux. Pour ce faire, ils ont installé une étonnante structure dans le lagon d'Emboodhu Finolhu, à dix minutes de nage de la rive : six épais sacs en géotextile, immergés dans l'océan. Ce dispositif, baptisé "Ramp Ring", déployé dans le cadre du projet Growing Islands, a la forme de deux parenthèses distantes de 90 mètres l'une de l'autre.

Le sable s'accumule quelle que soit la direction des vagues.

Skylar Tibbits, MIT

Ces sacs d'environ 2 mètres de hauteur ont été placés là en décembre dernier, et, dès le mois de février suivant, les prises de vues sous-marines ont révélé qu'environ 1,50 mètre de sable s'était accumulé derrière chacun d'entre eux, preuve que les structures passives peuvent permettre de remblayer rapidement les plages et, à terme, de créer une base solide

pour de nouvelles îles. "Il y a une tonne de sable ici, c'est vraiment prometteur", se félicite Skylar Tibbits, fondateur du Self-Assembly Lab du Massachusetts Institute of Technology (MIT), qui mène ce projet en partenariat avec Invena, entreprise de Malé spécialisée dans les technologies et la lutte contre le changement climatique.

Le Self-Assembly Lab conçoit des outils capables, grâce à une programmation adéquate, de se transformer ou de s'"autoassembler" dans l'air ou sous l'eau, grâce aux forces de la nature – la gravitation, le vent, les vagues ou l'énergie solaire, par exemple. Il a notamment créé des plaques de fibres de bois capables de se transformer en structures en trois dimensions lorsqu'on les éclabousse d'eau et qui pourraient, espèrent les chercheurs, être un jour utilisées pour créer des meubles en kit assemblables sans outils.

Growing Islands est leur plus grand projet jusqu'à présent. Depuis 2017, dix expériences ont été menées aux Maldives pour tester différents matériaux, sites et stratégies, notamment des structures gonflables et des filets textiles. Beaucoup plus grand que ses prédecesseurs, le Ramp Ring a vocation à surmonter le principal obstacle rencontré jusque-là :

le changement de direction des courants. Car aux Maldives, ces derniers évoluent au fil des saisons [en fonction notamment de la mousson].

Comme les premières structures testées par le Self-Assembly Lab ne permettaient de capturer qu'un seul type de courant à la fois, elles restaient inexploitables plusieurs mois par an. Le Ramp Ring, à l'inverse, est "omnidirectionnel", et peut donc amasser du sable tout au long de l'année. Skylar Tibbits décrit : "C'est une sorte de grand anneau, de grosse boucle, qui accueille du sable quelles que soient la saison et la direction des vagues."

Flux de sable. Cette expérience laisse entrevoir une méthode durable de protection de l'archipel, dont la population croissante vit en grande partie du tourisme – les plages de sable blanc et les innombrables récifs coralliens attirent chaque année 2 millions de touristes. La plupart des 187 îles inhabitées ont déjà connu une intervention humaine pour remblayer les plages ou lutter contre l'érosion : installation de blocs de béton, construction de jetées ou de brise-lames. Mais, depuis les années 1990, la méthode la plus utilisée est le dragage. Des bateaux équipés de pompes ultrapuissantes aspirent le sable dans une zone de l'archipel et le recrachent un peu plus loin.

Cette solution provisoire permet de remblayer rapidement les plages et de bâtir des îles personnalisables à l'envi, que ce soit pour accueillir

✓ Six gros sacs immergés recueillent le sable. Photo Invena & Self-AssemblyLab, MIT.

les touristes ou les habitants des îles surpeuplées comme Malé. Mais elle laisse aussi derrière elle des zones mortes, privées de sable, et des nuages de sédiments qui se répandent dans l'océan et comme une sorte de smog asphyxiant sous-marin. L'an dernier, le gouvernement a interdit temporairement le dragage afin d'éviter d'endommager davantage les écosystèmes coralliens, déjà altérés par la hausse des températures marines.

Growing Islands offre une solution de remplacement prometteuse, selon Holly East, géographe à l'université de Northumbria, au Royaume-Uni. La chercheuse, qui ne participe pas au projet, souligne l'importance du choix des zones d'immersion du dispositif Ramp Ring : elles doivent être déterminées avec la plus grande attention, pour ne pas interrompre les flux de sable qui contribuent déjà naturellement à la formation des littoraux.

C'est précisément pour cela que Skylar Tibbits et Sarah Dole, cofondatrice d'Invena, se sont lancés dans une analyse satellite du lagon d'Emboodhu Finolhu. Ils cherchent à comprendre la façon dont les sédiments se déplacent au sein des atolls. Grâce à ces observations, l'équipe est en train de concevoir une plateforme prédictive baptisée "Littoral", sorte de "système de veille sanitaire du transport de sédiments", selon Sarah Dole. Cette banque d'information permettra d'identifier les plages qui perdent du sable et de "détecter les zones menacées par l'érosion". Les organismes publics et les promoteurs pourront ainsi déterminer au mieux où placer les futures structures comme le Ramp Ring.

Growing Islands bénéficie du soutien de la National Geographic Society, du MIT, du groupe d'ingénierie sri-lankais Sanken et de promoteurs spécialisés dans le tourisme. En 2023, le projet a reçu un joli coup de pouce de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) : une subvention de 250 000 dollars qui a permis de financer le Ramp Ring et aurait permis de donner une envergure nouvelle au projet. Mais avec la suppression de la quasi-totalité des programmes de l'agence depuis le retour au pouvoir de Donald Trump, Growing Islands cherche de nouveaux partenaires.

— Matthew Ponsford,
publié le 21 avril



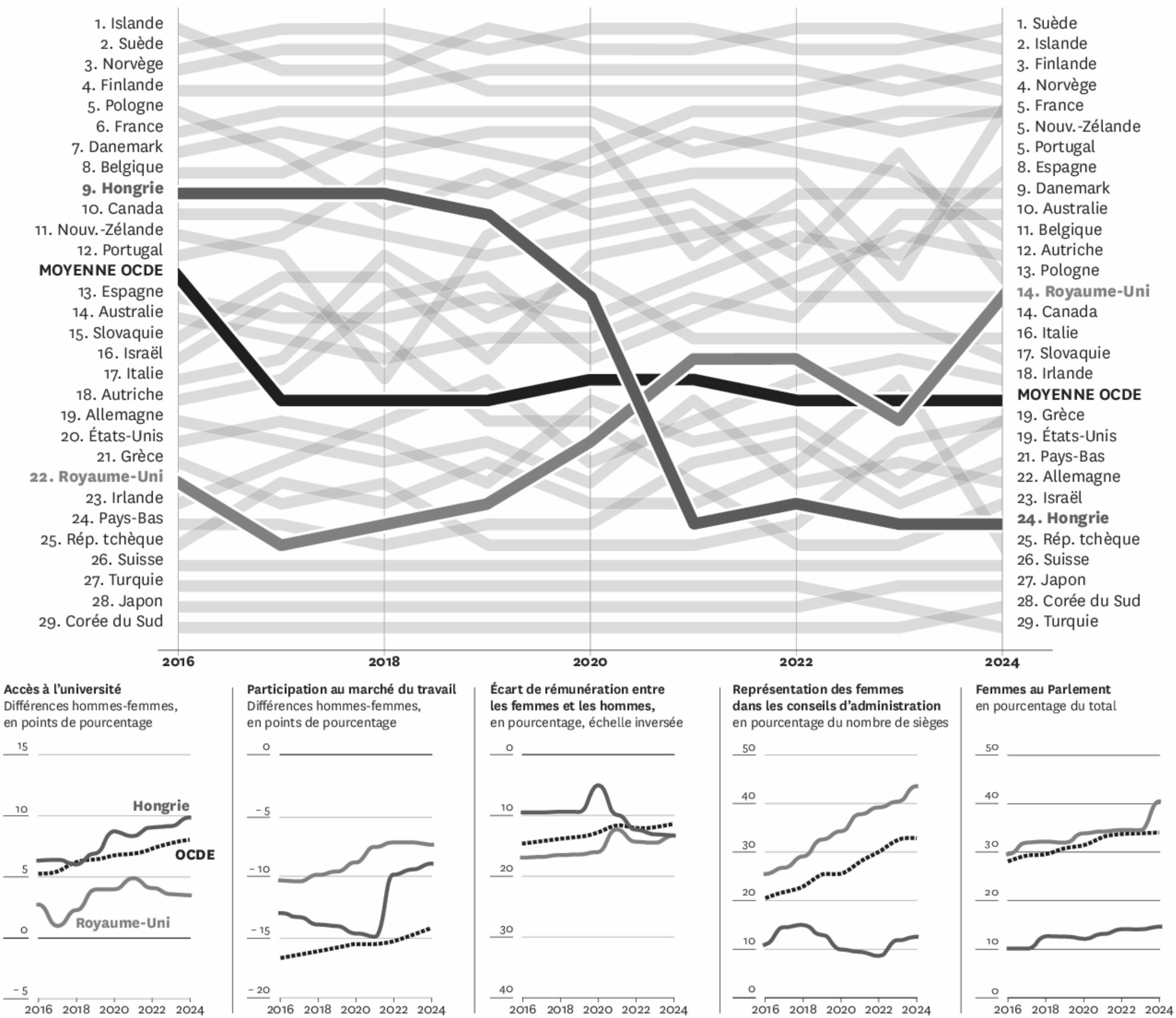


Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Un plafond de verre plus ou moins épais

Pour les femmes, en 2024, mieux valait travailler au Royaume-Uni qu'en Hongrie

Classement de 29 pays selon l'indice du plafond de verre



THE ECONOMIST. Cette infographie est extraite de la version parue le 5 mars sur le site de l'hebdomadaire britannique. Chaque année il publie son indice du plafond de verre, qui permet de comparer les conditions de travail des femmes et d'établir un

classement pour 29 pays. L'indice est construit en combinant dix critères tels que le salaire moyen par rapport à celui des hommes ou la représentation en politique. Ici, on met en évidence le pays qui a le plus progressé et celui qui a le plus reculé entre 2016 et 2024.

360



MAGAZINE

Iron Biby, fierté burkinabè • Sport	46
Clair Obscur, bijou français • Plein écran	49
Le Napoléon du Pacifique • Histoire	50

L'aiguille, une révolution paléolithique

L'humanité a commencé à se vêtir bien avant d'avoir créé la première aiguille. Mais, grâce à cet objet et à son ancêtre le poinçon, les tenues se font plus ajustées et prennent une fonction sociale, en plus de préserver du froid. —New Scientist [Londres]

Les Vénus paléolithiques sont des statuettes surtout connues pour leurs caractéristiques sexuelles. On a estimé que ces sculptures aux formes féminines souvent plantureuses, réalisées il y a environ 30 000 à 20 000 ans, pouvaient être des figures rituelles de fertilité, des représentations de la déesse mère ou des autoprotraits. Mais rares sont ceux qui voient en elles des icônes de mode. Pourtant, certaines donnent un bel aperçu de la manière dont était vêtue une femme élégante à l'âge de la pierre. L'une d'elles, provenant de Kostienki, en Russie, arbore une robe portefeuille à bretelles, tandis que d'autres portent des minijupes. Quant à la célèbre Vénus de Willendorf, elle n'a pour toute parure qu'une coiffe tressée, mais très belle.

Ces statuettes sont très éloignées de l'idée que l'on se fait habituellement des hommes préhistoriques emmitouflés dans des fourrures animales. Selon l'archéologue

Olga Soffer, professeur émérite à l'université de l'Illinois à Urbana-Champaign, le fait que leurs vêtements soient représentés dans les moindres détails témoigne de l'importance de l'habillement pour ces sociétés ayant vécu il y a des dizaines de milliers d'années.

Ce qui, au départ, répondait juste à un besoin – celui de tenir chaud – a finalement servi de support à l'expression esthétique. Aujourd'hui, de nouvelles découvertes chamboulent la façon dont on concevait jusqu'alors cette évolution.

Les vêtements étant fabriqués à partir de matières périsposables, les plus anciens que l'on ait retrouvés n'ont qu'environ 10 000 ans. Mais il est possible de suivre leur évolution à une période antérieure par d'autres moyens, comme le montrent les Vénus. Ces statuettes fournissent des indices archéologiques de l'origine extrêmement ancienne de simples capes, mais aussi d'habits plus élaborés. Néanmoins, c'est à propos de l'utilisation des aiguilles, soit la technique la plus liée aux vêtements, que la recherche apporte les informations les plus surprenantes. Elle révèle comment nos ancêtres ont fait de l'objet fonctionnel qu'était le vêtement une nécessité sociale et un moyen de s'affirmer.

“S'il nous paraît tout à fait naturel aujourd'hui de porter des vêtements et de ne pas se montrer nu en public, cette habitude ne va pas de soi, explique Ian Gilligan, de l'université de Sydney, en Australie. D'ailleurs, aucune autre espèce animale ne met d'habits.”

Certes, il existe de rares exemples d'animaux qui aiment se parer d'objets et qui transmettent cette mode à leurs congénères, comme les orques qui se couvrent la tête d'une sorte de chapeau de saumon, ou les chimpanzés qui se mettent un brin d'herbe dans l'oreille,



↓ Dessin d'Agata Nowicka,
États-Unis.

SOURCE

**NEW SCIENTIST**

Londres, Royaume-Uni

Hebdomadaire

65 247 exemplaires

newscientist.com

Stimulant, soucieux d'écologie et bon vulgarisateur, c'est l'un des meilleurs

magazines d'information scientifique du monde. Créé en 1956, il réalise près de la moitié de ses ventes à l'étranger. Il s'intéresse aux progrès scientifiques et technologiques dans le domaine de l'environnement et dans l'industrie, mais aussi dans la vie quotidienne.



mais l'être humain a donné à l'habillement une tout autre dimension.

Pour comprendre comment on en est arrivés là, il faut remonter à près de 2 millions d'années, à l'époque où nos ancêtres auraient perdu leur couverture de poils. C'est ce qui les aurait aidés à survivre dans le climat chaud et sec qui régnait alors dans certaines régions d'Afrique, en plus de leur pouvoir de sudation accru. Cependant, l'absence de fourrure corporelle est devenue un net inconvénient par la suite, lorsque le climat

s'est refroidi ou que ces hominidés ont migré vers des régions plus fraîches. Mais, grâce à leur inventivité, nos lointains ancêtres ont trouvé des astuces pour surmonter cet obstacle thermique. *“Même si nous ne possédons pas de vêtements datant de cette époque, nous avons différentes preuves indirectes de leur existence”*, précise Ian Gilligan.

De premiers indices montrant que les hominidés se couvraient nous sont fournis par les grattoirs à peaux. Ces outils plats en pierre, qui ont fait leur apparition il y a environ 500 000 ans, servaient à nettoyer l'intérieur

des peaux de bête, une étape essentielle à la fabrication de vêtements en fourrure. Cette évolution correspond à un tournant majeur dans le climat de la Terre, avec non seulement un abaissement des températures moyennes, mais aussi des variations extrêmes de température sur des périodes trop courtes pour permettre une adaptation de l'homme par le développement de nouvelles caractéristiques, comme la repousse d'une couverture de poils. Francesco d'Errico, chercheur à l'université de Bordeaux, souligne : *“C'est assez incroyable*

de constater que les premières preuves d'utilisation d'outils en pierre pour le travail des peaux de bête coïncident précisément avec l'entrée dans une période à la fois plus froide et marquée par des brusques changements climatiques, il y a 500 000 à 400 000 ans."

Pour autant, à l'époque, l'attachement de nos ancêtres aux vêtements n'était pas encore total. C'est ainsi qu'on trouve plus de grattoirs à peaux sur les sites occupés pendant les phases froides que sur ceux occupés pendant les périodes chaudes. "Cela indique que les gens portaient des vêtements pour se réchauffer si nécessaire, mais qu'ils restaient nus lorsque le temps devenait plus clément", explique Ian Gilligan. En d'autres termes, les vêtements n'avaient qu'une fonction utilitaire et n'étaient mis que ponctuellement.

Pouvoir s'habiller plus chaudement a permis aux hommes de gagner des régions auxquelles ils n'étaient pas adaptés physiologiquement.

D'autres indices proviennent de marques de découpe caractéristiques sur les os indiquant qu'un animal a été dépouillé pour sa fourrure. L'analyse des os trouvés dans la grotte des Contrebandiers [située non loin de Rabat] au Maroc, par exemple, laisse à penser que le travail du cuir y était déjà pratiqué il y a au moins 90 000 ans. D'autre part, les empreintes de pas d'un enfant, probablement néandertalien, montrent qu'il portait des chaussures il y a environ 120 000 ans, dans ce qui est aujourd'hui la Grèce. Et puis il y a les poux : grâce à des études génétiques, on sait que les poux de corps (qui vivent sur les vêtements) ont évolué à partir des poux de tête il y a au moins 83 000 ans, voire 170 000 ans. On peut en déduire que certaines populations humaines portaient des vêtements bien avant cette date. Les poux ayant besoin de se nourrir de sang humain au moins tous les trois ou quatre jours, cette spéciation "marque le début du port de vêtements de manière relativement régulière", explique Ian Gilligan.

Selon toute probabilité, les premiers vêtements étaient des habits assez amples, comme des capes ou des manteaux genre poncho, faciles à fabriquer mais pas très chauds par temps froid. Grâce aux précieuses découvertes de ces deux dernières décennies, nous savons aujourd'hui que tout a commencé à changer il y a environ 75 000 ans, lorsque des populations d'Afrique australe ont inventé un nouveau type d'outil : le poinçon.

Fabriqué en os, il permettait de percer, et donc de faire des coutures, rendant possible la confection de vêtements plus ajustés. Les plus anciens poinçons connus proviennent de la grotte de Blombos en Afrique du Sud ; en analysant les marques d'usure qu'ils comportaient, les chercheurs en ont déduit qu'ils étaient utilisés pour percer des trous dans des matériaux souples, comme des peaux de bête travaillées au préalable. Des poinçons datant d'environ 47 000 ans ont aussi été trouvés à Carpenter's Gap en Australie, et d'autres datant d'environ 45 000 ans en Europe. Après cette période, ces instruments figurent de plus en plus souvent dans la boîte à outils des habitants de ces régions.

Un autre élément trouvé en 2023 montre que les hommes ont alors cherché à avoir des vêtements plus près du corps. Il s'agit d'un fragment d'os vieux de 39 000 ans découvert

en Espagne, qui, après analyse, s'est révélé être une "planche à perforer" servant à faire des trous pour coudre le cuir. L'os comporte des entailles formant un étrange motif qui semble correspondre aux coups donnés à travers la peau de bête par un burin (un outil en pierre rappelant un ciseau) – une méthode encore utilisée de nos jours par les cordonniers et dans les sociétés traditionnelles. On pouvait ensuite faire passer le fil dans les trous pour réaliser une couture serrée.

Si ces outils et techniques sont si importants, c'est parce que, grâce à eux, il a été possible de créer des vêtements ajustés et d'en mettre plusieurs les uns sur les autres ; cela a marqué, si l'on peut dire, le début des sous-vêtements. Le fait de pouvoir s'habiller plus chaudement a permis aux hommes de gagner des régions auxquelles ils n'étaient pas adaptés physiologiquement. Cela pourrait même expliquer l'épanouissement d'*Homo sapiens* après sa migration en Europe il y a quelque 45 000 ans durant la dernière période glaciaire, alors que l'espèce des néandertaliens, elle, s'est éteinte il y a environ 40 000 ans.

En effet, Mark Collard, chercheur à l'université canadienne Simon-Fraser, et ses collègues ont constaté que les sites occupés par l'homme de Néandertal contenaient moins d'ossements d'animaux ayant une fourrure propice à la confection de vêtements, comme les ours, les bisons et les cerfs. En outre, contrairement aux sites occupés par *Homo sapiens*, il n'y avait pas de traces d'animaux ayant un pelage composé de poils longs et courts à la fois – comme les belettes, les carcajous et les chiens –, dont les peaux très chaudes auraient constitué une garniture idéale pour les capuchons et les manches.

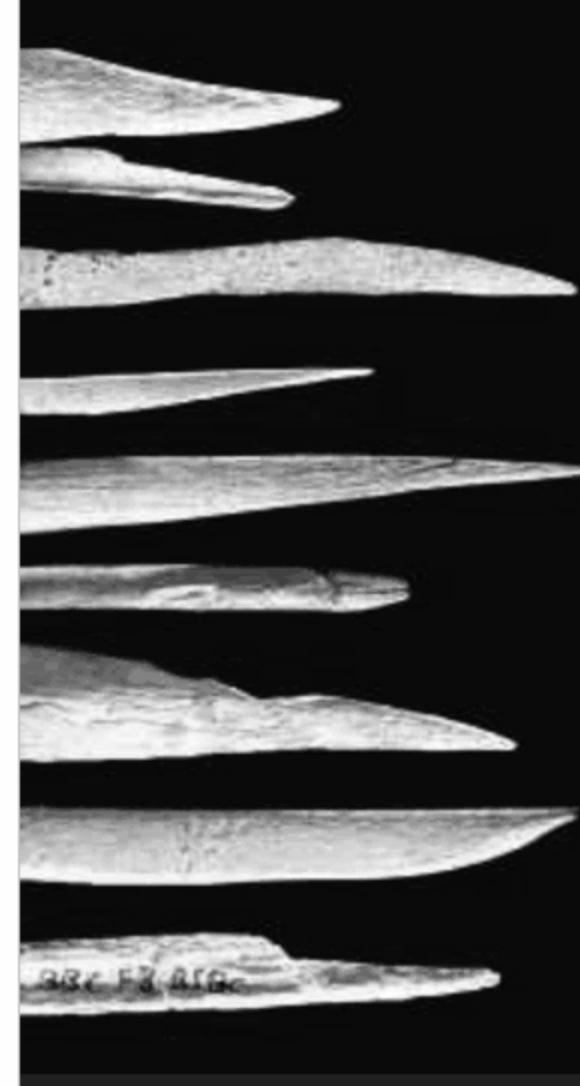
La question de l'habillement des néandertaliens est très controversée : pour certains chercheurs, ils ne portaient carrément rien, tandis que, selon d'autres découvertes, ils ne mettaient que des sortes de capes, des habits qui n'auraient sans doute pas suffi pour les aider à supporter la chute des températures.

Jusqu'à cette époque, l'habillement n'obéissait qu'à des considérations pratiques. Qu'est-ce qui a fait que le vêtement utilitaire est devenu un objet de mode ? On ne peut pas parler d'un saut cognitif, car il est clair que l'être humain avait envie de se rendre plus beau bien avant cela. Les hommes fabriquaient déjà des colliers il y a au moins 142 000 ans, comme l'attestent des coquillages percés découverts en Afrique. On trouve beaucoup d'autres preuves de notre longue tradition d'embellissement du corps, pas seulement grâce aux bijoux, mais aussi par des tatouages et des scarifications ou des peintures corporelles à l'ocre rouge. Il semble que l'innovation ait plutôt été d'ordre technique, et c'est là que les aiguilles entrent en jeu.

Alors que les archéologues estimaient autrefois que l'invention de l'aiguille avait marqué l'avènement du vêtement, nous savons aujourd'hui qu'elle a été mise au

→ Vieille de 20 000 à 25 000 ans, cette Vénus exhumée à Kostienki (Russie) porte un vêtement à bretelles.
Photo Don Hitchcock/Wikimedia commons

↓ Fragments d'os aiguisés pour servir de poinçons. Découverts en Afrique du Sud, ils datent de l'âge de la pierre.
Photo Science Photo Library/AKG



point bien après que l'on a commencé à confectionner des vêtements sur mesure, précise Francesco d'Errico. L'aiguille à chas découle d'une petite modification du poinçon, avec la création d'un trou pour insérer le fil. La fabrication d'aiguilles à partir d'os d'animaux, d'ivoire ou de bois de cervidés demandait beaucoup de temps et de dextérité. Les plus anciennes retrouvées par les archéologues datent de 40 000 ans environ, et ont été découvertes dans la grotte de Denisova en Sibérie.

Cependant, les aiguilles sont restées des objets rares jusqu'à ce que les températures deviennent plus basses au cours du dernier maximum glaciaire, il y a 23 000 à 19 000 ans. Il semblerait que l'aiguille à chas ait aussi été inventée, séparément, en Chine il y a environ 30 000 ans – mais les plus fines ont été fabriquées par les premiers humains à avoir atteint l'Amérique du Nord. Pour eux, elles ont dû jouer un rôle essentiel, en leur permettant de confectionner les vêtements sur mesure nécessaires à leur survie dans le Nord glacial du continent.

Une nouvelle étude menée par Ian Gilligan, Francesco d'Errico et d'autres chercheurs sur les origines de l'invention de l'aiguille montre qu'un aspect méconnu de cette innovation a transformé la façon dont les gens s'habillaient. Selon les chercheurs, les aiguilles n'ont pas seulement permis à nos ancêtres de fabriquer des vêtements



“L’habit passe d’une fonction purement pratique à d’autres aspects symboliques... comme un moyen de montrer qui l’on est”.

April Nowell,
UNIVERSITÉ DE VICTORIA AU CANADA

plus pratiques, elles les ont aussi aidés à les embellir avec des broderies ou en y attachant des objets décoratifs comme des perles, des coquillages ou des plumes. Autrement dit, c'est à ce moment-là que l'on a pu afficher sa personnalité par sa manière de s'habiller.

Une tombe vieille de 34 000 ans d'un homme et de deux enfants, découverte sur le site de Sungir, près de Moscou, permet de prendre toute la mesure de l'importance des vêtements décorés et des efforts déployés par les hommes pour les confectionner. Leurs corps étaient en effet couverts d'un très grand nombre de perles qui devaient autrefois être attachées à leurs habits. Ian Gilligan relate : “Des milliers de perles en ivoire de mamouth entouraient les squelettes, et il était clair, d'après leur disposition, qu'elles étaient autrefois cousues sur leurs manches, chemises et pantalons.”

Pour anodine que puisse paraître la possibilité de décorer les vêtements grâce à la fabrication de fines aiguilles, elle marque en réalité un bond en avant considérable dans l'évolution culturelle de l'humanité, souligne le chercheur. “Ce que l'apparition des aiguilles à chas confirme, c'est le changement de la fonction du vêtement : d'une nécessité thermique, il devient une nécessité sociale. Les importantes fonctions sociales et psychologiques que remplissait l'ornementation corporelle de la peau nue (sous forme de peinture corporelle, de scarifications ou de tatouages) sont alors transférées vers la surface des vêtements.”

Comme aujourd’hui, ceux-ci véhiculent des messages sur l'identité de la personne qui les porte. “L’habit passe d’une fonction purement pratique à d’autres aspects symboliques... comme un moyen de montrer qui l’on est”, renchérit April Nowell, de l'université de Victoria au Canada. Ainsi, lorsque des étrangers se rencontraient, la manière dont ils étaient vêtus leur donnait des informations, notamment sur le groupe ethnique auquel ils appartenaient, sur leur statut social et même sur la langue qu'ils parlaient.

Ian Gilligan pense que c'est au cours d'une période de froid intense, il y a 40 000 à 22 000 ans, que les vêtements sont devenus une nécessité sociale dans les latitudes moyennes de l'Eurasie. Si c'est bien le cas, les matériaux

utilisés pour les fabriquer ne devaient pas se limiter à la fourrure et au cuir. À l'époque, il existait déjà des textiles en laine et en matières végétales tissées, même si beaucoup de mystères entourent encore leur origine. On sait toutefois que les néandertaliens étaient capables de fabriquer de la cordelette à trois brins il y a 50 000 ans. Des empreintes de vêtements laissées sur des céramiques montrent par ailleurs que les *Homo sapiens* vivant en Moravie, dans l'actuelle République tchèque, portaient des vêtements en laine il y a 27 000 ans.

Et puis, bien sûr, il y a les Vénus. Il ne fait aucun doute que certaines, dont la Vénus de Willendorf, sont vêtues de textiles, tandis que d'autres portent des fourrures. C'est le cas des figurines en ivoire sculpté trouvées sur le site sibérien de Mal'ta. Et April Nowell précise : “Elles sont habillées de la tête aux pieds”, y compris avec des capuches. Elles n'arborent certes pas les tissus les plus récents, mais leur tenue est révélatrice. En examinant la surface des statuettes, on s'est aperçu qu'elles étaient à l'origine recouvertes de pigments brillants (rouges, bleus et verts), ce qui laisse à penser que les vêtements de cette époque étaient de couleurs vives. Une hypothèse que semble conforter la découverte en Géorgie de lin filé, vieux de 30 000 ans, teint en noir, gris, turquoise et rose. “Cela a totalement changé ma manière d'imaginer ce monde”, confie la chercheuse.

C'en'est pas la seule façon dont ces recherches remettent en question nos idées préconçues sur les hommes de l'âge de la pierre. “L'étude des vêtements peut nous aider à comprendre d'autres choses, par exemple comment ils planifiaient, anticipaient ou se transmettaient des connaissances d'une génération à l'autre”, poursuit April Nowell.

Dans nos sociétés industrialisées actuelles, où les magasins regorgent de vêtements, on oublie facilement tout le savoir-faire nécessaire à leur fabrication, surtout lorsqu'il faut se procurer ou créer soi-même la matière première (peaux de bêtes, laine ou fibres végétales). “C'est vraiment hallucinant quand on y pense, toutes ces techniques et connaissances des matériaux que cela implique ! s'enthousiasme la chercheuse. Et comment enseigner tout ça (la teinture, l'esthétique) de génération en génération ? Ce sont des choses qu'une génération apprend à la suivante. Il s'agit d'un énorme ensemble de connaissances accumulées.”

Des chercheurs pensent même que les compétences acquises par nos ancêtres pour confectionner des vêtements pourraient être à l'origine d'autres avancées techniques, dont l'invention de la roue, comme le suggère une étude publiée en 2024. Ses auteurs ont identifié des objets en pierre vieux de 12 000 ans, découverts en Israël, comme étant des fusairoles, des dispositifs encore utilisés de nos jours pour filer. Ils constitueraient un cas d'utilisation précoce d'une technique de rotation, incluant des notions essentielles à la création des premières roues, lesquelles seraient apparues quelque 6 000 ans plus tard.

En somme, si nos vêtements sont ce qu'ils sont aujourd'hui, c'est grâce à l'invention de l'aiguille. Les notions de pudeur liée au corps nu ont découlé du port régulier d'habits dans certaines sociétés, pas seulement pour des considérations pratiques. Et on connaît la suite : non seulement notre engouement pour la mode, mais aussi le fait que la plupart d'entre nous préféreraient mourir plutôt que d'être vus sans vêtements en public, même quand nous n'en avons pas besoin pour nous tenir chaud.

—Alison George,
publié le 29 janvier

sport. 

Iron Biby, le colosse qui fait rêver la jeunesse du Burkina Faso

Il a été cinq fois sacré "homme le plus fort du monde". Dans le sillage de leur champion, de nombreux Burkinabè se mettent à l'haltérophilie et à la musculation. Une passion qui revêt une certaine dimension politique.

—New Lines Magazine,
(Washington)

La tension est à son comble dans l'Arena Birmingham. Il faut dire qu'un record du monde est en jeu. Depuis le début de la soirée, une demi-douzaine de colosses soulèvent à tour de rôle d'énormes troncs au-dessus de leur tête, sous les acclamations de la foule. La seconde ville du Royaume-Uni accueille le World Log Lift Challenge, l'une des compétitions de référence dans le circuit. Mais soudain, le silence s'abat sur la salle, tandis qu'Iron Biby, géant de plus de 200 kilos, s'approche de son tout dernier tronc, un monstre de 231 kilos. Le regard fixé droit devant lui, il s'accroupit, soulève le tronc sur ses cuisses, ajuste sa position puis, dans un geste étonnamment souple et gracieux pour sa taille, il fait rouler le tronc jusqu'à sa poitrine en se redressant. "Il est bien parti!" s'enthousiasme le commentateur. Dans la salle, l'ambiance est électrique. Puis, avec un petit bond et une remarquable poussée, Iron Biby soulève le tronc au-dessus de sa tête et aligne ses épaules, avant de lâcher d'un coup – et de s'effondrer à terre à son tour.

"Il l'a fait!" s'époumone le commentateur sous les hurlements de la foule, en délire devant cette incroyable prouesse. Iron Biby vient d'être sacré "homme le plus fort du monde" pour la cinquième fois. Des feux d'artifice explosent derrière lui, mais le colosse ne les voit pas. Agenouillé contre le tronc, il a enfoui sa tête dans ses biceps de 70 centimètres. Qu'il doit être immense, le poids de l'émotion, pour empêcher l'homme le plus fort du monde de soulever sa tête pendant quelques secondes!

Puis un homme lui tend le drapeau de son pays, le Burkina Faso, et Biby s'en empare avec détermination, écartant les bras. Il tend la main droite, celle avec laquelle les Burkinabè saluent, mangent et caressent, et effectue un salut militaire en direction de la caméra. Iron Biby ne vient pas seulement de soulever 231 kilos : l'espace de quelques instants, il a porté

une nation tout entière – une nation aux prises avec une insurrection djihadiste – sous les feux d'artifice et les bravos de 15000 spectateurs.

À plus de 7000 kilomètres de là, à Bobo-Dioulasso, la ville natale du champion, dans l'ouest du Burkina Faso, un groupe de jeunes s'est rassemblé dans la chaleur étouffante de ce mois de septembre pour suivre l'événement, retransmis pour la première fois en direct à la télévision et à la radio publiques. "C'est notre idole", assure l'un d'entre eux.

Avant l'ascension fulgurante d'Iron Biby – Cheick Ahmed Al-Hassan Sanou de son vrai nom –, l'haltérophilie était souvent perçue comme un sport de voyous au Burkina, une pratique réservée aux arrière-cours et aux salles de sport miteuses. Mais depuis que Biby règne en maître sur le circuit du *log lift* à l'international, la discipline s'est démocratisée et suscite aujourd'hui l'enthousiasme de nombreux jeunes Burkinabè, souvent prêts à déployer des trésors d'inventivité pour travailler leurs muscles.

Derrière un portail bordeaux du secteur 25 de Bobo-Dioulasso, un groupe de jeunes hommes s'exerce avec des poids de fortune faits de parpaings, de tiges

"En tant qu'athlète, j'apporte de l'espoir aux gens. Et l'espoir, c'est quelque chose de vital pour nous tous."

Iron Biby

d'acier et de morceaux de ferraille. Malgré le désordre, la concentration règne dans la petite cour intérieure transformée en salle de sport. Molly, étudiant en médecine, rassemble sa chevelure dans un bandana et se prépare à démarrer sa séance. "Je me coiffe avant l'entraînement, et j'attache mes cheveux pour qu'ils restent disciplinés", explique-t-il. La discipline est le maître mot de ces jeunes, qui voient Iron Biby comme leur modèle.

"Avant, ceux qui faisaient de la muscu étaient vus comme des fauteurs de troubles, toujours à chercher la bagarre, mais pour moi c'est une façon de s'astreindre à une certaine discipline", explique Molly, installé sur un banc, prêt à soulever une barre de [30 kilos]. Faute de pouvoir s'offrir un abonnement dans une véritable salle de sport, ses amis et lui ont investi la maison de l'un d'entre eux. Au fond de la cour, un couple âgé profite de la brise, assis sur des chaises en plastique à l'ombre d'un papayer. "Ce sont un peu comme nos enfants", confie l'homme, qui observe le groupe de loin et salue chacun à son arrivée.

À une dizaine de minutes de là se trouve le Lancina Sanou VIP Sport Center, baptisé ainsi en hommage au père d'Iron Biby. C'est la première salle de sport professionnelle de la ville, et c'est là que le quintuple champion du monde s'est entraîné pour sa dernière compétition. À l'extérieur, un panneau délavé montre des photos de Biby et son père, accompagnées de l'inscription "Papa nous t'aimons", ce touchant message que le colosse adresse régulièrement à son père à travers le petit écran après un énième exploit.

Sur place, Bachico Abdoul, son assistant, nous accueille et nous montre la salle des machines au rez-de-chaussée, l'espace cardio à l'étage. "Dans ce genre de compétitions, chaque kilo ou seconde supplémentaire est le fruit de toute une année de travail", explique-t-il. L'entraînement d'Iron Biby est strict, intensif et tourné vers un seul objectif : conserver, voire battre, son propre record du monde. Mais Biby prend aussi son rôle de champion du peuple très au sérieux. "Mon pays traverse beaucoup d'épreuves en ce moment, confiait-il après son record du monde en 2023. En tant qu'athlète, j'apporte de l'espoir aux gens. Et l'espoir, c'est quelque chose de vital pour nous tous."

"Les gens veulent le toucher, lui parler", raconte son assistant. Et Biby se prête volontiers au jeu. Un jour, il s'est même arrêté dans une station-service du centre de Bobo-Dioulasso pour saluer le



conducteur d'un camion qui avait bombé son portrait sur son véhicule, sous l'inscription "Champion du monde". Le chauffeur-artiste avait reproduit le visage du colosse dans les moindres détails, jusqu'au bandana qu'il portait sur la tête lors de son sacre à Glasgow, en 2023 – orné des lettres "VDP".

Au nom des soldats. Ces initiales, ce sont celles des Volontaires pour la défense de la patrie, une milice locale soutenue par le président Ibrahim Traoré [au pouvoir depuis 2022] pour aider l'armée à combattre l'insurrection djihadiste qui ravage le pays depuis dix ans. Une crise profonde mais souvent passée sous silence, éclipsée par les enjeux de sécurité au Mali et au Niger voisins. Depuis le début des combats, en 2015, quelque 2 millions de Burkinabè ont dû quitter leurs foyers, et nombre d'entre eux se retrouvent en situation d'insécurité alimentaire préoccupante. En décembre 2022, 50 000 volontaires ont répondu à l'appel du président, en quête de nouvelles recrues. Pour Iron Biby et beaucoup d'autres, le VDP, qui connaît bien le terrain mais manque d'expérience militaire, est en première ligne dans le conflit. Après sa victoire à Glasgow, Biby avait expliqué à la foule la signification de ces trois lettres : "C'est pour les soldats qui meurent pour mon pays. Je l'ai fait pour eux."

Iron Biby, ici photographié le 14 septembre 2018, dans la cour de sa grand-mère, à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso). Photo Olympia de Maismont/AFP



Ces initiales ornent également le tee-shirt d'Emmanuel Ouedraogo, 21 ans, qui s'entraîne dans une salle du quartier de Pissy, à Ouagadougou. "Si des champions comme Biby et Bayala existent, je dois m'entraîner pour perpétuer leur héritage", nous explique-t-il. Son regard grave et ses traits enfantins détonnent avec son physique sculpté. Le jeune homme, qui se fait appeler "Wimbre" ("bras fort" en mooré, la langue la plus parlée du pays), n'est pas passionné d'épreuves de force, comme Biby, mais de culturisme – autre discipline de plus en plus populaire dans le pays depuis le sacre de Thierry Bayala au championnat du monde de la Fédération internationale de bodybuilding et de fitness en octobre [2024].

Contrairement aux haltérophiles, qui travaillent la force pure et misent sur leur impressionnante corpulence pour soutenir l'effort, les bodybuildeurs recherchent – même si cela peut sembler illusoire – la symétrie et les physiques parfaitement dessinés des statues grecques et des héros de films d'action des années 1980.

"Au départ, ce que je voulais, c'était me sentir mieux dans mon corps, plus séduisant", reconnaît Wimbre. Mais aujourd'hui, l'objectif est de gagner en masse musculaire. Il s'entraîne pour cela jusqu'à cinq fois par semaine sous la supervision de "Petit Piment" [Souleymane Songnaaba],

médaillé d'or au championnat d'Afrique centrale de bodybuilding, au Gabon, en 2023, et fondateur de la Fédération burkinabè de bodybuilding et fitness.

Petit Piment a découvert cette discipline après avoir été invité à jouer les mannequins dans une pub, et il s'est rapidement pris de passion pour cet univers – souvent incompris – de pectoraux ultrasculptés et de biceps proéminents. Lorsqu'il s'est lancé dans le culturisme, "les gens nous insultaient, se demandaient : 'C'est quoi ces mecs qui posent en slip?' se souvient-il. Mais je pense que ces critiques étaient le signe qu'on faisait quelque chose de bien."

Petit Piment voudrait désormais ouvrir sa propre salle de sport et organiser des compétitions pour faire connaître la discipline à d'autres jeunes passionnés de fitness – tout un défi dans ce pays aux infrastructures sportives si chancelantes qu'il ne peut même pas accueillir les matchs de son équipe nationale de foot, faute de stade aux normes de la Fifa. Mais cette simplicité a porté ses fruits chez Petit Piment, qui tient

Consommer des protéines en quantité suffisante n'est pas à la portée de toutes les bourses.

absolument à poursuivre dans cette voie. "J'encourage tout le monde à modeler son corps de manière naturelle. C'est vrai que lorsqu'on voit certains physiques on sait que ces gens ont pris des stéroïdes, mais les effets indésirables vous découragent vite d'en faire autant", assure-t-il.

Les anabolisants gangrènent le monde du culturisme depuis le milieu du xx^e siècle. Aux débuts de la discipline, les bodybuildeurs consommaient de la caféine, de l'alcool et des opioïdes pour maîtriser leur apport calorique et tailler leur silhouette, mais l'arrivée des stéroïdes sur le marché a irrémédiablement bouleversé les pratiques. Dans les années 1980 et 1990, âge d'or du concours de Mr. Olympia, Arnold Schwarzenegger, Lee Haney et consorts arboraient des muscles dignes de gravures de la Renaissance – des protubérances grotesques et artificielles, gonflées à la testostérone de synthèse. Mais si les stéroïdes permettent de développer la masse musculaire, ils accentuent aussi l'agressivité, les sautes d'humeur, les risques cardiovasculaires et les troubles de la sexualité.

Arme secrète. Il n'est pas difficile de se procurer ce genre de substances au Burkina Faso – le véritable problème, pour ceux qui voudraient en consommer, c'est leur prix. Wilfred, jeune bodybuildeur de Bobo-Dioulasso qui a arrêté le culturisme pour ouvrir une salle de jeux vidéo, voyait régulièrement passer les annonces de dealers sur les réseaux sociaux lorsqu'il s'entraînait encore. Ils vendaient du Dianabol, un stéroïde anabolisant [le méthandrosténolone] qui "donne des résultats visibles en quelques semaines", explique-t-il. La tentation était grande, mais les tarifs – plusieurs dollars le cachet – trop élevés pour un pays où le PIB par habitant tourne autour de 800 dollars [700 euros] et où la simple consommation de protéines en quantités suffisantes requiert déjà une certaine créativité.

"Je ne mange pas de poulet ni de poisson, je me débrouille avec ce que je peux m'acheter", explique Molly, l'étudiant en médecine, qui espère gagner un bon centimètre de tour de biceps dans les six prochains mois. Une boîte de protéines en poudre va chercher dans les 45 dollars [40 euros], bien trop cher pour la plupart des étudiants burkinabè, qui ne peuvent même pas se permettre de débourser 5 dollars [4,50 euros] chaque jour pour acheter un poulet. Alors Molly se gave de haricots secs, sans oublier son arme secrète : "Le smoothie d'avoine avec une banane et une cuillère de cacao en poudre." Il dévalise les stocks de flocons d'avoine au supermarché et partage ses recettes sur TikTok, où elles rencontrent un franc succès auprès des influenceurs fitness africains.

Si cette obsession des calories et de l'apparence physique est relativement récente au Burkina Faso, le sport a toujours occupé une place centrale dans le pays. Thomas Sankara, l'emblématique président marxiste et panafricain, assassiné en 1987, avait ainsi instauré un temps de sport pour tous les travailleurs, chaque jeudi après-midi, à partir de 16 heures. Il était aussi connu pour interrompre régulièrement ses réunions pour un petit match de foot dans la rue. Et, aujourd'hui encore, quand la chaleur retombe, il n'est pas rare de voir des Burkinabè faire leur footing ou participer à des cours d'aérobic ou soulever de la fonte dans les grandes métropoles du pays.

Le soleil se couche sur Bobo-Dioulasso, et le Trône de fer, espace sportif à ciel ouvert aménagé dans les faubourgs de la ville, s'anime sous la lumière vacillante des lampes solaires. L'endroit est très populaire, dans tous les sens du terme. Ici, pas de matériel dernier cri, pas de distributeurs de snacks – chaque soir, une caisse d'œufs durs est mise à la disposition des sportifs pour leurs protéines post entraînement. La plupart des installations sont faites de matériaux de récupération fournis par les garages du coin : des pistons de camion et d'immenses pneus font office de poids, les machines sont assemblées par des chaînes de vélo. Mais les tarifs sont très abordables, environ 50 centimes la séance, et l'endroit attire des dizaines de jeunes hommes et femmes chaque soir.

Ben Willis, le gérant, a longtemps dû affronter les regards méfiants de ses voisins à cause de son physique imposant. Mais, aujourd'hui, ils commencent à comprendre l'intérêt de la musculation. "Iron Biby a montré à de nombreux parents qu'il était possible de devenir un champion, d'accomplir de belles choses, conclut-il. Et quand un Noir connaît un tel succès à l'international, ça donne envie de voir ses enfants suivre ses traces."

— Élia Borràs,
publié le 3 avril

SOURCE



NEW LINES MAGAZINE
Washington, États-Unis
newlinesmag.com

Créé en 2020, ce site émane du think tank américain Newlines Institute for Strategy and Policy. Il se présente comme un "magazine local sur l'actualité mondiale", donnant la parole à des journalistes qui connaissent intimement le sujet de leurs articles, qu'il s'agisse "d'une ligne de front en Ukraine, d'une agglomération dans la région chinoise du Xinjiang, d'une province en Syrie ou d'une ville aux États-Unis".

ABONNEZ-VOUS À COURRIER INTERNATIONAL

Illustrations : © Véronique Cottin



14,55 € / mois
au lieu de 25,58 € sans engagement.

Je remplis le mandat Sepa ci-dessous.

OU



175 € pour 1 AN
(soit 52 n° + 6 hors-séries)
au lieu de 306,40 €.

Je règle par chèque bancaire
à l'ordre de Courrier international.

43%*
de réduction



Le magazine papier
livré chaque semaine.

Tous les deux mois, recevez un hors-série
qui décrypte une grande thématique.
Une collection à conserver !

L'accès au site Internet en illimité
sur tous les supports numériques.

+ EN CADEAU

LE TOTE BAG COURRIER INTERNATIONAL

Ce grand sac en coton personnalisé aux couleurs
du magazine vous accompagnera partout.

- Certifié Oekotex
- Biodégradable et recyclable
- Dimension : 58L X 38H cms



BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : Courrier international – Service abonnements A2100 – 62066 Arras Cedex 9

+ SIMPLE

+ RAPIDE



Abonnez-vous directement sur le site Internet :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/auto4>
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ
CE CODE QR.



RCO25BA04

JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, J'INDIQUE MES COORDONNÉES ET JE JOINS UN CHÈQUE.

MONSIEUR MADAME

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CP :

VILLE : E-MAIL :

J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international. J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. Vous recevrez votre cadeau dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



“Clair Obscur”, un tour de magie à la française

Sorti fin avril, le premier jeu du studio Sandfall, installé à Montpellier, s'est déjà vendu à plus de deux millions d'exemplaires. Quelle est la recette de ce succès ?

—The Guardian (Londres)

On a beaucoup écrit sur le fait que le dernier carton de l'année – ce jeu de rôle si singulier, baptisé *Clair Obscur. Expedition 33* – a été réalisé par une toute petite équipe. Il faut dire que l'histoire est séduisante : à l'heure où des blockbusters vidéoludiques enchaînent les échecs retentissants, où se développent les jeux “en tant que service” [sans cesse actualisés avec des contenus monétisés] et où les budgets de production explosent, une petite équipe de créateurs débrouillards signe un chef-d'œuvre atypique, démesuré et magnifique. Vendu moins de 50 euros, ce jeu ne fait que des gagnants, même s'il convient de préciser certains points.

Le studio français Sandfall Interactive [installé à Montpellier] ne compte certes qu'une trentaine d'employés, mais, ainsi que le souligne le site [spécialisé britannique] *Rock Paper Shotgun*, la liste des crédits est bien plus longue. Y figurent notamment une équipe d'animation sud-coréenne, un prestataire pour le contrôle qualité ainsi que les équipes responsables de la localisation et de l'interprétation [soit la traduction et le doublage] – autant de gens dont le travail donne toute sa profondeur émotionnelle et sa crédibilité à *Clair Obscur*.

Comparé à l'armada de professionnels qui produisent la franchise *Final Fantasy*

[du géant japonais Square Enix] – dont les Français se sont clairement inspirés –, le studio Sandfall est minuscule. Sauf que le plus admirable dans cette affaire n'est pas qu'une petite équipe ait pu créer un jeu aussi réussi, c'est qu'elle ait produit le jeu le plus furieusement français auquel on pourra jamais jouer. Au grand dam de la personne qui partage ma vie, j'y joue en version française avec les sous-titres anglais, juste pour renforcer l'effet d'immersion [même si la version originale, en anglais, contient déjà de nombreuses expressions en français dans le texte].

Sinistres vestiges. Dans l'univers de *Clair Obscur*, tout droit sorti de la Belle Époque, une entité malfaisante appelée la Peintresse trace chaque année sur un monolithe lointain un numéro, décroissant à partir de 100. Et toutes les personnes dont l'âge correspond au numéro s'évaporent dramatiquement dans un nuage de poussière et de pétales, laissant derrière elles des conjoints éplorés et des enfants orphelins. Avec *Neva* [un jeu espagnol, sorti fin 2024, dans lequel le joueur devient la mère adoptive d'un louveteau], *Clair Obscur* est le seul jeu récent qui m'ait arraché des larmes dès le début de l'histoire.

Le jeu commence alors que la Peintresse passe du chiffre 34 à 33, et qu'un groupe de trentenaires courageux – et dotés de

JEU VIDÉO

quelques pouvoirs magiques – se lance dans une expédition annuelle ayant pour but de traverser les océans jusqu'au continent de la Peintresse pour l'éliminer et mettre fin à ce terrible décompte.

C'est à regret que j'ai quitté la phase d'introduction : la ville [un Paris fantasmé du début du xx^e siècle, dévasté par un cataclysme] était absolument superbe et tous les personnages étaient impeccablement habillés. Et puis, là au moins, on n'attendant pas à ma vie toutes les cinq minutes.

De nombreuses expéditions vous ont précédé sur votre parcours. Vous en trouvez de sinistres vestiges un peu partout au fil de votre exploration. Leurs carnets de bord sont laissés à l'intention

On obtient ce bijou : une intrigue très française enchâssée dans un jeu à la japonaise.

de quiconque tentera de reprendre leur mission là où ils l'ont abandonnée. Vous commencez dans cette sorte de Paris ravagé, où se dresse la silhouette d'une tour Eiffel distordue, façon Dali, à l'horizon. On se promène dans ce monde comme dans un musée aux œuvres raffinées mais sur le point d'être englouti par un trou noir.

Parmi les zones que l'on découvre en début d'aventure, un océan sans eau où gît l'épave d'une expédition, prisonnière d'une gigantesque créature marine, désormais défunte. Un épais rideau d'algues flotte dans l'air, c'est magnifique et terriblement dangereux : il faut rapidement se familiariser avec un système de combats assez compliqué pour survivre aux premières confrontations avec des boss [des ennemis puissants].

Les combats de *Clair Obscur* s'inspirent des jeux de rôle japonais classiques et modernes : rythmés et spectaculaires,

← *Clair Obscur* débute dans le décor d'un Paris ravagé. Photo Sandfall Interactive/Kepler Interactive

ils vous autorisent à surcharger une boule de feu ou à éviter le coup d'un géant de pierre si vous pressez le bouton pile au bon moment. Le secret consiste à savoir combiner les talents très particuliers de chaque personnage jouable : l'un manie une rapière et change de posture à chaque attaque ; l'autre attaque à l'aide d'un redoutable système de cartes de tarot ; un autre encore manie essentiellement une épée et un pistolet. Si tout cela semble excessivement extravagant, ça l'est effectivement – et c'est génial.

Fantaisie baroque. Les menus de combat sont un régal pour les adeptes des réglages fins et décrivent en détail les pouvoirs ésotériques de chaque personnage pour vous permettre de les conjuguer et de créer des combos d'attaques intéressants.

Ce que j'ai préféré dans ce jeu, c'est qu'il ne ressemble pas à tous les autres. À vrai dire, il ne ressemble à rien de connu. La plupart des jeux s'inspirent de références extrêmement prévisibles : *Star Wars*, *Le Seigneur des anneaux*, l'univers Marvel. Ici, les créateurs sont allés piocher dans des thèmes et des esthétiques radicalement différents pour donner naissance à une fantaisie baroque sur l'amour, la fatalité, la mort et l'héritage.

En définitive, on obtient ce bijou : une intrigue très européenne enchâssée dans un style et une action à la japonaise. On n'y joue pas du tout de la même manière, mais l'originalité et la détermination de ce jeu à réellement raconter quelque chose me rappellent l'excellent *Metaphor. ReFantazio*, sorti l'an dernier – à croire que l'ambition intellectuelle d'un RPG se mesure à l'opacité de son titre.

Clair Obscur nous montre également ce que permettent les outils de développement aujourd'hui : si vous vous demandez comment une si petite équipe a pu produire un jeu d'aussi bonne qualité, c'est en partie grâce à cela. De quoi rendre optimiste pour l'avenir de cette tranche de créateurs, situés entre les indépendants et les usines à superproductions. Dans les années 2000 et 2010, c'est d'ailleurs à cette catégorie de studios que l'on devait la plupart des jeux les plus intéressants du marché.

Je vois très bien pourquoi plusieurs grands éditeurs auraient pu juger ce jeu trop français pour le commercialiser, mais Sandfall a réussi à le faire [en faisant appel à Kepler Interactive, une société britannique rassemblant des développeurs indépendants]. *Clair Obscur. Expedition 33* est un succès commercial que l'on citera toute l'année comme contrepoint aux discours défaitistes de l'industrie, mais n'oublions pas que c'est aussi une réussite créative.

—Keza MacDonald,
publié le 14 mai

histoire.



Kamehameha Ier : le Napoléon du Pacifique

1736-1819 — Hawaii

Premier souverain du royaume d'Hawaii, Kamehameha réussit à unifier l'archipel grâce à son habileté politique et militaire.

Il fonde alors un État moderne tout en maintenant les traditions polynésiennes.

—Historia y Vida, extraits (Barcelone)

Pour les Hawaïens, Kamehameha est le personnage le plus important de leur histoire. Leur héros national. Ce roi guerrier, premier de la dynastie qui gouverna Hawaii pendant près d'un siècle, a uniifié un archipel de 137 îles et îlots volcaniques du Pacifique qui était jusqu'alors divisé en différents clans hostiles.

La biographie de ce roi est auréolée de nombreuses légendes. On raconte ainsi qu'il a accompli des exploits inimaginables ou même qu'il possédait des pouvoirs magiques. Une mythologie qui prend sa source dès sa naissance. Car Kamehameha aurait vu le jour en 1758, au moment même où la comète de Halley traversait le ciel hawaïen. Le futur monarque vient au monde dans une famille noble de l'île d'Hawaii – à ne pas confondre avec la totalité de l'archipel –, et vit les premières années de sa vie dans un contexte d'affrontements perpétuels entre les différentes familles dirigeantes. Après la mort de son père, alors qu'il est encore jeune, il est confié à son oncle Kalaniopu'u, qui était alors roi d'une des régions de l'île.

Mais la vie des Hawaïens s'apprête à changer à jamais. En janvier 1778, l'explorateur britannique James Cook accoste par hasard à Hawaii au cours d'une expédition qui vise à découvrir le passage du Nord-Ouest, la fameuse voie reliant les océans Pacifique et Atlantique.

Armes à feu. Cette première prise de contact est décisive pour le jeune Kamehameha. On raconte qu'il s'embarque sur un navire britannique de l'expédition et qu'il y découvre la puissance technologique de ces intrigants étrangers. Une fois l'archipel exploré, les puissances occidentales y voient une étape idéale sur les routes commerciales du Pacifique. Les dirigeants locaux les plus habiles, eux, savent tirer profit de la situation pour régler leurs luttes intestines. Très rapidement, les armes à feu se propagent dans l'île, souvent échangées contre des produits destinés à être vendus au Royaume-Uni, comme le précieux bois de santal. Des armes qui jouent ensuite un rôle décisif dans l'accession au pouvoir de Kamehameha.

À la mort de Kalaniopu'u, son fils Kiwala'o lui succède. Méfiant face à la popularité grandissante de son cousin, il lui confie un office religieux prestigieux mais dépourvu de réel pouvoir. Quasiment relégué à l'exil dans l'extrême ouest de l'île, Kamehameha rassemble alors un grand nombre de ses partisans et déclare la guerre à son cousin. Doté de fusils britanniques et d'une armée nombreuse, il se met en marche vers l'est afin de détrôner Kiwala'o. Certains chefs locaux se soulèvent contre lui. Mais le jeune guerrier remporte finalement la victoire et, après neuf années de guerre, il s'impose comme le seul et unique maître de l'île.

Enhardi par ses succès, il entreprend ce que personne n'avait encore jamais réussi : unifier l'archipel. Du nord au sud, de l'est à l'ouest, il prépare ses campagnes en vue de la conquête des îles de Maui, Molokai et Oahu. Cette dernière est la plus complexe à soumettre, car

↳ Une statue du monarque dans le hall du Capitole des États-Unis.
Photo Alacoolwiki/Wikimedia

elle est la plus peuplée – c'est encore le cas aujourd'hui. Profitant à nouveau du soutien occidental, il construit une flotte spectaculaire de 1200 canoës de guerre, capable de transporter jusqu'à 12 000 hommes.

Si la conquête de Maui est un jeu d'enfant, elle se fait au prix de la sanglante bataille de Wailuku. L'île d'Oahu pose plus de difficultés. Les envahisseurs sont surpris de constater que l'armée adverse dispose elle aussi de canons, acquis grâce au commerce avec les Occidentaux. Kamehameha doit mener l'éprouvante bataille de Nu'uanu, en 1795, pour mener à bien son entreprise. Plus de 700 guerriers d'Oahu sont pris en embuscade et jetés du haut de la falaise du même nom.

Il sait s'assurer du soutien des Britanniques, des Américains et des Japonais, sans leur permettre de s'octroyer des terres dans l'archipel.

Avec la chute de Maui, Molokai et Oahu, seules les deux îles de Kauai et Niihau, situées plus à l'ouest, restent à assujettir pour parachever la conquête de l'archipel. Mais le chef local facilite les choses en cédant ses terres en 1810. C'est donc à cette date que Kamehameha, sur un modèle occidental, s'autoproclame premier souverain du royaume d'Hawaii.

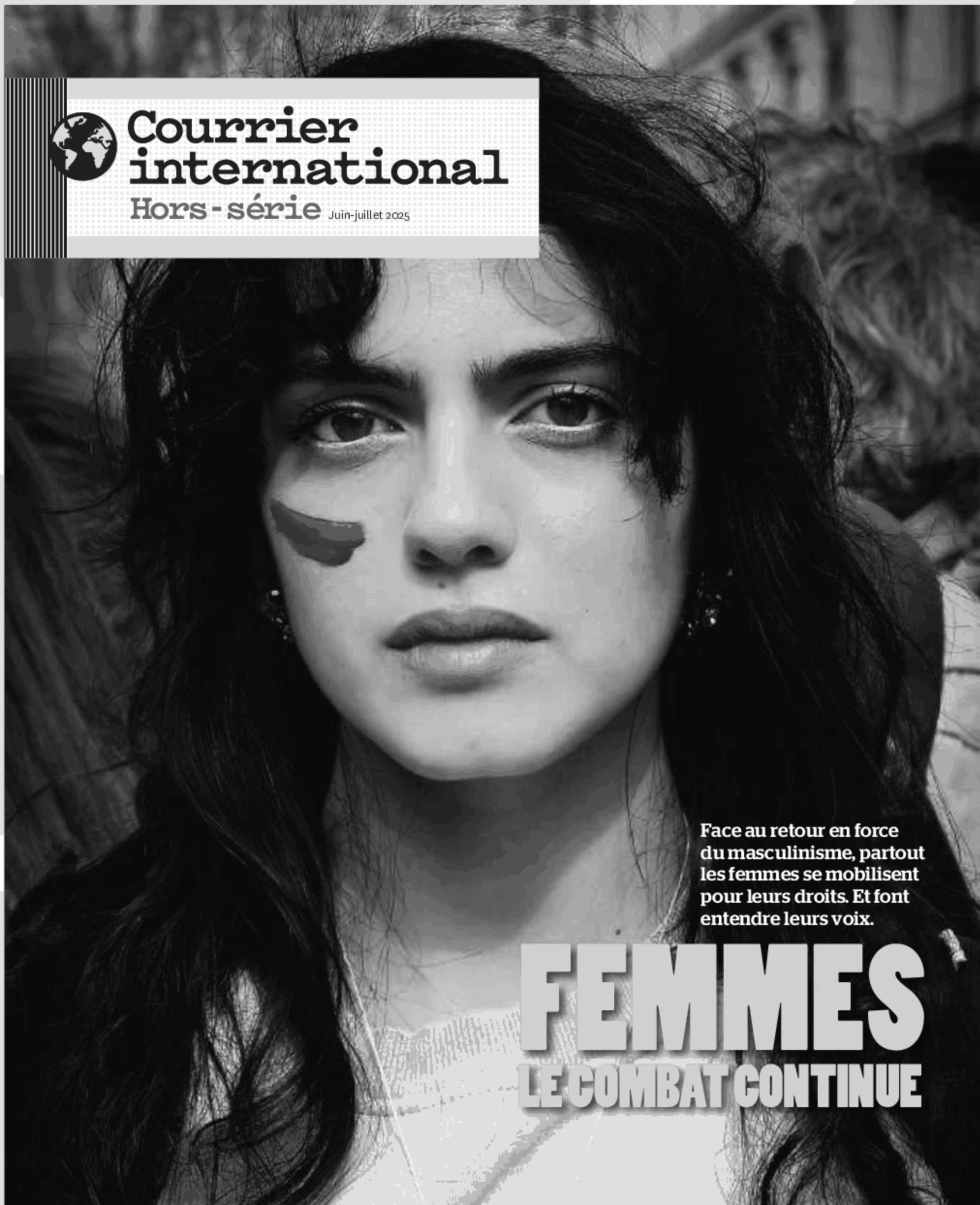
Au cours de son bref règne, qui prendra fin en 1819, Kamehameha dote son pays de toutes les institutions qui constituent un État moderne. Il crée un corpus légal solide, met sur pied une administration et signe des accords avec les grandes puissances qui ont contribué à sa victoire. Des commerçants font alors leur arrivée sur l'archipel, suivis des premiers missionnaires, dont l'objectif est de "civiliser" les Hawaïens et de les convertir au christianisme. Réfractaire à ces croyances étrangères, le roi préserve le tabou (ou *kapu*), l'ensemble des règles morales ancestrales polynésiennes, comme socle de son régime.

Néanmoins il sait habilement s'assurer du soutien des Britanniques, des Américains et des Japonais, sans pour autant leur permettre de s'octroyer des terres à Hawaii. Sa réputation de conquérant implacable et de chef redoutable parvient jusqu'à Londres, où il est surnommé par plaisanterie "le Napoléon du Pacifique", car l'Hawaïen et le Corse sont contemporains. Fin diplomate, Kamehameha jette les bases de l'indépendance hawaïenne, qui perdure sur la quasi-totalité du XIX^e siècle.

Mais Hawaii perd finalement son statut d'État souverain lorsque les États-Unis décident, sans s'embarrasser de légalité, d'annexer ce nouveau territoire. Pour ce pays alors en pleine expansion, s'emparer d'un port en plein milieu du Pacifique était absolument stratégique. Les Américains alimentent donc les divisions internes à l'archipel jusqu'à obtenir le ralliement d'Hawaii par la force en 1898, une décision entérinée par le président William McKinley.

—Jaume Pi,
publié le 21 mars

Notre nouveau hors-série



 **Courrier
international**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Nouveau Puma Gen-E®

Le félin passe à l'électrique



A 0 g CO₂/km



Recharge rapide,
de 10 à 80% en 23 min*

Réservez votre essai sur ford.fr

Ford

Consommations combinées WLTP Puma Gen-E (kWh/100km) : 13.1 - 13.8.

*Basée sur la recharge d'un Puma Gen-E Standard Range 43 kWh sur une borne de recharge rapide DC (100 kW).
Ford France - 1 rue du 1^{er} mai, Immeuble Axe Seine, 92000 Nanterre. SIREN 425 127 362 RCS Nanterre.

Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer